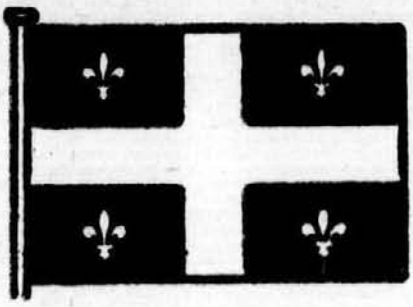

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 FÉVRIER 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 4TH, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5th, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 15219-60)

Les Publications Drubec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1960, constituant en corporation: Raymond Blaquière, journaliste, Norman H. Smith, fleuriste, tous deux de Drummondville, et Carmen Letarte, secrétaire, de Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, libraires, relieurs, et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Publications Drubec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 311, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Letters Patent

(A.G. 15219-60)

Les Publications Drubec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1960, incorporating: Raymond Blaquière, journalist, Norman H. Smith, florist, both of Drummondville, and Carmen Letarte, secretary, of Drummondville-South, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, librarians, book-binders and to manage a publicity agency, under the name of "Les Publications Drubec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 311 Lindsay St., Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14627-60)

Les Salons de Coiffure Josette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1960, constituant en corporation: Lorenzo Lacroix, voyageur, de Montréal, Josette Rosello, coiffeuse, fille majeure, et Fernand Sarcy, clerc, ces deux derniers de St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeur ou d'exploitant de salons de beauté ou de coiffure, sous le nom de « Les Salons de Coiffure Josette Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 977, Curé-Labelle, Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14921-60)

Mégantic Tire Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Marcel Brulotte, garagiste, Louise Allard Brulotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Brulotte, Gérard Boulé, « rechapeur », et Rosaire Fillion, vendeur, tous du Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Mégantic Tire Service Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14919-60)

Naud Électrique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1960, constituant en corporation: Jacques Naud, électricien, G.-Étienne Naud, commis, et Rollande D. Naud, ménagère, épouse séparée de biens dudit G.-Étienne Naud, tous de Deschambault, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Naud Électrique Limitée », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Deschambault, district judiciaire de Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14627-60)

Les Salons de Coiffure Josette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1960, incorporating: Lorenzo Lacroix, traveller, of Montreal, Josette Rosello, hairdresser, spinster of the full age of majority, and Fernand Sarcy, clerck, the two latter of St-Martin, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers or as managers of beauty or hairdressing salons, under the name of "Les Salons de Coiffure Josette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 977 Curé-Labelle, St-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14921-60)

Mégantic Tire Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Marcel Brulotte, garage-keeper, Louise Allard Brulotte, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Brulotte, Gérard Boulé, re-treader, and Rosaire Fillion, salesman, all of Lake Megantic, for the following purposes:

To carry on as garage-keepers, under the name of "Mégantic Tire Service Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lake-Megantic, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14919-60)

Naud Électrique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1960, incorporating: Jacques Naud, electrician, G.-Étienne Naud, clerk, and Rollande D. Naud, housewife, wife separate as to property of the said G.-Étienne Naud, all of Deschambault, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Naud Électrique Limitée", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Deschambault, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14944-60)

Notre-Dame Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Louis Jarry, notaire, Hélène Collin et Janine Vinet, secrétaires, filles majeures, tous de St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Notre-Dame Snack Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14953-60)

Nouveau Garage Frontenac Inc.
New Frontenac Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1960, constituant en corporation: Jules Bernatchez, avocat, Madeleine Bilodeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, et Gérard Giguère, commis de bureau, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « Nouveau Garage Frontenac Inc. — New Frontenac Garage Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14701-60)

Pan-American Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, Muriel Fishman et Marilyn Denny, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Pan-American Investments Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1416 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14944-60)

Notre-Dame Snack Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Louis Jarry, notary, Hélène Collin and Janine Vinet, secretaries, of full age, both of St-Martin, for the following purposes:

To carry on a business of restaurateurs, under the name of "Notre-Dame Snack Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14953-60)

Nouveau Garage Frontenac Inc.
New Frontenac Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1960, incorporating: Jules Bernatchez, advocate, Madeleine Bilodeau, secretary, spinster of full age in use of her rights, and Gérard Giguère, office clerk, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keepers, under the name of " Nouveau Garage Frontenac Inc. — New Frontenac Garage Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14701-60)

Pan-American Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: John L. Liberman, advocate, Muriel Fishman and Marilyn Denny, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pan-American Investments Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1416 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14402-60)

Park Avenue Imports Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1960, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, tous deux avocats, Ernest Rashkovan, notaire, Joseph Cassar, étudiant, et Georgette Lavoie, dactylographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en entier ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et produits de beauté, produits de terre, mer et forêt, sous le nom de « Park Avenue Imports Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1435 rue St-Alexandre, chambre 420, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

(A.G. 14402-60)

Park Avenue Imports Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1960, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, both advocates, Ernest Rashkovan, notary, Joseph Cassar, student, and Georgette Lavoie, typist, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Park Avenue Imports Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1435 St. Alexander Street, room 420, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1960, constituant en corporation: Thomas Bertrand, licencié en matières commerciales, Jacques Viger, commis, et Juliette Mailloux, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de peintures, polis, enduits, couleurs, vernis, laques, produits chimiques et de matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, sous le nom de « Peintures Bertrand Paints Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 2,800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(A.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1960, incorporating: Thomas Bertrand, licenced in commercial matters, Jacques Viger, clerk, and Juliette Mailloux, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in paints, polishes, coatings, colors, varnishes, laquers, chemical products and materials for cleaning or to insure waterproofing, under the name of "Peintures Bertrand Paints Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 2,800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14728-60)

Philippe H. Jobidon, Immeubles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1960, constituant en corporation: Philippe-H. Jobidon, Bernard Jobidon et Laval Jobidon, tous commerçants, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Philippe H. Jobidon, Immeubles Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

(A.G. 14728-60)

Philippe H. Jobidon, Immeubles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1960, incorporating: Philippe-H. Jobidon, Bernard Jobidon and Laval Jobidon, all tradesmen, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables and in construction, under the name of "Philippe H. Jobidon, Immeubles Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 555, 1ère avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 15113-60)

Pinkerton Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1960, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig et William Levitt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Pinkerton Holdings Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1960.

L'Assistant procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

(P.G. 14523-60)

Pollack Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, de St-Lambert, Elisabeth Weisemann et Denise-Marie Landry, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Pollack Investments Inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 1,998,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 771 est, rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

(P.G. 14550-60)

Pollamalg Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, de St-Lambert, Elisabeth Wiesemann et Denise-Marie Landry, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits, en entier ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et produits de beauté,

The head office of the company will be at 555, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15113-60)

Pinkerton Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1960, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pinkerton Holdings Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14523-60)

Pollack Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, incorporating: Jean Monet, advocate, of St-Lambert, Elisabeth Wiesemann and Denise-Marie Landry, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pollack Investments Inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 1,998,000 preferred shares of the par value of $1 each and 2,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 771 St. Joseph Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE.

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14550-60)

Pollamalg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, incorporating: Jean Monet, advocate, of St-Lambert, Elisabeth Wiesemann and Denise-Marie Landry, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, and to do a general

produits de terre, mer et forêts, et faire les commerce généraux de marchands à commission, courtiers, agents-vendeurs et d'agents-dépositaires des articles, objets et marchandises négociés par la compagnie; exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Pollamalg Inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 771 est, rue Saint-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

commission-merchants', brokers', selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company; to carry on the business of a holding company, under the name of "Pollamalg Inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 2,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 771 St. Joseph Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14824-60)

Restaurant Caprice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1960, constituant en corporation: Conrad Brossard, comptable, de St-Jérôme, Jean Brossard, hôtelier et restaurateur, et Yves Brossard, gérant d'affaires, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Caprice Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt cinq novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(A.G. 14824-60)

Restaurant Caprice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1960, incorporating: Conrad Brossard, accountant, of St-Jérôme, Jean Brossard, innkeeper and restaurant-owner, and Yves Brossard, business manager, the two latter of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Caprice Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14333-60)

R. &. O. Jalbert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Roch Roy, avocat, Jean-Paul Duguay, comptable, et Jérôme Cormier, commis, tous de Gaspé, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, outiller, entretenir et exploiter des postes récepteurs et émetteurs de télévision, sous le nom de « R. & O. Jalbert Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Petit-Cap, comté de Gaspé-Nord, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(A.G. 14333-60)

R. &. O. Jalbert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Roch Roy, advocate, Jean-Paul Duguay, accountant, and Jérôme Cormier, clerk, all of Gaspé, for the following purposes:

To acquire, rent, possess, establish, equip, maintain and exploit television receiving and transmitting stations, under the name of "R. & O. Jalbert Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Petit-Cap, county of Gaspé-North, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15135-60)

Savard Frère Chibougamau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1960, constituant en corporation: Jean-Louis Savard, commerçant, Bernadette Gagnon Savard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Louis Savard, tous deux de

(A.G. 15135-60)

Savard Frère Chibougamau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1960, incorporating: Jean-Louis Savard, trader, Bernadette Gagnon Savard, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Louis Savard, both of Chicoutimi-

Chicoutimi-Nord, et Robert LeBlanc, comptable, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Savard Frère Chibougamau Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 15199-60)

The Teen Boutique Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1960, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, Denise-Marie Landry et Margaret Irene Stewart, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « The Teen Boutique Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1357 avenue Green, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463 P. FRENETTE.

(P.G. 15221-60)

Truck Body Center Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1960, constituant en corporation: Yvon Lacasse, gérant, Jean-Guy Lacasse, soudeur, et Richard Goudreau, dessinateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de moteurs, machines, parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Truck Body Center Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9185, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(P.G. 14995-60)

Uni-Print Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte, Bernard Paquin et Jacques Déom, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Uni-Print Inc. », avec un capital total de

North, and Robert LeBlanc, accountant, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Savard Frère Chibougamau Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15199-60)

The Teen Boutique Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1960, incorporating: James Alexander Robb, advocate, Denise-Marie Landry and Margaret Irene Stewart, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "The Teen Boutique Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1357 Green Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15221-60)

Truck Body Center Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1960, incorporating: Yvon Lacasse, manager, Jean-Guy Lacasse, welder, and Richard Goudreau, draughtsman, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in motors, machines, automobile parts and accessories, under the name of "Truck Body Center Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9185, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14995-60)

Uni-Print Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte, Bernard Paquin and Jacques Déom, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Uni-Print Inc.", with a total capital

$40,000, divisé en 1,000 actions communes et en 3,000 actions privilégiées, toutes de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8856, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

stock of $40,000, divided into 1,000 common shares and 3,000 preferred shares all of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 8856 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14737-60)

Vitrerie Canadienne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1960, constituant en corporation: Aurélien Denis, industriel, Rose-Anna Lavoie Denis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aurélien Denis, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Champigny, et Claude LaBrosse, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du verre et des produits et sous-produits du verre, sous le nom de « Vitrerie Canadienne Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Champigny, L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

56463-o P. FRENETTE.

(A.G. 14737-60)

Vitrerie Canadienne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1960, incorporating: Aurélien Denis, industrialist, Rose-Anna Lavoie Denis, housewife, wife separate as to property of the said Aurélien Denis, and duly authorized by him for these presents, both of Champigny, and Claude LaBrosse, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in glass and products and by-products of glass under the name of "Vitrerie Canadienne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Champigny, L'Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56463 *Assistant Deputy Attorney General.*

Demandes à la Législature

Cité de Québec

Nous donnons avis public que la cité de Québec adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander que sa charte, la loi 19 Geo. V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soit amendé comme suit, savoir:

Pour que la cité de Québec soit autorisée à emprunter les sommes suivantes subordonnément à l'approbation de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales:

a) $300,000.00 à être dépensés annuellement pendant une période de trois ans, depuis le 1er mai 1961, pour la construction et le remplacement de pavages permanents;

b) $750,000.00 pour le parachèvement du Boulevard Charest, y compris l'acquisition des immeubles requis;

c) $500,000.00 pour le prolongement du Boulevard St-Cyrille, y compris l'acquisition des immeubles requis;

d) $400,000.00 pour la construction du Boulevard Champlain, le long du Fleuve St-Laurent, à la condition cependant qu'une entente ait lieu entre les Gouvernements fédéral, provincial et la Cité pour la réalisation de cette entreprise;

Applications to Legislature

City of Quebec

We give public notice that the city of Quebec will apply to the Legislature at its present session to request that its charter, the Act 19 Geo. V, chapter 95, and the acts which modify it, be amended as follows, to wit:

In order that the City of Quebec be authorized to borrow the following amounts subordinately under the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of the Municipal Affairs:

a) $300,000.00 to be spent annually during a period of three years, from May 1st, 1961, for the construction and the replacement of permanent pavements;

b) $750,000.00 for the finishing of the Charest Boulevard, comprised therein the acquisition of the immoveables required;

c) $500,000.00 for the extension of the St-Cyrille Boulevard, comprised therein the acquisition of the immoveables required;

d) $400,000.00 for the construction of the Champlain Boulevard, along the St-Lawrence River, upon the condition however, that an understanding be made between the Federal, Provincial and City Governments for the realization of this undertaking;

e) $500,000.00 pour la construction d'un immeuble destiné à servir de quartiers-généraux pour la Sûreté municipale de Québec;

Pour modifier la loi qui permet à la Cité d'utiliser à des fins autres que celles originairement prévues le solde de tous les emprunts qu'elle avait été autorisée à faire par la Législature ou par les électeurs propriétaires et dont la Cité n'a pas besoin pour l'objet auquel ces fins étaient destinées;

Pour modifier la licence imposable aux encanteurs d'articles de bijouterie ou d'horlogerie;

Pour modifier la licence imposable sur les distributeurs automatiques;

Pour permette, sur paiement d'une licence, et règlementer le commerce de vivres et/ou de breuvages dans des cantines mobiles dans les limites de la cité;

Pour modifier la loi régissant les fonds de pension et pensions de retraite des fonctionnaires du Service intérieur de la Cité de Québec;

Pour soustraire certains propriétaires à l'obligation de construire des trottoirs dans une zone où un centre d'achats a été construit à l'ouest du Parc de l'Exposition;

Pour demander l'autorisation d'établir et de constituer en corporation une Commission de stationnement qui aura juridiction pour administrer les terrains acquis par la Cité pour l'établissement de terrains de stationnement;

Pour réduire à quarante-cinq pieds la largeur de la rue Kirouac entre la rue Dieppe et la rue Verdun et céder à l'un ou l'autre des propriétaires riverains la lisière de terrain qui par la suite ne fera pas partie du domaine public;

Pour autoriser la Cité à garantir, jusqu'à concurrence d'une somme de $50,000.00, les dépenses à encourir pour la réalisation d'un spectacle lumineux et sonore connu sous le nom de « Son et Lumière » et qui sera évocateur de l'histoire de Québec ou se rapportera à des événements, manifestations ou fêtes qui lui sont propres;

Pour édicter une législation de nature à protéger contre toute pollution le territoire où se trouvent les sources d'alimentation d'aqueduc de la Cité de Québec;

Et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt de la Cité de Québec et de ses contribuables.

Les Avocats de la Cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT
& LECLERC.

56267-2-4-o

e) $500,000.00 for the construction of an immoveable destined to serve as general headquarters for the Quebec Municipal Police;

To modify the Act allowing the City to use for purposes other than those originally provided for the balance of all the loans which it has been authorized to make by the Legislature or by the electors who are property owners and for which the City has no need for the purpose for which these funds were destined;

To modify the imposable licence to auctioneers of articles of jewellery or time-pieces;

To modify the imposable licence on automatic distributors;

To allow, upon the payment of a licence, and to regulate the business dealing in foodstuffs and/or in beverages in mobile canteens within the limits of the city;

To modify the act governing the pension funds and retirements pensions of the employees of the Interior Service of the City of Quebec;

To withdraw from certain property owners the obligation to construct sidewalks in a zone where a purchasing center has been erected at the west of the Exhibition Park;

To apply or the authorization to establish and to incorporate a Parking Commission which will have the jurisdiction to administrate the lot of land acquired by the City for the establishment of parking lots;

To reduce to forty-five feet the width of Kirouac Street between Dieppe Street and Verdun Street and to cede to one or the other of the riparian property owners the strip of land which afterwards will not form part of public property;

To authorize the City to guarantee, to the amount of $50,000.00, the expenses to be incurred for the realization of a luminous and sound spectacle to be known under the name of "Sound and Light" and which shall recall the history of Quebec or which shall pertain to such events, manifestations or festivals proper to its history of the City;

To enact a legislation of such nature as to protect against all pollution the territory where springs are to be found emptying into the aqueduct of the City of Quebec;

And all other amendments which may be in the interest of the City of Quebec and of its ratepayers.

PELLETIER, GODBOUT
& LECLERC,
Advocates for the City of Quebec.

56267-2-4

La Corporation de Montréal Métropolitain

Avis est, par les présentes, donné que « La Corporation de Montréal Métropolitain », constituée en corporation par la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour modifier les lois 11 George V, chapitre 140, 12 George V, chapitres 123 et 124, 13 George V, chapitre 105, 14 George V, chapitre 107, 15 George V, chapitre 115, 16 George V, chapitre 82, 18 George V, chapitre 120, 19 George V, chapitre 103, 20 George V, chapitre 147, 21 George V, chapitre 139, 22 George V, chapitre 129, 23 George V, chapitre 141, 13 George VI, chapitre 77, 14-15 George VI, chapitre 73, 1-2 Elizabeth II, chapitre 60, 3-4 Elizabeth II, chapitre 125, 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, et 8-9 Elizabeth II, chapitres 105 et 106, en vue:

The Montreal Metropolitan Corporation

Notice is hereby given that "The Montreal Metropolitan Corporation", constituted as a corporation by the Act 7-8 Elizabeth II, chapter 52, division II, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an act to amend the Acts 11 George V, chapter 140, 12 George V, chapters 123 and 124, 13 George V, chapter 105, 14 George V, chapter 107, 15 George V, chapter 115, 16 George V, chapter 82, 18 George V, chapter 120, 19 George V, chapter 103, 20 George V, chapter 147, 21 George V, chapter 139, 22 George V, chapter 129, 23 George V, chapter 141, 13 George VI, chapter 77, 14-15 George VI, chapter 73, 1-2 Elizabeth II, chapter 60, 3-4 Elizabeth II, chapter 125, 7-8 Elizabeth II, chapter 52, division II, and 8-9 Elizabeth II, chapters 105 and 106, so as:

1° D'insérer des dispositions interprétatives et des modifications de concordance;
2° De fixer un délai d'appel à la Commission Municipale de Québec relativement aux évaluations totales modifiées par la corporation;
3° D'amender les procédures d'emprunts et certaines dispositions concernant la perception des répartitions;
4° De changer certaines dispositions concernant l'homologation du plan directeur des routes métropolitaines;
5° D'autoriser la corporation à construire des routes métropolitaines;
6° D'autoriser la corporation à construire une voie, en tout ou en partie souterraine, en vue du transport en commun rapide;
7° D'autoriser la corporation à procéder à une planification métropolitaine;
8° D'obliger toutes les municipalités concernées faire un nouveau rôle d'évaluation pour l'année 1964;
9° D'autoriser la corporation à règlementer les taxis;
10° De permettre à la corporation d'adopter un budget supplémentaire au cours de l'année 1961;
11° D'insérer des amendements touchant la perception des amendes;
12° D'augmenter les pénalités pour infractions aux dispositions du règlement concernant les heures d'ouverture et de fermeture des établissements commerciaux;
13° De définir les mots « établissements commerciaux »;
14° D'accorder à la corporation tous autres pouvoirs nécessaires pour mieux desservir les intérêts de la population de la région métropolitaine.

Montréal, ce 10ième jour de janvier 1961.

Le Conseiller Juridique de
La Corporation de Montréal Métropolitain,
GABRIEL DUPUIS, C.R.

56287-2-4-o

1. To insert therein certain interpretative provisions and certain amendments accordingly;
2. To set a delay in appeal to the Quebec Municipal Commission with regard to total appraisals modified by the corporation;
3. To amend borrowing procedures and certain provisions concerning the collection of apportionments;
4. To change certain provisions regarding the homologation of the master plan of metropolitan roads;
5. To authorize the corporation to build metropolitan roads;
6. To authorize the corporation to build a rapid mass transit system, in whole or in part underground;
7. To authorize the corporation to proceed with planning on a metropolitan basis;
8. To compel all the municipalities concerned to draw a new valuation roll for 1964;
9. To authorize the corporation to regulate taxis;
10. To permit the corporation to adopt a supplementary budget during 1961;
11. To insert amendments regarding the collection of fines;
12. To increase the penalties for infractions against the provisions of the by-law regulating the opening and closing hours of commercial establishments;
13. To define the words "commercial establishments";
14. To grant the corporation all other powers required so as to better serve the interests of the population of the metropolitan territory.

Montreal, this 10th day of January, 1961.

GABRIEL DUPUIS, Q.C.,
Legal Counsel of
The Montreal Metropolitan Corporation.

56287-2-4-o

Dame Robert Poliquin

« Dame Robert Poliquin » donne, par les présentes, avis qu'une pétition sera présentée à la Législature de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître toute servitude de droit de passage ayant pu être établie par destination du père de famille sur la subdivision (585-49) devenue par la suite, par resubdivision, les lots numéros (585-49-1-2-3-4) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, cité de Québec.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
56294-3-4-o PH. & AN. CORRIVEAU & CARON.

Dame Robert Poliquin

"Dame Robert Poliquin" hereby gives notice that a request will be presented to the Quebec Legislature, during its present session, for the adoption of an act removing all servitudes of right of way having been established by the father of the family on subdivision (585-49) which later became, through re-subdivision, the lots number (585-49-1-2-3-4) in the plan and book of reference of the official cadaster of the parish of St-Roch North, city of Quebec.

PH. & AN. CORRIVEAU & CARON,
56294-3-4 *Attorneys for the petitioner.*

Collège des chiropraticiens de la province de Québec

Avis est par les présentes donné, que le « Collège des chiropraticiens de la province de Québec » demandera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour:

a) Constituer en corporation professionnelle le Collège des chiropraticiens du Québec;
b) Définir la chiropratique;
c) Décréter qui aura le droit d'exercer cette profession;
d) Créer le conseil général de cette corporation;
e) Créer le comité de discipline de cette corporation;
f) Établir les pouvoirs de régie de cette profession;

Quebec College of Chiropractors

Notice is hereby given by the "Québec College of Chiropractors" that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an Act:

a) Constituting the professional corporation of the Quebec Chiropractic College;
b) Defining the art of chiropractic;
c) Decreeing who will have the right to practice this profession;
d) Creating the administrative council of this corporation;
e) Creating the disciplinary board of this corporation;
f) Establishing the governing powers of this profession;

g) Établir les conditions d'admission à l'étude de la chiropratique.

Montréal, ce 27 décembre, 1960.

Le Procureur de la pétitionnaire,

56295-3-4-o POTHIER FERLAND.

g) Determining the qualifications to study the art of chiropractic.

Montreal, this 27th day of December, 1960.

POTHIER FERLAND,

56295-3-4-o *Attorney for the petitioner.*

Université de Trois-Rivières

Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier, évêque de Trois-Rivières, Monseigneur Charles-Édouard Bourgeois, Monsieur le Chanoine Albany Mélançon, supérieur du Séminaire de Trois-Rivières, Monsieur le Chanoine Raymond Langevin, supérieur du Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan, Monsieur l'Abbé Renald Rivard, Monsieur l'Abbé Louis Martel, Monsieur l'Abbé Réal Mercier, Monsieur l'Abbé Gilles Boulet, l'Honorable Juge Jean-Louis Marchand, J.C.S., Monsieur Henri Ferron, C.A., le dr J. A. Denoncourt, Me Léon Lamothe, Me Richard Rioux, Monsieur Léon Gervais s'adresseront à la Législature de Québec lors de sa première session pour être constitué en corporation sous le nom de Université de Trois-Rivières, avec siège social aux Trois-Rivières, ayant tous les droits, pouvoirs et privilèges d'une Université y compris le droit de former des facultés, d'accorder des diplômes, d'accepter des affiliations, de posséder toutes sortes de propriétés et pour tous autres buts; avis public est par les présentes donné de la nature et des objets du bill projeté.

Shawinigan, ce 12 janvier 1961.

Le Procureur,

56316-3-4-o LÉON LAMOTHE.

University of Trois-Rivières

His Excellency, Monsignor Georges-Léon Pelletier, Bishop of Trois-Rivières, Monsignor Charles-Édouard Bourgeois, the Reverend Canon Albany Mélançon, Superior of the Seminary of Trois-Rivières, the Reverend Canon Raymond Langevin, Superior of the Seminary Sainte-Marie de Shawinigan, Reverend Father Renald Rivard, Reverand Father Louis Martel, Reverend Father Réal Mercier, Reverend Father Gilles Boulet, the Honouralbe Judge Jean-Louis Marchand, S.C.J., Mr. Henri Ferron, C.A., Dr. J. A. Denoncourt, Me Léon Lamothe, Me Richard Rioux, Mr. Léon Gervais will apply to the Legislature of Quebec at its first session to be incorporated under the name of University of Trois-Rivières, having all the rights, powers and privileges of a University comprising therein the right to form faculties, grant diplomas, accept affiliations, to own all kinds of properties and for all other purposes; public notice is hereby given of the nature and purposes of the projected bill.

Shawinigan, January 12, 1961.

LÉON LAMOTHE,

56316-3-4 *Attorney.*

Sourp Hagop Armenian Church

Avis est par les présentes donné que Garabed S. Partzigian, marchand, Garabed Mouradian, racommodeur de tapis, Bedros Kaprielian, poseur de tapis, Kerop Bedoukian, marchand, Kapriel Kaprielian, chauffeur de taxi, tous domiciliés et résidant dans la cité de Montréal, P.Q., Yervant Savoyan, vendeur, domicilié et résidant à ville Saint-Laurent, P.Q., Serko Boyadjian, bijoutier, domicilié et résidant dans la cité d'Outremont, P.Q. et Yervant Pasdermajian, marchand, domicilié et résidant à ville Mont-Royal, P.Q., et autres feront une demande à la présente session de la législature de Québec pour l'adoption d'une loi pour constituer en corporation une corporation ecclésiastique sous le nom de « Sourp Hagop Armenian Church » et avec tels pouvoirs qui sont habituellement accordés à une corporation ecclésiastique.

Montréal, P.Q., le 17 janvier 1961.

Les Procureurs des Requérants,

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,

56353-3-4-o PORTEOUS & HANSARD.

Sourp Hagop Armenian Church

Notice is hereby given that Garabed S. Partzigian, merchant, Garabed Mouradian, rug repairer, Bedros Kaprielian, carpet layer, Kerop Bedoukian, merchant, Kapriel Kaprielian, taxi driver, all domiciled and residing in the city of Montreal, P.Q., Yervant Savoyan, salesman, domiciled and residing in the town of ville Saint-Laurent, P.Q., Serko Boyadjian, jeweller, domiciled and residing in the city of Outremont, P.Q., and Yervant Pasdermajian, merchant, domiciled and residing in the town of Mont-Royal, P.Q., and others will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act to incorporate an ecclesiastical corporation under the name of "Sourp Hagop Armenian Church" and with such powers as are usually granted to an ecclesiastical corporation.

Montreal, P.Q., January 17th, 1961.

HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,

56353-3-4-o *Attorneys for Petitioners*

Cité de Jacques-Cartier

Avis est par les présentes donné, que la « cité de Jacques-Cartier » demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité, de même que la Loi des cités et villes, relativement:

a) À la perception de la taxe d'eau et aux privilèges de la cité en cette matière;

b) Au morcellement de son territoire pour fins d'annexion;

c) À l'annulation de ruelles cadastrées;

d) Au pouvoir d'emprunt relatif à la construction de certaines routes;

e) Au plan directeur d'urbanisme de la cité.

Jacques-Cartier, ce 13 janvier, 1961.

L'avocat de la pétitionnaire,

56361-3-4-o POTHIER FERLAND.

City of Jacques-Cartier

Notice is hereby given that the "city of Jacques-Cartier" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the course of the present session, for the adoption of an act to amend the charter of the city, as well as the Cities and Towns Act, relative to:

a) The collection of water taxes and the privilege of the city in this matter;

b) The parcelling-out of its territory, for purposes of annexation;

c) The cancellation of cadastral lanes;

d) Borrowing powers relative to the building of certain roads;

e) The master plan to urbanize the city.

Jacques-Cartier, this 13th day of January, 1961.

POTHIER FERLAND,

56361-3-4 *Advocate for the petitioner.*

Donald James Johnston

Avis est, par les présentes, donné que « Donald James Johnston », de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admetter à la pratique du droit immédiatement, l'exemptant ainsi de certaines dispositions contenues dans la section 71 de la Loi du Barreau qui l'empêcherait de pratiquer le droit avant 1964.

Montréal, P.Q. le 18 janvier 1961.

Les Procureurs du requérant,

56422-4-4-o STIKEMAN & ELLIOTT.

Donald James Johnston

Notice is hereby given that, "Donald James Johnston", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practive of law forthwith, thus exempting him from certain provisions contained in Section 71 of the Bar Act, which would not permit him to practise law until 1964.

Montreal, P.Q., this 18th day of January, 1961.

STIKEMAN & ELLIOTT,

56422-4-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Village de La Pointe des Cascades

Avis est par la présente donné que Pierre Clément, contremaître, Louis Ménard, agent d'assurance, J.-P. Boyer, hôtelier, Léo Ménard, garagiste, A. Généreux, rentier, G. Demontigny, hôtelier, R. Berthiaume, dessinateur, Denis Ménard, entrepreneur, P.-E. Juillet, épicier, Germain Rousseau, pilote, Henri Vallée, rentier, résidant dans un certain territoire connu sous le nom de « La Pointe des Cascades » et faisant partie des municipalités des paroisses de Saint-Joseph de Soulanges et de Saint-Michel de Vaudreuil, s'adresseront au parlement de la province de Québec au cours des sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi érigeant ledit territoire en une corporation municipale distincte, régie par le code municipal de la Province de Québec, sous le nom de « La Municipalité du Village de La Pointe des Cascades », décrétant que ladite municipalité fera partie de la municipalité du comté de Soulanges, octroyant à ladite municipalité les pouvoirs énoncés à l'article 426 et au paragraphe 23e de l'article 427 de la loi des Cités et Villes de la Province de Québec et assujettissant ladite municipalité aux dispositions de l'article 522 de la loi des Cités et Villes de la Province de Québec.

Montréal, le 16 janvier 1961.

Le Procureur des requérants,

56431-4-4-o MARC BRIÈRE.

Village of La Pointe des Cascades

Notice is hereby given that Pierre Clément, foreman, Louis Ménard, insurance agent, J.-P. Boyer, innkeepre, Léo Ménard, garage keeper, A. Généreux, gentleman, G. Demontigny, innkeeper, R. Berthiaume, draftsman, Denis Ménard contractor, P.-E. Juillet, grocer, Germain Rousseau, pilot, Henri Vallée, gentleman, residing in a certain territory known under the name of "La Pointe des Cascades" and being part of the municipalities of the parish of Saint-Joseph de Soulanges and of Saint-Michel de Vaudreuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the passing of an act erecting the said territory as a distinct municipal corporation governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, under the name of "The Municipality of the village of La Pointe des Cascades", enacting that the said municipality will be part of the municipality of the county of Soulanges, granting the said Municipality the powers prescribed by section 426 and paragraph 23 of section 427 of the Cities and Towns Act and bringing the said municipality under the provisions of section 522 of the Cities and Towns Act.

Montreal, January 16th, 1961.

MARC BRIÈRE,

56431-4-4-o *Attorney for the Petitioners.*

Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. — The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. », demanderont à la Législature, au cours de la présente session, l'adoption d'une loi principalement pour grouper les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec en une corporation régie par un Conseil d'Administration composé de dix membres, organiser, opérer et administrer un Collège des Embaumeurs à être connu sous les nom et raison sociale de « Collège des Embaumeurs de la Province de Québec », et émettre des diplômes, licences, permis ou autres certificats.

Québec, 24 janvier 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

56453-4-2-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc.

Notice is hereby given by "Les Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec Inc. — The Funeral Directors and Embalmers of the Provicne of Quebec Inc.", that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act: mainly to group The Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec in a corporation governed by an Administrative Council composed of ten members, to organize, operate and administer a College of Embalmers to be known under the name and style of "College of Embalmers of the Province of Quebec", to issue diplomas, licenses, permits or othercertificates.

Quebec, January 24th, 1961.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

56453-4-2-o *Attorneys for Petitioner.*

L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales

Avis est par les présentes donné que « L'Équitable Compagnie d'Assurances Générales »

The Equitable General Insurance Company

Notice is hereby given that "The Equitable General Insurance Company" will apply to the

s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, l'autorisant à effectuer des opérations d'assurance sur la vie et sur les personnes, étendant ses pouvoirs et pour autres fins.

Montréal, ce 18 janvier 1961.

« L'Équitable Compagnie d'Assurances, Générales »,
Par le Secrétaire,
J. J. MILORD.

56462-4-2-o

legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passation of an act amending its charter, authorizing it to transact insurance on life and on persons, enlarging its powers and for other purposes.

Montreal, January 18th, 1961.

"The Equitable General Insurance Company",
Per: J. J. MILORD,
Secretary.

56462-4—o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 21

Québec, le 4 janvier 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'annulation de règlements soustrayant au piquetage en claims miniers le territoire du Nouveau-Québec et d'autres territoires.

ATTENDU QU'il serait dans l'intérêt public et de nature à activer le développement des ressources naturelles de la province de Québec et notamment celui des ressources minérales, que certains territoires ci-après décrits puissent être jalonnés en claims miniers en vue de leur exploitation éventuelle en la manière prévue aux dispositions de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196);

ATTENDU QUE par les arrêtés en conseil No 789 du 27 juillet 1955, No 643 du 8 juin 1955, No 971 du 31 août 1955 et No 494 du 3 mai 1956, des règlements furent adoptés en conformité des dispositions de l'article 227, paragraphe 7, de la Loi des mines de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 196) soustrayant au piquetage en claims miniers les territoires ci-après décrits;

ATTENDU QUE pour les raisons ci-dessus, il serait opportun d'annuler lesdits règlements soustrayant au piquetage lesdits territoires.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des mines:

I — 1. QUE soit annulé le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil No 789 du 27 juillet 1955 concernant la soustraction au piquetage des terrains situés dans le territoire du Nouveau-Québec, à savoir:

« Tous les terrains compris dans le territoire du Nouveau-Québec, tel que décrit à l'article 23 de la Loi de la division territoriale (Statuts Refondus, 1941, chapitre 3) ».

2. QUE soit adopté cependant sous l'autorité du paragraphe 7 de l'article 227 de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196), pour avoir force de Loi dès après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le règlement suivant:

« Sont réservées et soustraites au piquetage en claims miniers trois (3) étendues de territoire situées dans le Nouveau-Québec, désignées respectivement comme étant les blocs M-89, M-103 et M-104 et plus spécifiquement décrites ci-après, à savoir:

a) M-89 « Une étendue de terrain ayant pour périmètre les lignes droites joignant successive-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 21

Quebec, January 4, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the annulment of regulations withdrawing from staking into mining claims the territory of New Quebec and other territories.

WHEREAS it would be in the interest of the public and of a nature to accelerate the development of natural resources in the province of Quebec and especially the mineral resources that certain territories hereinafter described may be staked into mining claims in view of their eventual exploitation in the manner provided for in provisions of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196);

WHEREAS by Orders in Council No. 789 of July 27, 1955, No. 643 of June 8, 1955, No. 971 of August 31, 1955, and No. 494 of May 3, 1956, regulations were adopted in accordance with provisions of section 227, paragraph 7, of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196) withdrawing from staking into mining claims the territories hereinafter described;

WHEREAS for the above mentioned reasons, it would be expedient to annul the said regulations withdrawing from staking the said territories.

IT IS THEREFORE, upon the proposition of the Honourable the Minister of Mines:

I — 1. THAT the regulation adopted in virtue of Order-in-Concil No. 789 of July 27, 1955, concerning the withdrawal from staking of lands situated in the territory of New Quebec, be annulled, to wit:

"All the lands comprised in the territory of New Quebec, as described in section 23, of the Territorial Division Act (Revised Statutes, 1941, chapter 3)".

2. THAT the following regulation be adopted however under the authority of paragraph 7 of section 227 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196), to come into force immediately following its publication in the *Quebec Official Gazette:*

"Three (3) tracts of territory situated in New Quebec, designated respectively as being blocks M-89, M-103 and M-104, and more specifically described below, are reserved and withdrawn from staking out into mining claims, to wit:

a) M-89 "A tract of land having as perimeter straight lines joining successively the intersec-

ment les points d'intersection des latitudes et longitudes suivantes:

Latitude nord	61°40′	et longitude ouest	74°20′
"	61°41′	"	74°10′
"	61°42′	"	74°00′
"	61°36′	"	74°00′
"	61°34′	"	74°20′
"	61°40′	"	74°20′

La superficie de la parcelle No M-89 est 76.0 milles carrés ».

b) M-103 « Une étendue de terrain ayant pour périmètre les lignes droites joignant successivement les points d'intersection des latitudes et longitudes suivantes:

Latitude nord	61°42′	et longitude ouest	74°00′
"	61°43′30″	"	73°40′
"	61°38′30″	"	73°40′
"	61°37′	"	74°00′
"	61°42′	"	74°00′

La superficie de la parcelle No M-103 est 63.3 milles carrés ».

c) M-104 « Une étendue de terrain ayant pour périmètre les lignes droites joignant successivement les points d'intersection des laditudes et longitudes suivantes:

Latitude nord	61°43′30″	et longitude ouest	73°40′
"	61°44′15″	"	73°30′
"	61°45′	"	73°20′
"	61°40′	"	73°20′
"	61°39′15″	"	73°30′
"	61°38′30″	"	73°40′
"	61°43′30″	"	73°40′

La superficie de la parcelle No M-104 est 63.2 milles carrés. »

3. Que l'annulation du règlement adoptée en vertu de l'arrêté en conseil No 789 du 27 juillet 1955 n'affecte en aucune manière les droits que détient dans le territoire du Nouveau-Québec tout détendeur de permis de recherche minière ou d'exploitation tant que ledit permis ne sera pas périmé ou n'aura pas été annulé par le lieutenant gouverneur en conseil ou fait l'objet d'un abandon de la part du détenteur dudit permis.

II — Que soit annulé le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil No 643 du 8 juin 1955 concernant la soustraction au piquetage des terrains y décrits et situés dans le territoire du Nouveau-Québec.

III — 1. Que soit annulé le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil No 494 du 3 mai 1956 soustrayant au piquetage des terrains situés au nord de Musquaro, district électoral de Saguenay (maintenant district électoral de Duplessis), à savoir:

« Borné à l'est par une ligne de direction nord astronomique passant par le point géodésique « Lalande » et se terminant au nord à la latitude 52 degrés et au sud à un point situé à 3 milles au sud dudit point géodésique, bornée au sud par une ligne de direction est-ouest astronomique partant de l'extrémité sud de la limite est et s'étendant jusqu'à la rive est de la rivière de de l'Étang; bornée à l'ouest par une ligne nord astronomique partant de la limite sud sur la rive est de ladite rivière de l'Étang jusqu'à la rive sud-ouest du Lac Poullet, une distance d'environ 56 milles, puis de là vers le nord-ouest en suivant la décharge du Lac Poullet et la rive est de la rivière Natashquan jusqu'à la latitude 52 degrés; et enfin, bornée au nord par ladite ligne de latitude de 52 degrés.

tion points of the following latitudes and longitudes:

Latitude north	61°40′	and longitude west	74°20′
"	61°41′	"	74°10′
"	61°42′	"	74°00′
"	61°36′	"	74°00′
"	61°34′	"	74°20′
"	61°40′	"	74°20′

The area of parcel No. M-89 is 76.0 square miles".

b) M-103 "A tract of land having as its perimeter straight lines joining successively the intersection points of the following latitudes and longitudes:

Latitude north	61°42′	and longitude west	74°00′
"	61°43′30″	"	73°40′
"	61°38′30″	"	73°40′
"	61°37′	"	74°00′
"	61°42′	"	74°00′

The area of parcel No. M-103 is 63.3 square miles".

c) M-104 "A tract of land having as its perimeter straight lines joining successively the intersection points of the following latitudes and longitudes:

Latitude north	61°43′30″	and longitude west	73°40′
"	61°44′15″	"	73°30′
"	61°45′	"	73°20′
"	61°40′	"	73°20′
"	61°39′15″	"	73°30′
"	61°38′30″	"	73°40′
"	61°43′30″	"	73°40′

The are of parcel No. M-104 is 63.2 square miles."

3. That the annulment of the regulation adopted in virtue of Order in Council No. 789 of July 27, 1955, does not affect in any manner the rights held in the territory of New Quebec by any holder of a mineral exploration or exploitation licence so long as the said licence shall not have expired or shall not have been annulled by the Lieutenant-Governor in Council or was not subject to abondonment on the part of the holder of the said licence.

II — That the regulation adopted in virtue of Order in Council No. 643 dated June 8, 1955, concerning the withdrawal from staking of lands described in it and situated in the territory of New Quebec, be annulled.

III — 1. That the regulation adopted in virtue of Order in Council No. 494 dated May 3, 1956, withdrawing from staking lands situated north of Musquaro, electoral district of Saguenay (now electoral district of Duplessis) be annulled, to wit:

"Bounded on the east by a true north line passing through the triangulation point "Lalande" and terminating to the north at latitude 52 degrees and to the south at a point located 3 miles south of the said triangulation point; bounded on the south by a true east-west line starting from the south extremity of the east boundary and extending to the east bank of Étang River, bounded on the west by a true north line commencing at the south boundary on the east bank of the said Étang to the south-west shore of Lake Poullet, a distance of about 56 miles, thence toward the northwest following the outlet of Lake Poullet and the east bank of Natashquan River to latitude 52 degrees; and, finally, bounded on the north by the said line of latitude 52 degrees.

Cette étendue comprend une superficie approximative de quatre mille quatre cents (4,400) milles carrés. »

2. Cependant, la portion du territoire ci-dessus décrite et située au nord du parallèle de latitude nord 51°30′ demeure sujette aux dispositions de l'arrêté en conseil No 481 du 7 mai 1958 soustrayant au jalonnement en claims miniers une portion de territoire située au nord et à l'est du Mont Wright, district électoral de Saguenay et aussi maintenant district électoral de Duplessis;

IV — QUE soit annulé le règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil No 951 du 31 août 1955 soustrayant au piquetage des terrains situés dans le bassin de la rivière Rupert, territoire de Mistassini, à savoir:

« Tous les terrains limités au sud par la ligne de latitude de 51 degrés, au nord par la rivière Eastmain, à l'ouest par la frontière de la province d'Ontario et la côte de la baie James et à l'est par la ligne de longitude de 75 degrés 30 minutes, soient réservés et soustraits au piquetage en claims miniers, à l'exception des terrains sous claims miniers présentement en vigueur ».

V — QUE l'annulation des règlements ci-dessus prenne effet à compter de la publication du présent arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

L. DÉSILETS,
56388-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

This tract comprises an area of approximately four thousand four hundred (4,400) square miles."

2. However, the portion of territory described above and situated to the north of the parallel of latitude north 51°30′ remains subject to provisions of Order in Council No. 481 dated May 7, 1958, withdrawing from staking into mining claims a portion of territory situated to the north and to the east of Mount Wright, electoral district of Saguenay and now also the electoral district of Duplessis;

IV — THAT the regulation adopted in virtue of Order in Council No. 951 dated August 31, 1955, withdrawing from staking lands situated in the Rupert River basin, Mistassini territory, be annuled, to wit:

"All the lots of land bounded on the south by the line of latitude 51 degrees, on the north by the Eastman River, on the west, by the frontier of the Province of Ontario and by the shore of James Bay and on the east by the line of longitude 75 degrees 30 minutes, be reserved and withdrawn from staking out and marking out in mining claims, with the exception of land under mining claims now in force;

V — THAT the annulment of the above regulations take effect from and after the publication of the present in the *Quebec Official Gazette*.

L. DÉSILETS,
56488 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 131

Québec, le 13 janvier 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au piquetage en claims miniers de terrains situés à proximité des lignes séparatives des territoires du Nouveau-Québec et du Labrador.

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du paragraphe 7 de l'article 227 de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour certaines fins, réserver et soustraire au piquetage les terrains situés dans les limites de la province;

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 21 du 4 janvier 1961 fut annulé un règlement adopté en vertu de l'arrêté en conseil numéro 789 du 25 juillet 1955 soustrayant au piquetage les terrains compris dans le territoire du Nouveau-Québec tel que décrit à l'article 23 de la Loi de la Division Territoriale (Statuts refondus, 1941, chapitre 3) ladite annulation devant prendre effet à compter de la publication dudit arrêté en conseil numéro 21 du 4 janvier 1961 dans la *Gazette officielle de Québec;*

ATTENDU QUE cependant il serait judicieux et dans l'intérêt public que soit réservée et soustraite au piquetage en claims miniers cette portion du territoire du Nouveau-Québec contigue au territoire du Labrador dont les limites n'ont pas encore été déterminées sur le terrain;

ATTENDU QU'il y a lieu en conséquence de soustraire temporairement et de réserver au piquetage par règlement le territoire ci-après décrit.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Mines:

I. QUE soit adopté sous l'autorité du paragraphe 7 de l'article 227 de la Loi des mines de

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 131

Quebec, January 13, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking into mining claims lands located in the proximity of the dividing lines of the territories of New Quebec and Labrador.

WHEREAS by virtue of the provisions of paragraph 7 of section 227 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196), the Lieutenant-Governor in Council may, for certain purposes, reserve and withdraw from staking lands situated in the limits of the Province;

WHEREAS by Order-in-Council number 21, dated January 4, 1961, a regulation, adopted by virtue of Order-in-Council 789, dated July 25, 1955, withdrawing from staking lands comprised in territory of New Quebec as described in section 23 of the Territorial Division Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 3), was annulled, the said annulment to take effect as of the publication of the said Order-in-Council number 21, dated January 4, 1961, in the *Quebec Official Gazette;*

WHEREAS, however, it would be judicious and in the interest of the public that portion of the territory of New Quebec contiguous to the territory of Labrador, whose limits have not yet been determined on the land, be reserved and withdrawn from staking in mining claims;

WHEREAS there is reason, therefore, by regulation, to temporarily withdraw and reserve from staking, the territory hereinafter described.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Mines:

I. THAT the following regulation be adopted under the authority of paragraph 7 of section

Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 196) le règlement suivant:

« Sous réserve et sans préjudice des droits de la province, toute cette partie du territoire du Nouveau-Québec située à l'est de la longitude ouest 68°00', à partir de la frontière sud du territoire jusqu'à la latitude nord 55°30'; au sud de la latitude nord 55°30' à partir de la longitude ouest 68°00' jusqu'à l'axe de la rivière George; à l'est de l'axe de la rivière George, à partir de la latitude nord 55°30' jusqu'à la baie d'Ungava, est réservée et soustraite au jalonnement en claims miniers. »

II. Que ce règlement prenne effet à compter de la publication des présentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

C. LaRichelière,
56488-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

227 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196):

"Under reserve and without prejudice of the rights of the Province, all of that part of the territory of New Quebec located to the east of longitude west 68°00', from the southern frontier of the territory up to latitude north 55°30'; to the south of latitude north 55°30' from longitude west 68°00' up to the middle of the George river; to the east of the middle of the George river, from latitude north 55°30' up to Ungava Bay, is reserved and withdrawn from staking into mining claims."

II. That this regulation come into effect from and after the publication of the present in the *Quebec Official Gazette*.

C. LaRichelière,
56488 *Acting Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 202

Québec, le 20 janvier 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant la Régie des loyers.

Attendu que suivant l'article 31 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataire et propriétaires, 14-15 George VI, chapitre 20 et ses amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter toute mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés à ladite loi;

Attendu que, dans certains cas, les administrateurs des loyers nommés en vertu de l'article 8 de la loi précitée, ne peuvent agir en cette qualité pour cause de maladie, d'incapacité, d'absence ou de récusation;

Attendu que MM. Marcel Létourneau et Bertrand Marcotte, avocats de Québec, Maurice Julien et Gaston Massie, avocats de Montréal sont actuellement employés à la Régie des loyers et qu'il a lieu, sous l'autorité de l'article 31 de la loi précitée, de les nommer, sans traitement additionnel, administrateurs des loyers avec juridiction dans toute la province, pour agir dans les cas visés au paragraphe précédent.

En conséquence, il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 31 de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, 14-15 George VI, chapitre 20 et ses amendements, MM. Marcel Létourneau et Bertrand Marcotte, avocats de Québec, Maurice Julien et Gaston Massie, avocats de Montréal, actuellement employés de la Régie des loyers, soient nommés, sans traitement additionnel, administrateurs des loyers avec juridiction dans toute la province pour agir lorsque dans certains cas les administrateurs nommés en vertu de l'article 8 de ladite loi, ne peuvent agir en cette qualité pour cause de maladie, d'incapacité, d'absence ou de récusation.

C. LaRichelière,
56463-o *Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber
Number 202

Quebec, January 20, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the regulation of rentals

Whereas that according to article 31 of the Act in favor of the conciliation between leessees and property-owners 14-15 George VI, chapter 20 and its amendments, the Lieutenant-Governor in Council may adopt any measure he considers proper to attain the purposes of the said Act;

Whereas that, in certain cases, the rental administrators appointed by virtue of article 8, may not act in this quality because of illness, incapacity, absence or recusation;

Whereas that Messrs. Marcel Létourneau and Bertrand Marcotte, advocates of Quebec, Maurice Julien and Gaston Massie, advocates of Montreal, are presently employees of the Rental Control Board, and it has been deemed advisable, under the authority of article 31 of the above mentioned act, to appoint them, without additional remuneration, rental administrators with jurisdiction in the whole of the Province, to act in cases specified in the preceding paragraph.

Therefore, it is ordered, upon the proposition of the Honourable the Provincial Secretary:

That under vertue of article 31 of the Act in favor of the conciliation between lessees and property-owners, 14-15 George VI, chapter 20 and its amendments, Messrs. Marcel Létourneau and Bertrand Marcotte, advocates of Quebec, Maurice Julien and Gaston Massie, advocates of Montreal, presently employed by the Rental Control Board, be appointed, without additional remuneration, rental administrators with jurisdiction in the whole of the Province to act when in certain cases, the administrators appointed under virtue of article 8 of the said act, cannot act because of illness, incapacity, absence or recusation.

C. LaichRelière,
56463 *Acting Clerk of the Executive Council.*

Action en séparation de biens

Buck vs Comis

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 526-567. Dame

Action for separation as to property

Buck vs Comis

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 526-567. Mrs.

Lillian Buck, ménagère, épouse commune en biens de Dennis Comis, des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Dennis Comis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Montréal, le 25 janvier 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,
DURANLEAU, DUPRÉ, DURANLEAU,
56465-o LETTE & COUSINEAU.

Lillian Buck, housewife, wife common as to property of Dennis Comis, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Dennis Comis, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case.

Montreal, January 25th, 1961.

DURANLEAU, DUPRÉ, DURANLEAU,
LETTE & COUSINEAU,
56465-o *Attorneys for plaintiff.*

Avis divers

(P.G. 10772-59)

Consolidated Plywood Corporation

Extrait d'une assemblée générale annuelle des actionnaires de « Consolidated Plywood Corporation » tenue au No 975 de la rue St-Prosper, à Trois-Rivières, le 27 novembre 1958, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à six:

« Sur motion dûment proposée et secondée, il est accepté à l'unanimité, que le règlement No 1, tiem 3 des règlements généraux de la compagnie, soit amendé pour se lire comme suit:

Le bureau de direction sera composé de six directeurs élus par les actionnaires à l'assemblée générale annuelle, pour un an. S'il y a consentement unanime, cette élection peut être faite sur proposition verbale, dans les autres cas, l'élection sera faite au scrutin. »

Je, soussigné, Dr Paul Lacoursière, secrétaire de la compagnie précitée, certifie par les présentes que l'extrait plus haut, est conforme, et que le règlement amendé ayant trait au nombre des directeurs tel que plus haut relaté, a été adopté à l'unanimité par tous les actionnaires présents à ladite assemblée représentant tout le capital-actions émis de ladite compagnie.

En foi de quoi j'ai signé:

Montréal, le 1er décembre 1960.

Le Secrétaire,
56466-o DR PAUL LACOURSIÈRE.

Les Cultivateurs Unis de Rochebaucourt

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Les Cultivateurs Unis de Rochebaucourt », en date du 10 décembre 1960, dont le siège social est situé à Rochebaucourt, district judiciaire d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit décembre 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
56467-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11437-57)

Domremy Montreal Inc.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale des membres tenue le 22 décembre 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatorze:

« Le Conseil d'administration — article 15 — Nombre — Les affaires de la corporation seront administrées par un Conseil d'administration composé de quatorze (14) membres ».

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
56468-o (*Signé*) GILLES POIRIER, avocat.

Miscellaneous notices

(A.G. 10772-59)

Consolidated Plywood Corporation

Excerpt from an annual general meeting of the shareholders of "Consolidated Plywood Corporation" held at No. 975 St-Prosper Street, at Trois-Rivières, November 27, 1958, concerning an increase in the number of directors from four to six:

"Upon a motion duly proposed and seconded, it is unanimously accepted that by-law No. 1, item 3 of the general by-laws of the company be amended to read as follows:

The board of directors shall be composed of six directors elected by the shareholders at the annual general meeting, for one year. Should consent be unanimous, this election may be made upon a verbal proposition, in other cases, election shall be made by ballot."

I, the undersigned, Dr Paul Lacoursière, secretary for the above mentioned company, certify by these presents that the above excerpt is true and that the amended by-law dealing with the number of directors as above stated, has been unanimously adopted by all the shareholders present at the above said meeting representing all the capital stock issued by the said company.

In testimony of which I have signed:

Montreal, December 1st, 1960.

DR PAUL LACOURSIÈRE,
56466 *Secretary.*

Les Cultivateurs Unis de Rochebaucourt

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Cultivateurs Unis de Rochebaucourt", under date December 10, 1960, whereof the head office is at Rochebaucourt, judicial district of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
56467 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11437-57)

Domremy Montreal Inc.

Excerpt from the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted at the general meeting of the members held on December 22, 1960, concerning the increase in the number of the Directors from three to fourteen:

« Board of Administration — Article 15 — Number — The affairs of the corporation shall be administrated by a board of administration composed of fourteen (14) members ».

Certified true copy.

(*Signed*) GILLES POIRIER, advocate,
56468 *Secretary.*

(P.G. 2744-52)

Duplan Dyeing Co. Ltd.

Extrait du procès verbal d'une assemblée du Conseil d'administration de « Duplan Dyeing Co. Ltd. », tenue à Montréal, le 15e jour de novembre 1960.

« Sur proposition dûment secondée, il a été résolu à l'unanimité, qu'en plus d'amender le règlement III des règlements généraux de la compagnie, le règlement suivant soit décrété:

Règlement XVI

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

3. Le règlement III tel qu'amendé par le règlement XV, toutes les délibérations antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes, amendées, modifiées et revisés de manière à donner effet à ce règlement ».

Je, le soussigné secrétaire de « Duplan Dyeing Co. Ltd. » certifie, par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le précédent est un extrait authentique et conforme du procès verbal desdits directeurs; de plus, je certifie que le précédent a été approuvé à l'assemblée générale annuelle des actionnaires par un vote de plus des deux tiers en valeur des actions représentées à ladite assemblée qui a été dûment tenue le même jour aux fins de considérer ledit règlement.

Montréal, 16 novembre 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

56469 BARBARA ENRIGHT.

(P.G. 10110-54)

Montarville Investment Corporation

Règlement No 23

« Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à quatre, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs, et que le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, transporté de sa présente situation dans St-Lambert, Qué. à St-Bruno, Qué.

Il a, de plus, été résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement lequel sera connu comme étant le règlement No 23. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, 7 décembre 1960.

Le Secrétaire,

56470 FREDA POMERANCE.

(P.G. 12945-60)

Riverton Development Ltd.

Règlement No XXIV

« Sur une motion dûment proposée, secondée et unaniment adoptée, il a été résolu que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

Il a de plus été résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la

(A.G. 2744-52)

Duplan Dyeing Co. Ltd.

Extract from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "Duplan Dyeing Co. Ltd." held at Montreal on the 15th day of November, 1960.

"Upon motion, duly seconded, it was unanimously resolved that the following By-law further amending By-law III of the General By-laws be enacted:

By-Law XVI

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four to five so that the Board of Directors of the company shall herafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. By-law III as amended by By-law XV and all prior proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

I, the undersigned secretary of "Duplan Dyeing Co. Ltd.", hereby certify under the seal of the company that the foregoing is a true and correct extract from the minutes of the said directors; I further certify that the foregoing was approved at the annual general meeting of shareholders held on the same day duly called for consideration of the same by a vote of more than two thirds in value of the shares represented at the same meeting.

Montreal, November 16th, 1960.

(Seal) BARBARA ENRIGHT,

56469-o *Secretary.*

(A.G. 10110-54)

Montarville Investment Corporation

By-Law No. 23

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of directors of this company be increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors, and that the head office of the company be and is hereby changed from its present location in St. Lambert, Que. to St. Bruno, Que.

It was further resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as By-law No. 23. »

Certified true copy.

Montreal, December 7th, 1960.

FREDA POMERANCE,

56470-o *Secretary.*

(A.G. 12945-60)

Riverton Development Ltd.

By-law No. XXIV

« On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of directors of this company be increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

It was burther resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the compa-

compagnie incomptatibles à icelui sont, par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet au présent règlement, lequel sera connu comme étant le règlement No XXIV. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, 9 septembre 1960.

Le Secrétaire,

56471 GERALD FREED.

Syndicat de Travail de Barville

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de Barville », en date du 17 janvier 1961, dont le siège social est situé à Barville, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-trois janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

56472-o RAYMOND DOUVILLE.

Association des Chimistes Professionels du Québec

Avis est, par les présentes, donné que les personnes suivantes sont membres de l'« Association des Chimistes Professionels du Québec »:

Reuben Schucher, Montréal.

John W. Winder, Dundas.

20 janvier 1961.

Le Registraire,

56477-o GASTON DE LAMIRANDE, *Chim. P.*

(P.G. 10839-58)

Centre Espagnol Culturel et Récréatif

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 16 février 1960, concernant une augmentation des membres de son conseil d'administration, de trois à six:

« 4. Directeurs — Le conseil d'administration sera composé de six membres, qui seront élus annuellement d'entre les membres . . . »

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

56478 A. POLESE.

(P.G. 11535-59)

National Rendering Corp.

Règlement No « A »

Règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « National Rendering Corp. », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement No « A » adopté à une assemblée du conseil d'administra-

ny inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as By-law No. XXIV."

Certified true copy.

Montreal, September 9th, 1960.

GERALD FREED,

56471-o *Secretary.*

Syndicat de Travail de Barville

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Barville" under date January 17, 1961, whereof the head office is at Barville, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

56472 *Assistant Secretary of the Province.*

Association of Professional Chemists of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the "Association of Professional Chemists of Quebec":

Reuben Schucher, Montreal.

John W. Winder, Dundas.

January 20, 1961.

GASTON DE LAMIRANDE, *P. Chem.,*

56477-o *Registrar.*

(A.G. 10839-58)

Centre Espagnol Culturel et Récréatif

Extract of the by-laws of the above-named corporation, as adopted at a special general meeting held on February 16, 1960, concerning an increase in the directorate thereof from three to six:

"4. Directors — The board of directors shall consist of six members, who shall be elected annually from amongst the members . . ."

Certified true copy.

A. POLESE,

56478-o *Secretary.*

(A.G. 11535-59)

National Rendering Corp.

By-law No. "A"

By-law increasing the number of directors of the company.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "National Rendering Corp.", as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy of by-law No. "A" passed at a meeting of the board of directors on the

tion le 13e jour de décembre 1960, et dûment ratifié à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue ce même jour, à laquelle au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à cette assemblée l'approuvèrent et le confirmèrent.

Le Secrétaire,
S. LERNER.

56479

(P.G. 10807-54)

Nugget Knit Inc.

Règlement spécial « A »

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Nugget Knit Inc. » ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le conseil d'administration de cette compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes amendés, modifiés et revisés afin de donner effet à ce règlement. »

Certifié comme étant une copie authentique du règlement « A » des règlements de « Nugget Knit Inc. », décrété par les directeurs, le 19 mars 1960, et subséquemment approuvé par un vote de tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Le Secrétaire,
SAM KLIGMAN.

56480

(P.G. 4759-51)

Produits Diana Inc.
(Diana Products Inc.)

Règlement No 11

« Il est statué, par le présent règlement No 11, que le nombre des directeurs de la compagnie « Produits Diana Inc. » soit, et il est par les présentes, réduit de cinq (5) à trois (3). »

Copie certifiée conforme ce 22ième jour de décembre 1960.

Le Secrétaire,
ANTONIO VAILLANCOURT.

56481-o

(P.G. 1544-48)

St. Andrew's Youth Centre

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les amendements aux règlements 4 — membres, 5 — directeurs et 6 — officiers, de « St. Andrew's Youth Centre », tels qu'adoptés à une assemblée annuelle tenue le 28 mars 1960, ont été approuvé le 18 janvier 1961, par l'honorable Secrétaire de la province, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19e jour de janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56482

(P.G. 12717-57)

St. Martin Industrial Park Inc.

Règlement No 24

« Sur une motion dûment proposée, secondée et unanimement adoptée, il a été résolu que le

13th day of December, 1960, and duly ratified at a meeting of shareholders of the company held on the same day, at which at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at the meeting approved and confirmed same.

S. LERNER,
Secretary.

56479-o

(A.G. 10807-54)

Nugget Knit Inc.

Special By-law "A"

Be it enacted, and it is hereby enacted as a by-law of "Nugget Knit Inc." as follows:

1. The number of directors of the company be and same is hereby increased from three to four so that the board of directors of this company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy of by-law "A" of the by-laws of "Nugget Knit Inc.", enacted by the directors on March 19th, 1960 and subsequently approved by a vote of all the shareholders who were present at a special general meeting called for such purpose.

SAM KLIGMAN,
Secretary.

56480-o

(A.G. 4759-51)

Produits Diana Inc.
(Diana Products Inc.)

By-law No. 11

"It has been adjudicated by the present by-law No. 11, that the number of directors of the company "Produits Diana Inc." be, and it is hereby reduced from five (5) to three (3)."

Certified true copy this 22nd day of December, 1960.

ANTONIO VAILLANCOURT,
Secretary.

56481

(A.G. 1544-48)

St. Andrew's Youth Centre

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to by-laws 4 — membership, 5 — directors and 6 — officers, of "St. Andrew's Youth Centre", as adopted at the annual meeting held on March 28, 1960, were approved on January 18, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, tl is 19th day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56482-o

(A.G. 12717-57)

St. Martin Industrial Park Inc.

By-law No. 24

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number

nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de dix à douze, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de douze (12) directeurs.

Il a été de plus résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet au présent règlement, lequel sera connu comme étant le règlement No 24. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, 10 novembre 1960.

Le Secrétaire,

56483 K. ANGEL.

(P.G. 4799-49)

Silver Foods Limited

Copie du règlement No 1 tel qu'amendé par une résolution du conseil d'administration le 30e jour de septembre 1960 et approuvé par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue ce même jour, le 30 septembre 1960, concernant un changement dans la situation du siège social de la compagnie de Montréal à L'Acadie:

Il est résolu que le règlement No 1 des règlements de la compagnie soit amendé pour lire comme suit:

« Le siège social de la compagnie sera dans la ville de L'Acadie, dans la province de Québec. »

Extrait d'une résolution adoptée le 30e jour de septembre 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

56484 (*Signé*) HARRY BLANSHAY.

(P.G. 10481-60)

Smith Surplus Stores Inc.

Règlement No 23

« Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Smith Surplus Stores Inc. », que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de 1255 Carré Phillips en la cité de Montréal, à 900 Wellington Sud, en la cité de Sherbrooke, province de Québec. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, ce 4e jour de février 1960.

Le Secrétaire,

56485 ABE SCHACHTER.

Syndicat Régional des Professeurs Catholiques de Magog

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 18 janvier 1961, le changement de nom du syndicat professionnel « Syndicat des Professeurs Catholiques de Magog », dont la constitution a été autorisée le 13 mai 1950, et dont le siège social est situé à Magog, dans le comté de Stanstead, en celui de « Syndicat Régional des Professeurs Catholiques de Magog », et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-trois janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

56501-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11369-57)

Greystone Curling Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général

of directors of the company be increased from ten to twelve, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of twelve (12) directors.

It was further resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as by-law No. 24."

Certified true copy.

Montreal, November 10th, 1960.

K. ANGEL,

56483-o *Secretary.*

(A.G. 4799-49)

Silver Foods Limited

Copy of by-law No. 1 as amended by resolution of the board of directors on the 30th day of September, 1960 and approved by all the shareholders at a special meeting of shareholders, held on the same day, September 30th, 1960, concerning a change in the location of the head office of the company from Montreal to L'Acadie:

Resolving that by-law No. 1 of the company's by-laws be amended to read as follows:

"The head office of the company shall be in the town of L'Acadie, in the Province of Quebec."

Extract of a resolution passed on the 30th day of September, 1960.

(*Signed*) HARRY BLANSHAY,

56484-o *Secretary-Treasurer.*

(A.G. 10481-60)

Smith Surplus Stores Inc.

By-law No. 23

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Smith Surplus Stores Inc.", that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from 1255 Phillips Square in the city of Montreal to 900 Wellington South in the city of Sherbrooke in the Province of Quebec."

Certified true copy.

Montreal, this 4th day of February, 1960.

ABE SCHACHTER,

56485 *Secretary.*

Syndicat Régional des Professeurs Catholiques de Magog

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on January 18, 1961, has authorized the changing of the name of the professional syndicate "Syndicat des Professeurs Catholiques de Magog", whose formation has been authorized on May 13, 1950, and whose head office is situated in Magog, in the county of Stanstead, to "Syndicat Régional des Professeurs Catholiques de Magog", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and those following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-third day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

56501 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11369-57)

Greystone Curling Club Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General,

ral, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 25 janvier 1961, approuvé les amendements au règlement IV, sous-sections 1 et 2, et au règlement V en ajoutant la sous-section 6, de « Greystone Curling Club Inc.". Et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

56502 RAYMOND DOUVILLE.

amendments to By-law IV, sub-sections 1 and 2, and to By-law V, by adding sub-section 6, of "Greystone Curling Club Inc.", were approved on January 25, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 30th day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

56502-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14143-58)

Montreal Dog Obedience Training Club Inc.

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements un à huit inclusivement de « Montreal Dog Obedience Training Club Inc. », ont été approuvés le 24 janvier 1961, par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour de janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

56503 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14143-58)

Montreal Dog Obedience Training Club Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws one to eight inclusive of the "Montreal Dog Obedience Training Club Inc.", were approved on January 24, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 30th day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

56503-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12258-57)

Le Théâtre International de Montréal
Montreal International Theatre

Avis est par les présentes donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement douze de « Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre » a été approuvé le 25 janvier 1961, par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour de janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

56504 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12258-57)

Montreal International Theatre
Le Théâtre International de Montréal

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law twelve of "Le Théâtre International de Montréal — Montreal International Theatre", was approved on January 25, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

56504-o *Assistant Secretary of the Province.*

Municipalité de Notre-Dame
Comté de Laprairie, Qué.

Avis de la demande pour constituer en corporation de ville la municipalité de Notre-Dame, comté de Laprairie.

Le conseil municipal de la municipalité de Notre-Dame donne avis que dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il s'adressera au lieutenant-gouverneur en son conseil de la province de Québec, afin d'obtenir des lettres patentes constituant en corporation de ville la corporation de la municipalité de Notre-Dame.

Le nom de la ville projetée sera: La ville de Notre-Dame, (Comté de Laprairie, Qué.).

Les limites de la municipalité projetée seront celles de la municipalité actuelle, lesquelles sont comme suit:

« Le territoire de la ville de Notre-Dame se compose des lots Nos 128, 129, 130, 131, 132 et 133 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, et comprend leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau et parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

partant du coin nord-ouest du lot No 128 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie situé sur le côté sud-ouest du chemin de la Côte-Noire; de là, dans une direction sud-est de long de la

Municipality of Notre-Dame
County of Laprairie, Que.

Notice of the application for the incorporation into a town of the municipality of the Notre-Dame, county of Laprairie.

The municipal council of the municipality of Notre-Dame gives notice that within the month following the last insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, in order to obtain letters patent incorporating into a town the corporation of the municipality of Notre-Dame.

The name of the projected town shall be: The town of Notre-Dame, (County of Laprairie, Que.).

The boundaries of the projected municipality shall those of the present municipality, which are as follows:

"The territory of the town of Notre-Dame is composed of lots Nos. 128, 129, 130, 131, 132 and 133 of the official cadaster of the parish of Laprairie de la Magdeleine, and comprises their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, water-courses and parts thereof enclosed within the following limits, to wit:

starting from the northwest corner of lot No. 128 of the official cadaster of the parish of Laprairie situated on the southwest side of the road of the "Côte-Noire"; thence, in a south-

ligne sud-ouest dudit chemin, cette ligne étant la ligne limitative entre la paroisse de Laprairie de la Magdeleine et les paroisses de St-Antoine de Longueuil et de St-Hubert, jusqu'au coin nord-est du lot No 133 du susdit cadastre; de là, dans une direction sud-ouest suivant la ligne de division entre les lots Nos 133 et 134 du susdit cadastre, jusqu'au coin sud-est du lot No 133 sur le chemin de la Pipinière; de là, dans une direction nord-ouest le long dudit chemin jusqu'au coin sud-ouest du lot No 128 dudit cadastre; de là, dans une direction nord-est, suivant la ligne de division entre les lots Nos 128 et 127 du susdit cadastre jusqu'au point de départ.

La superficie totale du territoire à incorporer est d'environ cent quatre-vingts (180) acres. »

Le chiffre de sa population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil est de 2415 âmes.

Le conseil déclare que la municipalité de Notre-Dame sera érigée en ville sous l'Empire de la Loi des cités et villes, chapitre 233, Statuts refondus de Québec 1941 et amendements.

La ville ne sera pas divisée en quartier.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation de la municipalité de Notre-Dame a été autorisé de donner le présent avis en vertu d'une résolution du conseil de la Corporation de la municipalité de Notre-Dame en date du 6 août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
56505-5-2-o PAUL-A. GRENIER.

Association des Professeurs de l'Ile Jésus Est

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 17 janvier 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Association des Professeurs de l'Ile Jésus Est ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56512-o RAYMOND DOUVILLE.

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Monique

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Monique », en date du 8 janvier 1961, dont le siège social est situé à Sainte-Monique, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-trois janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56513-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 2507-48)

Oeuvre des Terrains de Jeux de Stoke

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de l'« Association d'Amusement de la Jeunesse de Stoke », tenue à Stoke

easterly direction along the southwesterly line of the said road, this line being the boundary line between the parish of Laprairie de la Magdeleine and the Parishes of St-Antoine de Longueuil and of St-Hubert, to the northeasterly corner of lot No. 133 of the said cadaster; thence, in a southwesterly direction according to the dividing line between lots Nos. 133 and 134 of the above said cadaster, to the southeasterly corner of lot No. 133 on the Pipinière road; thence, in a northwesterly direction along the said road to the southwesterly corner of lot No. 128 of the said cadaster; thence, in a northeasterly direction, according to the dividing line between lots Nos. 128 and 127 of the above said cadaster to the starting point.

The total area of the territory to be incorporated is about one hundred and eighty (180) acres."

The number of its population as shown in the census ordered by the council is 2415 souls.

The council declares that the municipality of Notre-Dame shall be erected into a town under the Cities and Towns Act, chapter 233, Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments.

The town shall not be divided into wards.

The Secretary-Treasurer of the Corporation of the municipality of Notre-Dame has been authorized to give the present notice by virtue of a resolution of the council of the Corporation of the municipality of Notre-Dame dated August 6, 1959.

PAUL-A. GRENIER,
56505-5-2 *Secretary-Treasurer.*

Association des Professeurs de l'Ile Jésus Est

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 17, 1961, authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Professeurs de l'Ile Jésus Est".

The head office of the professional syndicate above mentioned is situated at Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January nineteenth, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56512 *Assistant Secretary of the Province.*

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Monique

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Monique", under date of January 8, 1961, whereof the head office is at Sainte-Monique, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56513 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 2507-48)

Oeuvre des Terrains de Jeux de Stoke

Notice is given that, at a general meeting of the members of the "Association d'Amusement de la Jeunesse de Stoke", held at Stoke Center,

Centre, le 29 novembre 1960, le nom de ladite association a été, par résolution adoptée à cette fin, changé en celui de « Oeuvre des Terrains de Jeux de Stoke », conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des clubs de récréation, S.R.Q. 1941, chapitre 304.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56514-o

(P.G. 14549-60)

Palma Real Estate Ltd.

Règlement No 20

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme un règlement de « Palma Real Estate Ltd. », ce qui suit:

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes diminué de quatre (4) à trois (3) de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois (3) directeurs.

2. Deux (2) directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Vraie copie certifiée.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
56515 R. ROZANSKI.

(P.G. 10975-51)

Transocean Machine Company Inc.

Règlement No 8

Directeurs

(Nombre réduit de cinq à trois)

Les affaires de la compagnie seront administrées par un Conseil d'administration de trois (3) directeurs, deux (2) d'entre eux devront être présents pour former quorum.

Les directeurs seront en fonction pendant une année à compter de leur nomination ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Copie certifiée du règlement No 8 adopté à une assemblée régulière des directeurs tenue le 20 décembre 1960, et approuvée et sanctionnée à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le 27 décembre 1960, au siège social de la compagnie.

À l'assemblée des directeurs tous étaient présents et tous les actionnaires étaient présents à l'assemblée générale spéciale.

Montréal, Qué., 11 janvier 1961.

Le Secrétaire,
56516 MARCEL PICHÉ.

(P.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Extrait du règlement numéro 5 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté, à l'assemblée générale spéciale tenue le 7 juin 1960, concernant l'augmentation du nombre des administrateurs de cinq à huit:

« Les affaires de la corporation seront administrées par un Conseil d'administration composé de huit (8) membres . . . »

Le Secrétaire adjoint,
56518-o GÉRARD LANOUE.

(A.G. 14549-60)

Palma Real Estate Ltd.

By-law No. 20

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Palma Real Estate Ltd." as follows:

"1. The number of Directors of the company be and the same is hereby decreased from four (4) to three (3) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of three (3) directors.

2. Two (2) directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy.

(Seal) *R. ROZANSKI,*
56515-o *Secretary.*

(A.G. 10975-51)

Transocean Machine Company Inc.

By-law No. 8

Directors

(Number reduced from five to three)

The affairs of the company shall be managed by a Board of three (3) directors, two (2) of whom shall be present to constitute a quorum.

The directors shall hold office for one year from their appointment or until their successors are appointed.

Certified copy of by-law No. 8 adopted at a regular meeting of directors held on December 20th., 1960, and approved and sanctioned by the shareholders, unanimously, at a special general meeting held on December 27th., 1960 at the head office of the company.

At the meeting of directors, all of them were present and all the shareholders were present at the special general meeting.

Montreal, Que., January 11th, 1961.

MARCEL PICHÉ,
56516-o *Secretary.*

(A.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Extract of by-law number 5 of the abovementioned corporation as adopted at a special general meeting held on June 7, 1960, concerning the increasing of the number of directors from five to eight:

"The business of the corporation will be managed by a Board of Directors composed of eight (8) members . . ."

GÉRARD LANOUE,
56518 *Assistant Secretary.*

(P.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Extrait du règlement No 6 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté, à l'assemblée générale spéciale tenue le 11 juin 1960, concernant l'augmentation du nombre des administrateurs de huit à dix:

« Les affaires de la Corporation seront administrées par un Conseil d'Administration composé de dix (10) membres . . . »

Le Secrétaire adjoint,
GÉRARD LANOUE.

56518-o

(A.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Extract of by-law No. 6 of the above-mentioned corporation, as adopted at a special general meeting held on June 11, 1960, concerning the increasing of the number of directors from eight to ten:

"The business of the corporation will be managed by a Board of Directors composed of ten (10) members . . ."

GÉRARD LANOUE,
Assistant Secretary.

56518

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

Le règlement No 54 de « Miss Montreal (Dorval) Ltd. », a été dûment décrété par les directeurs de la compagnie de 14e jour de décembre 1960, et ratifié et confirmé à une assemblée spéciale des actionnaires tenue ce même jour, autorisant la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et subséquemment procéder à la dissolution par voie d'abandon de charte en vertu de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 30 janvier 1961.

Le Président,
(*Signé*) JACK BLATT.

56519

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

By-law No. 54 of "Miss Montreal (Dorval) Ltd.", was duly enacted by the Directors of the Company on the 14th day of December, 1960 and ratified and confirmed at a special meeting of shareholders held the same day, authorizing the distribution of the Company's assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, January 30th, 1961.

(*Signed*) JACK BLATT,
President.

56519-o

(Sec.P. 697-30)

The Baptist Church-Extension Board of the Province of Quebec Incorporated

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'adoptés à une assemblée générale spéciale tenue le 23 février 1960, concernant une diminution du nombre des directeurs de quatorze à dix:

« Règlement Trois — Comité exécutif — Article 1. Nombre. Le comité exécutif sera composé de dix membres. »

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
G. D. MORRELL.

56539

(P.Sec. 697-30)

The Baptist Church-Extension Board of the Province of Quebec Incorporated

Extract of the by-laws of the above-named corporation, as adopted at a special general meeting held on February 23, 1960, concerning a decrease in the number of directors from fourteen to ten:

"By-law Three — Executive committee — Article 1. Number. The executive committee shall consist of ten members."

Certified true copy.

G. D. MORRELL,
Secretary.

56539-o

Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le premier février 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc. ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le premier février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56540-o

Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc.

Notice is hereby given that the Secretary of the Province has, February 1, 1961, authorized the formation of a Professional Syndicate under the name of "Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc.".

The head office of the above mentioned Professional Syndicate is situated at Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

56540

Chartes — Abandon de

Champs St. Eustache Ltée.

Avis est par les présentes donné que « Champs St. Eustache Ltée. », qui a son bureau principale dans la Ville de Côte St. Luc, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 25 janvier, 1961.

Les Procureurs des requérants.
CERINI & JAMIESON.

56473-o

Charters — Surrender of

Champs St. Eustache Ltée.

Take notice that "Champs St. Eustache Ltée.", with head office in the city of Côte St. Luc, Province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P.Q., the 25th day of January, 1961.

CERINI & JAMIESON,
Attorneys for petitioners.

56473-o

Ajax Investments Limited

Avis est par les présentes donné que « Ajax Investments Limited », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et qui a son bureau principal dans la ville de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 26e jour de janvier 1961.

Les Procureurs de la compagnie,
LAFLEUR, BROWN, PITCHER, BOULTON,
56486-o LAMB, CULVER & CHASSÉ.

Ajax Investments Limited

Notice is hereby given that "Ajax Investments Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 26th day of January, 1961.

LAFLEUR, BROWN, PITCHER, BOULTON,
LAMB, CULVER & CHASSÉ,
56486-o *Attorneys for the company.*

Portage Island (Chibougamau) Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné que « Portage Island (Chibougamau) Mines Limited » (No Personal Liability), compagnie constituée sous la Loi des compagnies minières du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, demandera au procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 26ième jour de janvier 1961.

« Portage Island (Chibougamau) Mines Limited »
(No Personal Liability)
Par le Secrétaire,
56489-o GEORGE GUTIERREZ.

Portage Island (Chibougamau) Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Portage Island (Chibougamau) Mines Limited" (No Personal Liability), a company constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of January, 1961.

"Portage Island (Chibougamau) Mines Limited"
(No Personal Liability)
Per: GEORGE GUTIERREZ,
56489-o *Secretary.*

United Debenture Investment Corporation 1936

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « United Debenture Investment Corporation 1936 » a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte aux fins d'annulation.

Montréal, P.Q., 27 janvier 1961.

L'Assistant-secrétaire,
56490 D. H. HOLLAND.

United Debenture Investment Corporation 1936

Notice is hereby given that "United Debenture Investment Corporation 1936" intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation.

Montreal, P.Q., January 27th, 1961.

D. H. HOLLAND,
56490-o *Assistant Secretary.*

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi de Québec, la compagnie « Miss Montreal (Dorval) Ltd. » donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 30 janvier 1961.

Le Président,
56519 (*Signé*) JACK BLATT.

Miss Montreal (Dorval) Ltd.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Miss Montreal (Dorval) Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, January 30th, 1961.

(*Signed*) JACK BLATT,
56519-o *President.*

Pinehurst Inn & Country Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Pinehurst Inn & Country Club Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 18 décembre 1934, demandera la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 27e jour de janvier 1961.

La Secrétaire,
56527-o VELMA Y. COOPER.

Pinehurst Inn & Country Club Inc.

Notice is hereby given that "Pinehurst Inn & Country Club Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated December 18, 1934, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 27th day of January, 1961.

VELMA Y. COOPER,
56527-o *Secretary.*

O'Connel & Pregent Inc.

Prenez avis que la compagnie « O'Connel & Pregent Inc. », demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 16 décembre 1960.

Les Procureurs de la compagnie,
56528-o BEAUPRÉ, TRUDEAU & PAQUETTE.

O'Connel & Pregent Inc.

Take notice that the company "O'Connel & Pregent Inc.", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Montreal, December 16, 1960.

BEAUPRÉ, TRUDEAU & PAQUETTE,
56528 *Attorneys for the Company.*

Demandes à la législature

Cité de Saint-Michel

Avis public est par les présentes donné que la « cité de Saint-Michel », dans le comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la cité à modifier des résolutions d'emprunt adoptées pour son bénéfice par la Commission Métropolitaine de Montréal / ou la Corporation de Montréal Métropolitain; de rendre obligatoire pour les fins du vote aux élections municipales un système d'identification comportant une photo de la personne qui a droit de vote; de ratifier certains actes de vente et d'échange et pour d'autres fins.

Les Procureurs de la cité de Saint-Michel,
LONG & AQUIN.
56493-5-4-o

Les Immeubles Dolgis Ltée

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles Dolgis Ltée » de la cité de St-Jérôme s'adressera à la Législature à sa présente session lui demandant l'adoption d'une loi déclarant bons et valables les titres de propriété d'un immeuble transmis par Hubert Murray et Dollard Lebeau et provenant de la succession de Dame Élodie Deschambault.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
56537-5-4 RIEL, VERMETTE & MARIN.

La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée

Avis public est par les présentes donné que Dame Angélina Berthiaume, de la cité de Montréal, veuve de feu l'Honorable P. R. Du-Tremblay, en son vivant avocat, Membre du Sénat du Canada et du Conseil Législatif de la Province de Québec, s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session régulière, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de pourvoir au transfert de toutes les actions privilégiées et ordinaires de La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée à Placements Ber-Dut, Ltée, compagnie dont toutes les actions sont la propriété de « La Fondation Berthiaume-DuTremblay », contre paiement de certaines sommes à la Fiducie Testamentaire et à la Fiducie Donation de feu l'Honorable Trefflé Berthiaume, et aux fins de pourvoir à la distribution desdites sommes et à la nomination d'une compagnie de fiducie pour remplacer les fiduciaires de la Fiducie Testamentaire et de la Fiducie Donation ci-dessus mentionnées.

Montréal, le 26 janvier 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
56544-5-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Applications to Legislature

City of Saint-Michel

Notice is hereby given that the "city of Saint-Michel", in the county of Bourget, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session to request the adoption of an act to authorize the city to change some loan resolution adopted for its benefit by the Metropolitan Commission of Montreal / or the Montreal Metropolitan Corporation; to render compulsory for the purposes of voting at municipal elections a system of identification comprising a photograph of the person entitled to vote; to ratify certain deeds of sale and exchange and for other purposes.

LONG & AQUIN,
Attorneys for the city of Saint-Michel.
5C493-5-4-o

Les Immeubles Dolgis Ltée

Notice is hereby given that "Les Immeubles Dolgis Ltée" of the city of St-Jérôme will apply to the Legislature during its present session requesting the adoption of a law declaring good and valid the propriety deeds of an immoveable transmitted by Hubert Murray and Dollard Lebeau and the coming from the estate of Dame Élodie Deschambault.

RIEL, VERMETTE & MARIN,
56537-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée

Public notice is hereby given that Dame Angélina Berthiaume, of the city of Montreal, widow of the late Honourable P. R. DuTremblay, in his lifetime advocate, member of the Senate of Canada and of the Legislative Council of the Province of Quebec, is applying to the Quebec Legislature, at its present regular session, for an Act to provide for the transfer of all the preferred and common shares of La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée to Placements Ber-Dut, Ltée, a company all the shares of which are owned by "La Fondation Berthiaume-DuTremblay", against payment of certain sums to the Testamentary Trust and to the Donation Trust of the late Honourable Trefflé Berthiaume, and to provide for the distribution of the said sums and to the appointment of a trust company to replace the trustees of the Testamentary Trust and of the Donation Trust hereinabove mentioned.

Montreal, January 26th, 1961.

GEOFFRION & PRUD-HOMME,
56544-5-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Département de l'Agriculture

Société Coopérative Agricole Ste-Anne des Monts

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Société Coopérative Agricole de Fabrication de produits laitiers de Ste-Anne des Monts », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Société Coopérative Agricole Ste-Anne des Monts », conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce dix-huitième jour de janvier 1961.

Le Ministre de l'Agriculture,

56536-o ALCIDE COURCY.

Société Coopérative Agricole de Tingwick

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la « Société Coopérative des Produits Laitiers de Tingwick », le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de « Société Coopérative Agricole de Tingwick », conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce dix-neuvième jour de janvier 1961.

Le Ministre de l'Agriculture,

56536-o ALCIDE COURCY.

Department of Agriculture

Société Coopérative Agricole Ste-Anne des Monts

Notice is hereby given, with the consent of the Board of Directors of "Société Coopérative Agricole de Fabrication de produits laitiers de Ste-Anne des Monts", that the name of said agricultural co-operative is changed to "Société Coopérative Agricole Ste-Anne des Monts", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. Q. 1941, chapter 120).

Quebec, this eighteenth day of January, 1961.

ALCIDE COURCY,

56536 *Minister of Agriculture.*

Société Coopérative Agricole de Tingwick

Notice is hereby given that, with the consent of the Board of Directors of the "Société Coopérative des Produits Laitiers de Tingwick", the name of said agricultural co-operative has been changed to "Société Coopérative Agricole de Tingwick", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120).

Quebec, this nineteenth day of January, 1961.

ALCIDE COURCY,

56536 *Minister of Agriculture.*

Département de l'Instruction publique

No 45-61.

Buckingham Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Buckingham, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire dissidente de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56366-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 627-55.

Canton de Granby

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire protestante du canton de Granby, dans le comté de Shefford, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby, dans le comté de Shefford.

Québec, le 11 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56367-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 188-61.

Cap-d'Espoir Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en

Department of Education

No. 45-61.

Buckingham Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the school trustees for the school municipality of Buckingham, in the county of Papineau, to the dissident school municipality of the town of Buckingham, in the county of Papineau.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56366-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 627-55.

Township of Granby

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the Protestant school municipality of the township of Granby, in the county of Shefford, to the Protestant school municipality of the city of Granby, in the county of Shefford.

Quebec, January 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56367-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 188-61.

Cap-d'Espoir Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in con-

conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Cap-d'Espoir, dans le comté de Gaspé-Sud, à la municipalité scolaire de Percé, dans le comté de Gaspé-Sud.

Québec, le 17 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56368-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

formity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Cap-d'Espoir, in the county of Gaspé-South, to the school municipality of Percé, in the county of Gaspé-South.

Quebec, January 17, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56368-4-2 *Superintendent of Education.*

No 63-61.

Cross-Point

Demande est faite d'annexer les lots 1 à 33 inclusivement des rangs 1-F et 1-E, du cadastre officiel du canton Mann, territoire non encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire catholique de Cross-Point, dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 17 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56369-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 63-61.

Cross-Point

Application is made to annex the lots 1 to 23 inclusively on ranges 1-F and 1-E, in the official cadaster of the township of Mann, territory not yet organized frao the school point of view, to the Catholic school municipality of Cross-Point, in the county of Bonaventure.

Quebec, January 17, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56369-4-2 *Superintendent of Education.*

No 179-61.

Dunany et Gore

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables catholiques seulement, du territoire actuel des municipalités scolaires de Dunany et Gore, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire catholique de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 11 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56370-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 179-61.

Dunany and Gore

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation for the Catholic ratepayers only, of the present territory of the school municipalities of Dunany and Gore, in the county of Argenteuil, to the Catholic school municipality of the town of Lachute, in the county of Argenteuil.

Quebec, January 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56370-4-2 *Superintendent of Education.*

Nos 1063-55.
43-61.

Dunany, Gore et St. Andrew's East

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel des municipalités scolaires de Dunamy, Gore et St. Andrew's East, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 11 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56371-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

Nos. 1063-55.
43-61.

Dunany, Gore and St. Andrew's East

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the school municipalities of Dunamy, Gore and St. Andrew's East, in the county of Argenteuil, to the Protestant school municipality of the town of Lachute, in the county of Argenteuil.

Quebec, January 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56371-4-2 *Superintendent of Education.*

No 186-61.

Harrington No 2

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire de la municipalité scolaire de Harrington No 2, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire d'Arundel, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 17 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56372-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 186-61.

Harrington No. 2

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the territory of the school municipality of Harrington No 2, in the county of Argenteuil, to the school municipality of Arundel, in the county of Argenteuil.

Quebec, January 17, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56372-4-2 *Superintendent of Education.*

No 1212-54.

Lingwick

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire de Lingwick, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire de Bury, dans le même comté.

Québec, le 11 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56373-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 355-59.

Litchfield-Lower

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municiplaité scolaire de Litchfield-Lower, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire protestante de Campbell's Bay, dans le comté de Pontiac.

Québec, le 16 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56374-3-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 42-61.

Melbourne Canton et Village de Melbourne

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel des municipalités scolaires du canton de Melbourne et du village de Melbourne, dans le comté de Richmond, à la municipalité scolaire de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56375-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 44-61.

Montcalm

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire de Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire de Arundel, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56376-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 38-61.

Mulgrave et Derry Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribua-

No. 1212-54.

Lingwick

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the school municipality of Lingwick, in the county of Compton, to the school municipality of Bury, in the same county.

Quebec, January 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56373-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 355-59.

Litchfield-Lower

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the school municipality of Litchfield-Lower, in the county of Pontiac, to the Protestant school municipality of Campbell's Bay, in the county of Pontiac.

Quebec, January 16, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56374-4-2 *Superintendent of Education.*

No 42-61.

Township of Melbourne and Village of Melbourne

Notice is hereby given that I intend to submit to the lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the school municipality of the township of Melbourne and of the village of Melbourne, in the county of Richmond, to the school municipality of the town of Richmond, in the county of Richmond.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56375-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 44-61.

Montcalm

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Montcalm, in the county of Argenteuil, to the school municipality of Arundel, in the county of Argenteuil.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56376-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 38-61.

Mulgrave and Derry Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant rate-

bles protestants seulement, du territoire actuellement sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Mulgrave et Derry, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire dissidente de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56377-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1982-60.

Saint-Alphonse-de-Lytton

Demande est faite d'annexer le territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Lytton, dans le comté de Gatineau:

Un territoire comprenant une partie du canton de Mitchell dont le périmètre se décrit comme suit: à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Mitchell et de Lytton avec la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Mitchell; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des rangs IV et V du canton de Mitchell sur une longueur de 197.34 chaines au repaire d'aluminium 222; une ligne de direction est astronomique jusqu'à la rive d'une baie du réservoir Mercier; une ligne irrégulière passant par le milieu de ladite baie, le milieu d'une passe entre deux langues de terre et continuant dans le réservoir Mercier jusqu'à l'axe de l'ancien cours de la rivière Gatineau; ledit axe de l'ancien cours de la rivière Gatineau jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Lytton; ledit prolongement jusqu'à la ligne séparative des cantons de Mitchell et de Lytton et enfin, ladite ligne séparative des cantons de Mitchell et de Lytton en allant vers l'Ouest jusqu'au point de départ.

Québec, le 18 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56378-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 41-61.

Sainte-Angélique (Prot.)

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, du territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Sainte-Angélique, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire protestante de Thurso, dans le comté de Papineau.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56379-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 189-61.

Saint-Charles-de-Caplan

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles-de-Caplan, dans le comté de Bonaventure, à la

payers only, of the present territory now under the control of the school trustees for the school municipality of Mulgrave and Derry, in the county of Papineau, to the dissident school municipality of the town of Buckingham, in the county of Papineau.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56377-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 1982-60.

Saint-Alphonse-de-Lytton

Application is made to annex the territory below described, which has not as yet been organized from an educational point of view, to the school municipality of Saint-Alphonse-de-Lytton, in the county of Gatineau:

A territory comprising a part of the township of Mitchell the perimeter of which is described as follows: to wit: Starting from the point of intersection of the dividing line of the townships of Mitchell and Lytton with the dividing line of ranges IV and V of the township of Mitchell; thence, passing successively through the following lines and demarcations: the said dividing line of ranges IV and V of the township of Mitchell along a length of 197.34 chains to the aluminum landmark 222; a line in an easterly astronomical direction to the banks of the Mercier reservoir bay; an irregular line passing through the middle of the said bay, the middle of a pass between two strips of land and continuing in the Mercier reservoir to the axis of the old course of the Gatineau River; the said axis of the old course of the Gatineau River to the prolongation of the dividing line of ranges III and IV of the township of Lytton; the said prolongation to the dividing line of the townships of Mitchell and Lytton and finally, the said dividing line of the townships of Mitchell and Lytton going towards the west to the starting point.

Quebec, January 18, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56378-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 41-61.

Sainte-Angélique (Prot.)

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the Protestant school municipality of Sainte-Angélique, in the county of Papineau, to the Protestant school municipality of Thurso, in the county of Papineau.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56379-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 189-61.

Saint-Charles-de-Caplan

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Saint-Charles-de-Caplan, in the county of Bonaventure, to the Protestant School

municipalité scolaire protestante de New-Richmond, dans le comté de Bonaventure.

Québec, le 17 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56380-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1194-55.

Saint-Jean-Chrysostôme No 2 Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous le contrôle des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Jean-Chrysostôme No 2, dans le comté de Châteauguay, à la municipalité scolaire de Howick, dans le comté de Châteauguay.

Québec, le 11 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56381-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 37-61.

Saint-Louis-de-Gonzague Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois, à la municipalité scolaire du village de Ormstown, dans le comté de Châteauguay.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56382-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1454-60.

Saint-René

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-René, dans le comté de Beauce, le lot No 46 du rang VI du canton Jersey, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Théophile, dans le même comté.

Québec, le 12 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56383-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 187-61.

Saint-Urbain-Premier

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Urbain-Premier, dans le comté de Châteauguay, à la municipalité scolaire de Howick, dans le comté de Châteauguay.

Québec, le 17 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

56384-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 447-54.

Val Saint-Jean

Demande est faite d'annexer le territoire du canton Baskatong, non encore organisé au point

Municipality of New-Richmond, in the county of Bonaventure.

Quebec, January 17, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56380-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 1194-55.

Saint-Jean-Chrysostôme No. 2 Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Saint-Jean-Chrysostôme No. 2, in the county of Châteauguay, to the school municipality of Howick, in the county of Châteauguay.

Quebec, January 11, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56381-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 37-61.

Saint-Louis-de-Gonzague Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Saint-Louis-de-Gonzague, in the county of Beauharnois, to the school municipality of the village of Ormstown, in the county of Châteauguay.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56382-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 1454-60.

Saint-René

Application is made to detach from the school municipality of Saint-René, in the county of Beauce, the lot No. 46 on range VI in the township of Jersey, to annex it to the school municipality of Saint-Théophile, in the same county.

Quebec, January 12, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56383-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 187-61.

Saint-Urbain-Premier

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of Article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory now under the control of the School Trustees for the school municipality of Saint-Urbain-Premier, in the county of Châteauguay, to the school municipality of Howick, in the county of Châteauguay.

Quebec, January 17, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56384-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 447-54.

Val Saint-Jean

Application is made to annex the territory of the township of Baskatong, not yet organized

de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Val Saint-Jean, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 17 janvier 1961.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
56385-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1425-60.

Inverness

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire catholique d'Inverness, dans le comté de Mégantic, à la municipalité scolaire catholique du village d'Inverness, dans le même comté.

Québec, le 23 janvier 1961.
Le Surintendant de l'Instruction pbulique,
56408-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 207-61.

Côte Saint-Gabriel

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables catholiques seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire de Côte Saint-Gabriel, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne.

Ce territoire comprend les lots 467, 468, 469, 471 à 497 inclusivement, 500, 501, 504, 505, 508, 514, 516 et 517, tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur.

Québec, le 19 janvier 1961.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
56409-4-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 190-61.

Wendower et Simpson Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Wendover et Simpson, dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Québec, le 24 janvier 1961.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
56494-5-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1750-60.

Saint-Pierre-de-Wakefield

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 190, en date du 20 janvier 1961, de détacher les lots 20-A à 25-B du rang I et 18-A à 22-B du rang II du cadastre officiel de la partie est du canton Wakefield, de la municipalité scolaire de Cantley, dans le comté de Gatineau, pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Wakefield, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 31 janvier 1961.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
56524-o O.-J. DESAULNIERS.

from the school point of view, to the school municipality of Val Saint-Jean, in the county of Gatineau.

Quebec, January 17, 1961.
O.-J. DESAULNIERS,
56386-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 1425-60.

Inverness

Application is made to annex, for the Catholic ratepayers only, the present territory of the Catholic school municipality of Inverness, in the county of Megantic, to the Catholic school Commission of the village of Inverness, in the same county.

Quebec, January 23, 1961.
O.-J. DESAULNIERS,
56408-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 207-61.

Côte Saint-Gabriel

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, in conformity with the provisions of article 71-B of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation for the Catholic ratepayers only, of the present territory of the school municipality of Côte Saint-Gabriel, in the county of Terrebonne, to the school municipality of Saint-Sauveur, in the county of Terrebonne.

This territory is comprised of lots 467, 468, 469, 471 to 497 inclusively, 500, 501, 504, 505, 508, 514, 516 and 517, all of the official cadaster for the parish of Saint-Sauveur.

Quebec, January 19, 1961.
O.-J. DESAULNIERS,
56409-4-2 *Superintendent of Education.*

No. 190-61.

Wendower and Simpson Diss.

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of article 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Wendover and Simpson, in the county of Drummond, to the school municipality of the city of Drummondville, in the county of Drummond.

Quebec, January 24, 1961.
O.-J. DESAULNIERS,
56494-5-2 *Superintendent of Education.*

No. 1750-60.

Saint-Pierre-de-Wakefield

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 190, dated January 20, 1961, has been pleased to detach the lots 20-A to 25-B on range I and 18-A to 22-B on range II in the official cadaster of the eastern part of the township of Wakefield, from the school municipality of Cantley, in the county of Gatineau, in order to annex them to the school municipality of Saint-Pierre-de-Wakefield, in the same county.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, January 31, 1961.
O.-J. DESAULNIERS,
56524 *Superintendent of Education.*

No 1619-60.

Otis

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 216, en date du 24 janvier 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Félix-d'Otis, dans le comté de Chicoutimi, en celui d'Otis, dans le comté de Chicoutimi.

Ce changement prendra effet le 12 février 1961.

Québec, le 30 janvier 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

56524-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1619-60.

Otis

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 216 dated January 24, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Saint-Félix-d'Otis, in the county of Chicoutimi, into that of Otis, in the county of Chicoutimi.

This change will take effect on February 12, 1961.

Quebec, January 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

56524 *Superintendent of Education.*

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1-21 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 714-a et partie des lots 713, 714 et 715 sont annulés et les lots 1071 et 1072 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A

Québec, le 23 janvier 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la ville de Drummondville, municipalité de la cité de Drummondville, division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que:

Dans le Quartier Est les lots 516, 517, 520 à 527 et une partie des lots 447, 518, 519, 605 à 609 et une partie des rues B et C sont annulés et le lot 632 est ajouté;

Dans le Quartier Sud les lots 163 à 165, 188 à 206, 229 à 239 et une partie des lots 162, 240 à 252 et une partie des rues A, B et C sont annulés et le lot 264 est ajouté. Le tout en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 décembre 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel d'une partie du canton de Falardeau, municipalité de St-David de Falardeau, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que dans le rang I-est les lots 28-A et 28-B sont corrigés; les lots

Department of Lands and Forest

Notice

Official cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, municipality of the parish of Ancienne-Lorette, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 1-21 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 23, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56464-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 714-a and part of lots 713, 714 and 715 are cancelled and lots 1071 and 1072 are added in vertu of article 2174A.

Quebec, January 23, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56464-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the town of Drummondville, municipality of the city of Drummondville, registration division of Drummond.

Notice is hereby given that:

In the East Ward lots 516, 517, 520 to 527 and a part of lots 447, 518, 519, 605 to 609 and a part of Streets B and C are cancelled and lot 632 has been added;

In the South Ward lots 163 to 165, 188 to 206, 229 to 239 and a part of lots 162, 240 to 252 and a part of Streets A, B and C are cancelled and lot 264 has been added. The whole in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 20, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,

56464-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of a part of township of Falardeau, municipality of St-David de Falardeau, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that in range I-east lots 28-A and 28-B are corrected; lots 29-B and

29-B et 29-C sont annulés et remplacés par le lot 29-D; dans le rang II-est les lots 22-A, 22-B et 22-C sont annulés et remplacés par le lot 22; le lot 23-B est annulé et le lot 23-A est amendé. Le tout en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 décembre 1960.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

29-C are cancelled and replaced by lot 29-D; in range II-east lots 22-A, 22-B and 22-C are cancelled and replaced by lot 22; lot 23 B has been cancelled and lot 23-A has been amended. The whole in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 13, 1960.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
56464-o *Deputy-Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot municipalité de Village de Pincourt, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 180-159 à 180-165, 180-167 à 180-173, 180-175, 180-176, 180-229, 180-189 à 180-193 et une partie des lots 180-166, 180-174, 180-177 à 180-182 et 180-230 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 janvier 1961.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, municipality of the Village of Pincourt, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 180-159 to 180-165, 180-167 to 180-173, 180-175, 180-176, 180-229, 180-189 to 180-193 and a part of lots 180-166, 180-174, 180-177 to 180-182 and 180-230 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 17, 1961.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
56464-o *Deputy-Minister.*

Cadastre officiel de St-Félix du Cap Rouge, municipalité de St-Félix du Cap Rouge, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que partie des lots 2, 3, 6, 7, 10, 11, 15, 18, 19 et 22 sont annulés et les lots 172 et 173 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A.

Québec, le 25 janvier 1961.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
56464-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Official cadastre of St-Félix du Cap Rouge, municipality of St-Félix du Cap Rouge, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots of part of lots 2, 3, 6, 7, 10, 11, 15, 18, 19 and 22 and that lots 172 and 173 are added in vertu of article 2174A.

Quebec, January 25, 1961.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
56464-o *Deputy-Minister.*

Département du Travail

Avis de modification

Alimentation en gros — Québec

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes que, pour donner suite à une requête qui lui a été présentée, il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 2347 du 27 juin 1944 et amendements relatif à la fabrication et au commerce de gros de produits de l'alimentation dans la région de Québec:

Le deuxième paragraphe de l'article 15, section V, sera remplacé par le suivant:

« Sauf pour l'industrie du sucre d'érable, il ne peut y avoir plus de 50% d'employés surnuméraires en tout temps de l'année. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Department of Labour

Notice of amendment

Food products manufacturing and wholesale trade — Quebec

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that, to give effect to a petition presented to him, he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 2347 of June 27th, 1944, as amended, relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the region of Quebec:

The second paragraph of article 15, section V, will be replaced by the following:

"With the exception of the maple sugar industry, the number of occasional employees shall never exceed 50% of the total number of employees, at any time of the year."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1961. 56498-o

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Région de Victoriaville

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures esthéticiennes ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1960, font partie intégrante du présent décret, tout comme si elles y étaient reproduites en entier. »

2° Le rayon de deux (2) milles des limites des villes, villages et municipalités assujettis au décret (paragraphe « *b* » de l'article II) sera porté à cinq (5) milles.

3° Le sous-paragraphe intitulé « Exceptions » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article V sera biffé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1961. 56498-o

Avis de modification

Construction — Drummond

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 988, 1958, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet:

Les mots « et scolaires » seront ajoutés après les mots « les corporations municipales » ap-

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour, will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 4, 1961. 56498-o

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades
Region of Victoriaville

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville and Princeville and the village of Warwick, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The standard rules applying to all decrees regulating barbers, men's hairdresser, ladies' hairdressers, manicure-aestheticians or manicures, in the province, approved by Order in Council No. 1886 (A) of November 2, 1960, published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960, shall, for all the purposes of the law, be part of the present decree as if they ware contained therein."

2. The 2-mile radius from the limits of the towns, millages and municipalities subject to the decree (paragraph "*b*" of article II) will be widened to 5 miles.

3. Sub-paragraph entitled "Exceptions" appearing in paragraph "*a*" of article V, will be deleted.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 4, 1961. 56498-o

Notice of amendment

Construction Industry — Drummond

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 988, 1958, relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet:

The words "and school" will be added after the word "municipal" appearing in the paragraph

paraissant au paragraphe intitulé « Disposition spéciale » à l'article II (Juridiction industrielle).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'Arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 février 1961. 56498-o

entitled "Special provisions" to article II (Industriel Jurisdiction).

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 4, 1961. 56498-o

Lettres Patentes

Institut Notre-Dame de Roc-Amadour

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 janvier 1961, constituant en corporation l'« Institut Notre-Dame de Roc-Amadour ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56542-o RAYMOND DOUVILLE.

Séminaire Saint-Vincent-de-Paul

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 janvier 1961, constituant en corporation le « Séminaire Saint-Vincent-de-Paul ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Charlesbourg.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56543-o RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

Institut Notre-Dame de Roc-Amadour

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January 9, 1961, incorporating "Institut Notre-Dame de Roc-Amadour".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56542 *Assistant Secretary of the Province.*

Séminaire Saint-Vincent-de-Paul

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January 9, 1961, incorporating "Séminaire Saint-Vincent-de-Paul".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Charlesbourg.

Given at the office of the Provincial Secretary, on February 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56543 *Assistant Secretary of the Province.*

Ministère des Finances
Assurances

Farmers & Merchants Trust Co. Ltd.
Avis d'enregistrement

Avis est donné par les présentes que « Farmers & Merchants Trust Co. Ltd. » a obtenu le certificat d'enregistrement prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommis (chapitre 284, S.R. 1941) qui l'autorise à effectuer des affaires de fidéicommis dans cette province.

Le siège social de la compagnie est situé à 815, 7ième avenue sud-ouest, Calgary, Alberta.

La compagnie a nommé monsieur Harvey Crestohl, 1454, rue de la Montagne, Montréal, son procureur dans la province.

Donné en conformité des dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommis, ce 18ème jour de janvier 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
56386-4-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Department of Finance
Insurance

Farmers & Merchants Trust Co. Ltd.
Notice of registration

Notice is hereby given that "Farmers & Merchants Trust Co. Ltd." has obtained the certificate of registration provided by section 17 of the Trust Companies Act (chapter 284 S.R. 1941) authorizing it to carry on trust business in this Province.

The head office of the company is situate at 815, 7th Avenue southwest, Calgary, Alberta.

The company has appointed Mr. Harvey Crestohl, 1454 Mountain Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies Act, this 18th day of January, 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
56386-4-2-o *Inspector of Trust Companies.*

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 2335, en date du 16 décembre 1960, les avocats et membres du Barreau de la province dont les noms suivent, conseils en loi de la Reine, à savoir:

MM. C.-Antoine Geoffrion, 1200, rue St-Alexandre, J. Richard Hyde, 214, rue St-Jacques, ouest, Milton L. Klein, 1117, rue Ste-Catherine, ouest, Yves Leduc, assistant-procureur général adjoint, nouveau Palais de Justice, Édouard Martel, 5, rue St-Jacques, est, André Nadeau, 232, rue St-Jacques, ouest, Émile Trottier, 132, rue St-Jacques, ouest, tous sept de Montréal, Gérard Levesque, 1026, rue St-Jean, Georges Pelletier, 72, Côte de la Montagne, tous deux de Québec, et Lucien Cliche, président de l'Assemblée législative, de Val d'Or.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le trente janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56463 RAYMOND DOUVILLE.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 114, en date du 13 janvier 1961, l'honorable Jean Lesage, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, avocat et membre du Barreau de la province, de la cité de Québec, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente janvier 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
56463 RAYMOND DOUVILLE.

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order-in-Council number 2335, dated December 16, 1960, the advocates and members of the Bar of the Province of Quebec whose names appear below, Queen's Counsel, to wit:

Messrs. C.-Antoine Geoffrion, 1200 St-Alexandre Street, J. Richard Hyde, 214 St-James Street West, Milton L. Klein, 1117 St.-Catherine Street, West, Yves Leduc, assistant-deputy Attorney General, New Court House, Édouard Martel, 5, St-James Street, East, André Nadeau, 232 St-James Street, West, Émile Trottier, 132 St-James Street, West, all seven of Montreal, Gérard Levesque, 1026 St-John Street, Georges Pelletier, 72 Mountain Hill, both of Quebec, and Lucien Cliche, President of the Legislative Assembly, of Val d'Or.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January thirtieth, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56463 *Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 114, dated January 13, 1961, to appoint the Honourable Jean Lesage, member of the Queen's Privy Council for Canada, advocate and member of the Bar of the province, of the city of Quebec, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provnicial Secretary this thirtieth day of January, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
56463 *Assistant Secretary of the Province.*

Sièges sociaux

(P.G. 11437-57)

Domremy Montreal Inc.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale des membres tenue le 22 décembre 1960, concernant le changement du siège social de 1881, rue Sherbrooke, est, Montréal, à l'adresse ci-après mentionnée:

« Article 1 — Bureau principal — Le bureau principal de la corporation est établi au numéro civique 685 du boulevard Décarie, dans la cité de Saint-Laurent, district de Montréal »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
56474-o (*Signé*) GILLES POIRIER, *avocat.*

Montarville Investment Corporation

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Montarville Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 5e jour de janvier 1954, et ayant son siège social en la ville de St-Lambert, Qué., a établi son bureau à 1701 rue Montarville, St-Bruno, Qué.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
56475 GERTRUDE FAURE.

Head Offices

(A.G. 11437-57)

Domremy Montreal Inc.

Excerpt from the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted at the general meeting of the members held on December 22, 1960, concerning the change of the head office from 1881 Sherbrooke Street East, Montreal, to the address hereinafter mentioned:

"Article 1 — Head office — The head office of the corporation is established at the civic number 685 Décarie Boulevard, in the city of Saint-Laurent, district of Montreal."

Certified true copy.

(*Signed*) GILLES POIRIER, *advocate,*
56474 *Secretary.*

Montarville Investment Corporation

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Montarville Investment Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 5th day of January, 1954, and having its head office in the town of St-Lambert, Que., has established its office at 1701 Montarville St., St-Bruno, Que.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1960.

(Seal) GERTRUDE FAURE,
56475-o *Secretary.*

De Luxe Brands Ltd

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « De Luxe Brands Ltd », constituée en corporation par lettres patentes le 26 septembre 1960, a établi son bureau et siège social à 8637, 8ème avenue Ville St-Michel, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 31 octobre 1960.

De Luxe Brands Ltd,
Par le Président,
MAURICE BOURDON.

56476-o

De Luxe Brands Ltd

Notice is hereby given that "De Luxe Brands Ltd", company incorporated by letters patent bearing the date of September 26, 1960, has established its office at 8637, 8th Avenue, Ville St-Michel, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Gigen at Montreal, October 31, 1960.

De Luxe Brands Ltd,
Per: MAURICE BOURDON,
President.

56476-o

(P.G. 13172-58)

Quality House Furniture Stores Ltd.

Règlement No 5

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Quality House Furniture Stores Ltd. », que la situation du siège social de la compagnie soit changée de « Pointe-Claire Shopping Center », Pointe-Claire, Québec, à: Hudson Heights, comté de Vaudreuil, Québec.

Certifié comme étant une copie authentique d'un règlement décrété par les directeurs de « Quality House Furniture Stores Ltd. », le 27e jour de décembre 1960, et approuvé par au moins les deux tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Quality House Furniture Stores Ltd. », convoquée aux fins de considérer ledit règlement et tenue le 27e jour de décembre 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
56517 PETER R. CUTTLE.

(A.G. 13172-58)

Quality House Furniture Stores Ltd.

By-Law No. 5

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Quality House Furniture Stores Ltd.", that the location of the head office of the company be changed from "Pointe-Claire Shopping Center", Pointe-Claire, Quebec, to: Hudson Heights, county of Vaudreuil, Quebec.

Certified a true copy of a By-law enacted by the directors of "Quality House Furniture Stores Ltd.", on the 27th day of December, 1960, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Quality House Furniture Stores Ltd.", called for considering the said By-law and held on the 27th day of December, 1960.

(Seal) PETER R. CUTTLE,
56517-o *Secretary.*

(P.G. 10173-61)

Les Entreprises de Construction de Québec Ltée

Règlement No H.O. 1

Changement de situation du siège social

« Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Les Entreprises de Construction de Québec Ltée », que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée du 509 édifice Canada Cement, dans les cité et district de Montréal, à la ville de Lachute dans le comté d'Argenteuil.»

Montréal, ce 5e jour de janvier 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Président,
56525 J.-R. THIBAULT.

(A.G. 10173-61)

Les Entreprises de Construction de Québec Ltée

By-Law No. H.O. 1

Change of location of head office

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Les Entreprises de Construction de Québec Ltée", that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from 509 Canada Cement Building, in the city and district of Montreal, to the town of Lachute in the County of Argenteuil."

Montreal, this 5th day of January, 1961.

Certified true copy.

J.-R. THIBAULT,
56525-o *President.*

Odysse Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Odysse Holdings Ltd. » constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23e jour de juillet 1959, et ayant son siège social à 464 rue St-Jean, Montréal, l'a transporté à 491 Carré Victoria, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 30e jour de janvier 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
56526 JEAN MONEST.

Odysse Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Odysse Holdings Ltd.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 23rd day of July 1959, having its head office at 464 St. Jonn Street, Montreal, has moved to 491 Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 30th day of January, 1961.

(Seal) JEAN MONEST,
56526-o *Secretary.*

Commercial Automation Ltd

Avis est donné que la compagnie « Commercial Automation Ltd », constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour du mois d'août 1960 et ayant son bureau chef en les cité et district de Montréal a établi son bureau au numéro 9500 du Blvd Saint-Laurent, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Montréal, le 23 août 1960.

Le Secrétaire,
GAÉTAN CHABOT.

56534-o

Commercial Automation Ltd

Notice is given that the company "Commercial Automation Ltd", incorporated by letters patent dated the fourth day of the month of August, 1960 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 9500 St. Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, August 23, 1960.

GAÉTAN CHABOT,
Secretary.

56534

Rotobloc Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rotobloc Inc. », légalement constituée selon la première partie de la loi des compagnies du Québec le 2ième jour du mois de mai 1960 a établi sa principale place d'affaires au No 2694 rue Létourneux à Montréal.

Donné à Montréal, ce 24e jour de janvier 1961.

Le Secrétaire,
PHILIPPE GÉLINAS.

56535-o

Rotobloc Inc.

Notice is given that the company "Rotobloc Inc.", legally constituted under part one of the Quebec company Act the 2nd day of May, 1960, has established its main place of business at No. 2694 Létourneux street in Montreal.

Given in Montreal, this 24th day of January, 1961.

PHILIPPE GÉLINAS,
Secretary.

56535

Compagnie dissoute

(P.G. 10958-55)

Jos. Sicard Construction Ltée

Avis est donné que la compagnie « Jos. Sicard Construction Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 juin 1955, avec siège social à Montréal-Nord, a été disscute le 31 janvier 1961, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 1er février 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

56541-o

Company Dissolved

(A.G. 10958-55)

Jos. Sicard Construction Ltée

Notice is given that the company "Jos. Sicard Construction Ltée" incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 29, 1955, with head office at Montreal-North, was dissolved on January 31, 1961, and such pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary on February 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

56541

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice (cité de St-Jean)
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Stanislas Desrochers, secrétaire-trésorier, 59, boulevard St-Joseph, St-Jean, comté de St-Jean, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 20 février 1961, pour l'achat de $500,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de St-Jean, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 17 octobre 1960 — $500,000.00 — construction d'une école de garçons dans la paroisse St-Gérard.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Tenders

The school commissioners for the municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice (city of St. John)
County of St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Stanislas Desrochers, secretary-treasurer, 59 St. Joseph Blvd, St. John, county of St. John, until 7.30 o'clock p.m., on Monday, February 20, 1961, for the purchase of an issue of $500,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice, county of St. John, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: October 17, 1960 — $500,000.00 — construction of a school for boys in the parish of St-Gérard.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $500,000.00 — 20 ans

Année		Capital
1er mars 1962	x	$50,000.00
1er mars 1963	x	53,500.00
1er mars 1964	x	57,000.00
1er mars 1965	x	60,500.00
1er mars 1966	x	64,000.00
1er mars 1967		10,000.00
1er mars 1968		10,500.00
1er mars 1969		11,000.00
1er mars 1970		11,500.00
1er mars 1971		12,000.00
1er mars 1972		12,500.00
1er mars 1973		13,000.00
1er mars 1974		14,000.00
1er mars 1975		14,500.00
1er mars 1976		16,000.00
1er mars 1977		16,500.00
1er mars 1978		17,000.00
1er mars 1979		18,000.00
1er mars 1980		19,000.00
1er mars 1981		19,500.00

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $285,000.00 accordé par le Gouvernement provincial et payable en cinq versements de $57,000.00, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêt sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 février 1961 à 7.30 heures du soir, à 59, boulevard St-Joseph, à St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-Auxiliatrice, (Comté de St-Jean), ce 26 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
STANISLAS DESROCHERS.

59, boulevard St-Joseph,
St-Jean, (St-Jean), P.Q.
Téléphone: FIdélité 8-2828. 56487-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $500,000.00 — 20 years

Year		Capital
March 1st, 1962	x	$50,000.00
March 1st, 1963	x	53,500.00
March 1st, 1964	x	57,000.00
March 1st, 1965	x	60,500.00
March 1st, 1966	x	64,000.00
March 1st, 1967		10,000.00
March 1st, 1968		10,500.00
March 1st, 1969		11,000.00
March 1st, 1970		11,500.00
March 1st, 1971		12,000.00
March 1st, 1972		12,500.00
March 1st, 1973		13,000.00
March 1st, 1974		14,000.00
March 1st, 1975		14,500.00
March 1st, 1976		16,000.00
March 1st, 1977		16,500.00
March 1st, 1978		17,000.00
March 1st, 1979		18,000.00
March 1st, 1980		19,000.00
March 1st, 1981		19,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $285,000.00 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $57,000.00, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, February 20, 1961, at 7.30 o'clock p.m., at 59 St. Joseph Blvd, in St. John.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-Auxiliatrice, (County of St. John), January 26, 1961.

STANISLAS DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

59 St. Joseph Blvd,
St. John, (St. John), P.Q.
Telephone: FIdélité 8-2828. 56487

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Témiscamingue

Comté de Témiscamingue

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Cousineau, secrétaire-trésorier, Témiscamingue, comté de Témiscamingue, jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 21 février 1961, pour l'achat de $57,500.00 d'obligations des

The Catholic school commissioners for the municipality of Temiscamingue

County of Temiscamingue

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Cousineau, secretary-treasurer, Temiscamingue, county of Temiscamingue, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, February 21, 1961, for the purchase of an issue of $57,500.00 of bonds for the Catholic school

commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Témiscamingue, comté de Témiscamingue, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 2 novembre 1960 — construction d'une résidence pour les religieuses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $57,500.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$4,500.00
1er mars 1963	4,500.00
1er mars 1964	5,000.00
1er mars 1965	5,000.00
1er mars 1966	5,500.00
1er mars 1967	6,000.00
1er mars 1968	6,000.00
1er mars 1969	6,500.00
1er mars 1970	7,000.00
1er mars 1971	7,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Témiscamingue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 21 février 1961 à 7.30 heures du soir, au bureau du secrétaire.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Témiscamingue, (Comté de Témiscamingue), ce 27 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. COUSINEAU.

Adresse postale: C.P. 177,
Témiscamingue, (Témiscamingue), P.Q.
Téléphone: SH. 2-3492. 56491-o

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Rosemère
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert Léonard, secrétaire-trésorier, École St-Patrice, 334, Chemin de l'Académie, Rosemère, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 20 février 1961, pour l'achat de $60,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Rosemère, comté de Terrebonne, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1971 inclusevement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de

commissioners for the municipality of Temiscamingue, county of Temiscamingue, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as amended: November 2, 1960 — construction of a residence for the nuns.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $57,500.00 — 10 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$4,500.00
March 1st, 1963	4,500.00
March 1st, 1964	5,000.00
March 1st, 1965	5,000.00
March 1st, 1966	5,500.00
March 1st, 1967	6,000.00
March 1st, 1968	6,000.00
March 1st, 1969	6,500.00
March 1st, 1970	7,000.00
March 1st, 1971	7,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Temiscamingue.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, February 21, 1961, at 7.30 o'clock p.m., at the office of the secretary.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Temiscamingue, (County of Temiscamingue), January 27, 1961.

J.-A. COUSINEAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 177,
Temiscamingue, (Temiscamingue), P.Q.
Telephone: SH. 2-3492. 56491

The Catholic school commissioners for the municipality of Rosemère
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Léonard, secretary-treasurer, St. Patrick's School, 334 Academy Road, Rosemère, until 8.00 o'clock p.m. on Monday, February 20, 1961, for the purchase of an issue of $60,000.00 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of Rosemère, county of Terrebonne, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of

chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 30 septembre 1960: $60,000.00 — consolidation du solde du déficit-revenus accumulé au 30 juin 1960, et achat de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $60,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$4,500.00
1er mars 1963	5,000.00
1er mars 1964	5,000.00
1er mars 1965	5,500.00
1er mars 1966	5,500.00
1er mars 1967	6,000.00
1er mars 1968	6,500.00
1er mars 1969	7,000.00
1er mars 1970	7,500.00
1er mars 1971	7,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rosemère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 février 1961 à 8.00 heures du soir, à l'École St-Patrice, 334, Chemin de l'Académie, Rosemère, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rosemère, (Comté de Terrebonne), ce 27 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT LÉONARD.

École St-Patrice, 334, Chemin de l'Académie,
Rosemère, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: NAT. 5-4667. 56492-o

Municipality of St-David-de-Falardeau
County of Chicoutimi

Notice of correction

Please note that tenders will be received for an amount of $340,000.00 of bonds instead of $290,000.00 concerning the notice of call for tenders which appeared in the *Quebec Official Gazette* of January 28th, 1961 relative to the Municipality of St-David-de-Falardeau.

The table of redemption to the amount of $340,000.00 is the following:

1	$ 4,000.00
2	4,000.00
3	4,500.00
4	5,000.00
5	5,000.00
6	5,500.00
7	6,000.00
8	6,000.00
9	6,500.00
10	7,000.00

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: September 30, 1960: $60,000.00 consolidation of the balance of deficit-revenues accumulated to June 30, 1960, and purchase of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $60,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$4,500.00
March 1st, 1963	5,000.00
March 1st, 1964	5,000.00
March 1st, 1965	5,500.00
March 1st, 1966	5,500.00
March 1st, 1967	6,000.00
March 1st, 1968	6,500.00
March 1st, 1969	7,000.00
March 1st, 1970	7,500.00
March 1st, 1971	7,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Rosemère.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, February 20, 1961, at 8.00 o'clock p.m., at St. Patrick's School, 334 Academy Road, Rosemère, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rosemère, (County of Terrebonne), January 27, 1961.

ROBERT LÉONARD,
Secretary-Treasurer.

St. Patrick's School, 334 Academy Road,
Rosemère, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: NAT. 5-4667. 56492

Municipalité de St-David-de-Falardeau
Comté de Chicoutimi

Avis de correction

On est prié de noter que des soumissions seront reçues pour un montant de $340,000.00 d'obligations au lieu de $290,000.00 en ce qui concerne l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 janvier 1961 se rapportant à la municipalité de St-David-de-Falardeau.

Le Tableau d'amortissement au montant de $340,000.00 est le suivant:

1	$ 4,000.00
2	4,000.00
3	4,500.00
4	5,000.00
5	5,000.00
6	5,500.00
7	6,000.00
8	6,000.00
9	6,500.00
10	7,000.00

11	$7,500.00
12	8,000.00
13	8,500.00
14	9,000.00
15	9,500.00
16	10,000.00
17	10,500.00
18	11,500.00
19	12,000.00
20	200,000.00

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 janvier 1961 demeurent inchangées.

Le 30 janvier 1961.

56499-o

11	$7,500.00
12	8,000.00
13	8,500.00
14	9,000.00
15	9,500.00
16	10,000.00
17	10,500.00
18	11,500.00
19	12,000.00
20	200,000.00

All the other conditions mentioned in the notice published in the *Quebec Official Gazette* of January 28th, 1961 remain unchanged.

This 30th day of January, 1961.

56499-o

Ville de Hauterive
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilbert Moffatt, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Hauterive, comté de Saguenay, jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 21 février 1961, pour l'achat de $380,000.00 d'obligations de la ville de Hauterive, comté de Saguenay, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt, tels que modifiés: Nos 54 — $230,000.00 — aqueduc; et 55 — $150,000.00 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $380,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$11,500.00
1er mars 1963	12,000.00
1er mars 1964	12,500.00
1er mars 1965	13,000.00
1er mars 1966	14,000.00
1er mars 1967	14,500.00
1er mars 1968	15,000.00
1er mars 1969	16,000.00
1er mars 1970	17,000.00
1er mars 1971	17,500.00
1er mars 1972	18,500.00
1er mars 1973	20,000.00
1er mars 1974	20,500.00
1er mars 1975	21,500.00
1er mars 1976	23,000.00
1er mars 1977	24,000.00
1er mars 1978	25,000.00
1er mars 1979	26,500.00
1er mars 1980	28,000.00
1er mars 1981	30,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hauterive.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Town of Hauterive
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilbert Moffatt, secretary-treasurer, Town Hall, Hauterive, county of Saguenay, until 7.30 o'clock, p.m., on Tuesday, February 21, 1961, for the purchase of an issue of $380,000.00 of bonds for the town of Hauterive, county of Saguenay, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws, as modified: No. 54 — $230,000.00 — aqueduct; and 55 — $150,000.00 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $380,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$11,500.00
March 1st, 1963	12,000.00
March 1st, 1964	12,500.00
March 1st, 1965	13,000.00
March 1st, 1966	14,000.00
March 1st, 1967	14,500.00
March 1st, 1968	15,000.00
March 1st, 1969	16,000.00
March 1st, 1970	17,000.00
March 1st, 1971	17,500.00
March 1st, 1972	18,500.00
March 1st, 1973	20,000.00
March 1st, 1974	20,500.00
March 1st, 1975	21,500.00
March 1st, 1976	23,000.00
March 1st, 1977	24,000.00
March 1st, 1978	25,000.00
March 1st, 1979	26,500.00
March 1st, 1980	28,000.00
March 1st, 1981	30,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hauterive.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1961 à 7.30 heures du soir, au sous-sol de l'école St-Coeur-de-Marie, à Hauterive.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hauterive, (Comté de Saguenay), ce 30 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GILBERT MOFFATT.

Adresse postale: C.P. 100, Hôtel de Ville,
Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: LU. 9-2071. 56500-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de La Sarre
Comté d'Abitibi-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Lavigne, N.P., secrétaire-trésorier, La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 20 février 1961, pour l'achat de $160,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 28 novembre 1960 — $160,000.00 — agrandissement de l'école des filles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $160,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	x$27,000.00
1er mars 1963	x 28,500.00
1er mars 1964	x 30,000.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	3,000.00
1er mars 1967	3,000.00
1er mars 1968	3,000.00
1er mars 1969	3,500.00
1er mars 1970	3,500.00
1er mars 1971	4,000.00
1er mars 1972	4,000.00
1er mars 1973	4,000.00
1er mars 1974	4,500.00
1er mars 1975	4,500.00
1er mars 1976	5,000.00
1er mars 1977	5,500.00
1er mars 1978	5,500.00
1er mars 1979	6,000.00
1er mars 1980	6,500.00
1er mars 1981	6,500.00

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $88,268.25 accordé par le Gouvernement provincial, et payable en trois versements de

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, February 21, 1961, at 7.30 o'clock p.m., in the basement of St-Coeur-de-Marie school, in Hauterive.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hauterive, (County of Saguenay), January 30, 1961.

GILBERT MOFFATT,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 100, Town Hall,
Hauterive, (Saguenay), P.Q.
Telephone: LU. 9-2071. 56500

The school commissioners for the municipality of the village of La Sarre
County of Abitibi-West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules Lavigne, N.P., Secretary-Treasurer, La Salle, county of Abitibi-West, until 7.30 o'clock p.m. Monday, February 20, 1961, for the purchase of an issue of $160,000.00 of bonds for the School Commissioners for the municipality of the village of La Sarre, county of Abitibi-West, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution as amended: November 28, 1960 — $160,000.00 — enlargement of the Girls' School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $160,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	x$27,000.00
March 1st, 1963	x 28,500.00
March 1st, 1964	x 30,000.00
March 1st, 1965	2,500.00
March 1st, 1966	3,000.00
March 1st, 1967	3,000.00
March 1st, 1968	3,000.00
March 1st, 1969	3,500.00
March 1st, 1970	3,500.00
March 1st, 1971	4,000.00
March 1st, 1972	4,000.00
March 1st, 1973	4,000.00
March 1st, 1974	4,500.00
March 1st, 1975	4,500.00
March 1st, 1976	5,000.00
March 1st, 1977	5,500.00
March 1st, 1978	5,500.00
March 1st, 1979	6,000.00
March 1st, 1980	6,500.00
March 1st, 1981	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $88,268.25 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of

$29,422.75 chacun, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Sarre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 février 1961 à 7.30 heures du soir, à l'Académie de l'Assomption, à La Sarre.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Sarre, (Comté d'Abitibi-Ouest), ce 31 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES LAVIGNE, N.P.

Adresse postale:
C.P. 640, La Sarre, (Abitibi-Ouest), P.Q.
Téléphone: FE. 3-2236. 56530-o

Cité de Jacques-Cartier
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Chs. Desjardins, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 350 ouest, Boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 21 février 1961, pour l'achat de $3,556,000.00 d'obligations de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 85 — $125,000.00, construction de l'Hôtel de Ville; 102 — $163,100.00, aqueduc et égout; 135 — $537,000.00, aqueduc et égouts; 141-149 — $109,500.00, aqueduc Ville Laflèche; 158 — $268,500.00, aqueduc, égouts, drainage; 161 — $451,500.00, aqueduc et égouts; 183 — $1,726,000.00, aqueduc, égouts et extensions d'aqueduc Ville St-Hubert; 214 — $26,400.00, aqueduc; 215 — $149,000.00, aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $3,556,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 38,000.00
1er mars 1963	40,000.00
1er mars 1964	42,000.00
1er mars 1965	44,000.00
1er mars 1966	48,000.00
1er mars 1967	49,000.00
1er mars 1968	51,000.00

$29,422.75 each, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Sarre.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, February 20, 1961, at 7.30 o'clock p.m., at the Academy of l'Assomption, at La Sarre.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Sarre, (County of Abitibi-West), January 31, 1961.

JULES LAVIGNE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
P.O.B. 640, La Sarre, (Abitibi-West), P.Q.
Telephone: FE. 3-2236. 56530

City of Jacques-Cartier
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Chs. Desjardins, secretary-treasurer, City Hall, 350 Curé Poirier Blvd West, Jacques-Cartier, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m. on Tuesday, February 21, 1961, for the purchase of an issue of $3,556,000.00 of bonds for the city of Jacques-Cartier, county of Chambly, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws No. 85 — $125,000.00, construction of the City Hall; 102 — $163,100.00, aqueduct and sewers; 135 — $537,000.00, aqueduct and sewers; 141-149 — $109,500.00, aqueduct for the town of Laflèche; 158 — $268,500.00, aqueduct, sewers, drainage; 161 — $451,500.00, aqueduct and sewers; 183 — $1,726,000.00, aqueduct, sewers and extensions to the aqueduct of the town of St-Hubert; 214 — $26,400.00, aqueduct; 215 — $149,000.00, aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $3,556,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$ 38,000.00
March 1st, 1963	40,000.00
March 1st, 1964	42,000.00
March 1st, 1965	44,000.00
March 1st, 1966	48,000.00
March 1st, 1967	49,000.00
March 1st, 1968	51,000.00

1er mars 1969	$ 56,000.00
1er mars 1970	57,000.00
1er mars 1971	60,000.00
1er mars 1972	62,000.00
1er mars 1973	67,000.00
1er mars 1974	70,000.00
1er mars 1975	73,000.00
1er mars 1976	78,000.00
1er mars 1977	80,000.00
1er mars 1978	86,000.00
1er mars 1979	90,000.00
1er mars 1980	94,000.00
1er mars 1981	2,371,000.00

Des soumissions seront également reçues pour des obligations à fonds d'amortissement, datées du 1er mars 1961 et payables à l'une ou l'autre des échéances suivantes, mais non pas à plus d'une échéance: 1er mars 1971, 1er mars 1973, 1er mars 1976 et 1er mars 1981. Les versements effectués au fonds d'amortissement correspondront aux échéances annuelles indiquées au tableau de remboursement ci-dessus pour les vingt années et aux échéances des tableaux d'amortissement des règlements pour la période dépassant vingt ans.

De plus, des soumissions pourront être envoyées pour des titres à courte échéance dix, douze, quinze ou vingt ans pour les obligations remboursables en séries ou pour les obligations remboursables à fonds d'amortissement.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation, excepté pour les fins du fonds d'amortissement si les obligations se vendent à fonds d'amortissement.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1961, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 350 ouest, Boulevard Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Chambly), ce 31 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-Chs. Desjardins.

Hôtel de Ville,
350 ouest Boulevard Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Téléphone: OR-4-4931. 56529-o

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Roxboro
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Gaston St-Jean, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 50, 3ième avenue, Roxboro, comté de Jacques-Cartier, et jusqu'à

March 1st, 1969	$ 56,000.00
March 1st, 1970	57,000.00
March 1st, 1971	60,000.00
March 1st, 1972	62,000.00
March 1st, 1973	67,000.00
March 1st, 1974	70,000.00
March 1st, 1975	73,000.00
March 1st, 1976	78,000.00
March 1st, 1977	80,000.00
March 1st, 1978	86,000.00
March 1st, 1979	90,000.00
March 1st, 1980	94,000.00
March 1st, 1981	2,371,000.00

Tenders will also be received for sinking fund bonds, dated March 1, 1961 and payable on one or the other of the following dates, but not more than a maturity; March 1st, 1971, March 1st, 1973, March 1st, 1976 and March 1st, 1981. The payments made to the sinking fund will correspond to the annual maturities indicated in the above table of redemption for twenty years and to the maturities in the tables of redemption of the by-laws for a period of more than twenty-years.

Moreover, tenders may be forwarded as short-term bonds of ten, twelve, fifteen or twenty years for bonds redeemably serially or for the bonds redeemably from the sinking fund.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemably by anticipation, except for the ends of the sinking fund if the bonds sell as sinking fund.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 21, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the City Hall, 350 Curé Poirier Blvd West, Jacques-Cartier, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Chambly), January 31, 1961.

J.-Chs. Desjardins,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
350 Curé Poirier Blvd West,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.
Telephone: OR-4-4931. 56529

The Catholic school commissioners for the municipality of Roxboro
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Gaston St-Jean, secretary-treasurer, until 7.30 p.m., at 50, 3rd Avenue, Roxboro, county of Jacques-Cartier, until 8.00 o'clock p.m., at the Roxboro School.

8.00 heures du soir, à l'école de Roxboro, lundi, le 20 février 1961, pour l'achat de $84,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 29 juillet 1960 — $84,000.00 — construction d'une résidence pour les religieuses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $84,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	x $22,000.00
1er mars 1963	x 23,500.00
1er mars 1964	1,000.00
1er mars 1965	1,500.00
1er mars 1966	1,500.00
1er mars 1967	1,500.00
1er mars 1968	1,500.00
1er mars 1969	1,500.00
1er mars 1970	2,000.00
1er mars 1971	2,000.00
1er mars 1972	2,000.00
1er mars 1973	2,000.00
1er mars 1974	2,000.00
1er mars 1975	2,500.00
1er mars 1976	2,500.00
1er mars 1977	2,500.00
1er mars 1978	3,000.00
1er mars 1979	3,000.00
1er mars 1980	3,000.00
1er mars 1981	3,500.00

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $47,470.50 accordé par le Gouvernement provincial, et payable en deux versements de $23,735.25 chacun, en 1962 et en 1963, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque, dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 février 1961 à 8.00 heures du soir, en l'école de Roxboro, comté de Jacques-Cartier.

Monday, February 20, 1961, for the purchase of an issue of $84,000.00 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of Roxboro, county of Jacques-Cartier, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution as amended: July 29, 1960 — $84,000.00 — construction of a residence for the nuns.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $84,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	x $22,000.00
March 1st, 1963	x 23,500.00
March 1st, 1964	1,000.00
March 1st, 1965	1,500.00
March 1st, 1966	1,500.00
March 1st, 1967	1,500.00
March 1st, 1968	1,500.00
March 1st, 1969	1,500.00
March 1st, 1970	2,000.00
March 1st, 1971	2,000.00
March 1st, 1972	2,000.00
March 1st, 1973	2,000.00
March 1st, 1974	2,000.00
March 1st, 1975	2,500.00
March 1st, 1976	2,500.00
March 1st, 1977	2,500.00
March 1st, 1978	3,000.00
March 1st, 1979	3,000.00
March 1st, 1980	3,000.00
March 1st, 1981	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $47,470.50 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $23,735.25 each, from 1962 and 1963 will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, February 20, 1961, at 8.00 o'clock p.m., at the Roxboro School, county of Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro, (Comté de Jacques-Cartier), ce 31 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-GASTON ST-JEAN.

Adresse postale: 50, 3ième avenue,
Roxboro, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: MU. 4-2098. 56531-o

Paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Alphonse Gaboury, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 169, rue St-Félix, à St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, et jusqu'à 8.00 heures du soir, en la salle du couvent de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, mercredi, le 22 février 1961, pour l'achat de $99,500.00 d'obligations de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: N° 64 $99,500.00 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $99,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$1,500.00
1er mars 1963	1,500.00
1er mars 1964	1,500.00
1er mars 1965	1,500.00
1er mars 1966	1,500.00
1er mars 1967	2,000.00
1er mars 1968	2,000.00
1er mars 1969	2,000.00
1er mars 1970	2,000.00
1er mars 1971	2,000.00
1er mars 1972	2,500.00
1er mars 1973	2,500.00
1er mars 1974	2,500.00
1er mars 1975	3,000.00
1er mars 1976	3,000.00
1er mars 1977	3,000.00
1er mars 1978	3,000.00
1er mars 1979	3,500.00
1er mars 1980	3,500.00
1er mars 1981	55,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-Rouge.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro, (County of Jacques-Cartier), January 31, 1961.

J.-GASTON ST-JEAN,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 50, 3rd Avenue,
Roxboro, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: MU. 4-2098. 56531

Parish of St-Félix-du-Cap-Rouge
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alphonse Gaboury, secretary-treasurer, until 7.30 p.m., at 169 St. Felix St., in St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Quebec, and until 8.00 p.m. in the auditorium of the convent of St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Quebec, on Wednesday, February 22, 1961, for the purchase of an issue of $99,500.00 of bonds for the parish of St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Quebec, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified; No. 64: $99,500.00 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $99,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$1,500.00
March 1st, 1963	1,500.00
March 1st, 1964	1,500.00
March 1st, 1965	1,500.00
March 1st, 1966	1,500.00
March 1st, 1967	2,000.00
March 1st, 1968	2,000.00
March 1st, 1969	2,000.00
March 1st, 1970	2,000.00
March 1st, 1971	2,000.00
March 1st, 1972	2,500.00
March 1st, 1973	2,500.00
March 1st, 1974	2,500.00
March 1st, 1975	3,000.00
March 1st, 1976	3,000.00
March 1st, 1977	3,000.00
March 1st, 1978	3,000.00
March 1st, 1979	3,500.00
March 1st, 1980	3,500.00
March 1st, 1981	55,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-Rouge.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 février 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle du couvent de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félix-du-Cap-Rouge, (Comté de Québec), ce 31 janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GABOURY.

Adresse postale: 169, rue St-Félix,
St-Félix-du-Cap-Rouge, (Québec), P.Q.
Téléphone: OL. 3-1225. 56532-o

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, February 22, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the auditorium of the convent of St-Félix-du-Cap-Rouge, county of Quebec.

The Council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Félix-du-Cap-Rouge, (County of Quebec), January 31, 1961.

ALPHONSE GABOURY,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 169 St. Félix St.,
St-Félix-du-Cap-Rouge, (Quebec), P.Q.
Telephone: OL. 3-1225. 56532

Paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie
Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Robillard, secrétaire-trésorier, 24, rue Deschamps, Lanoraie, comté de Berthier, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 21 février 1961, pour l'achat de $150,000.00 d'obligations de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier, datées du 1er mars 1961 et remboursables par séries du 1er mars 1962 au 1er mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: numéro 141 — $150,000.00 — construction d'un réseau d'égout municipal, acquisition de terrains et droits de passage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $150,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1962	$ 2,000.00
1er mars 1963	2,000.00
1er mars 1964	2,000.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	2,500.00
1er mars 1967	2,500.00
1er mars 1968	2,500.00
1er mars 1969	3,000.00
1er mars 1970	3,000.00
1er mars 1971	3,000.00
1er mars 1972	3,500.00
1er mars 1973	3,500.00
1er mars 1974	4,000.00
1er mars 1975	4,000.00
1er mars 1976	4,500.00
1er mars 1977	4,500.00
1er mars 1978	5,000.00
1er mars 1979	5,000.00
1er mars 1980	5,500.00
1er mars 1981	85,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Joseph-de-Lanoraie.

Parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie
County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo Robillard, secretary-treasurer, 24 Deschamps St., Lanoraie, county of Berthier, until 8.00 o'clock p.m. on Tuesday, February 21, 1961, for the purchase of an issue of $150,000.00 of bonds for the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, county of Berthier, dated March 1st, 1961, and redeemable serially from March 1st, 1962 to March 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: number 141 — $150,000.00 — construction of a municipal sewage system, the purchase of lands and rights of way.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $150,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1962	$ 2,000.00
March 1st, 1963	2,000.00
March 1st, 1964	2,000.00
March 1st, 1965	2,500.00
March 1st, 1966	2,500.00
March 1st, 1967	2,500.00
March 1st, 1968	2,500.00
March 1st, 1969	3,000.00
March 1st, 1970	3,000.00
March 1st, 1971	3,000.00
March 1st, 1972	3,500.00
March 1st, 1973	3,500.00
March 1st, 1974	4,000.00
March 1st, 1975	4,000.00
March 1st, 1976	4,500.00
March 1st, 1977	4,500.00
March 1st, 1978	5,000.00
March 1st, 1979	5,000.00
March 1st, 1980	5,500.00
March 1st, 1981	85,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Joseph-de-Lanoraie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 février 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Joseph-de-Lanoraie, (Comté de Berthier), ce 1er février 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO ROBILLARD.

Adresse postale:
24, rue Deschamps,
Lanoraie, (Berthier), P.Q.
Téléphone TUlipe 7-2557. 56533-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, February 21, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the municipal hall.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Joseph-de-Lanoraie, (County of Berthier), February 1, 1961.

LÉO ROBILLARD,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
24 Deschamps St.,
Lanoraie, (Berthier), P.Q.
Telephone: TUlipe 7-2557. 56533

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1960, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le HUIT MARS 1961, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 janvier, 1960.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du service des Postes et Bagages,
56317-3-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1960, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, MARCH EIGHT, 1961, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be cancelled before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 13th, 1961.

Canadian Pacific Railway Company.
per: J. E. TWEEDY,
56317-3-6-o *Manager, Mail and Baggage Traffic.*

Ventes — Loi de faillite

Edmour Languérand

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure No 449F. En Faillite. Dans l'affaire de la faillite de Edmour Languérand, cédant autorisé, et Jacques René de Cotret, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble ci-après décrit sera vendu à l'enchère public avec effet du décret:

Designation: Un lopin de terre sis et situé en la cité de Drummondville du côté sud-est de la rue St-Jean, avec maison dessus construite, à l'exception de l'antenne de télévision érigée sur ladite maison et de la bâtisse construite sur ledit terrain portant le numéro civique 166 rue St-Jean, appartenant à Auguste Lavertu et exploitée par ce dernier pour le commerce d'appareils de télévision, mesurant ledit terrain quatre-vingts pieds de largeur en front le long de la rue St-Jean par soixante-six pieds de profondeur, le long de la rue Des Écoles, connu et désigné aux

Sales — Bankruptcy Act

Edmour Languérand

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 449F. In bankruptcy. In the matter of Edmour Languérand, authorized assignor, and Jacques René de Coret, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that the immoveable hereinafter described will be sold by public auction with legal effect:

Désignation: A lot of land situated in the city of Drummondville on the south-east side of St. John St., with a house thereon constructed, with the exception of a television antenna erected on said house and of a building constructed on said land bearing civic number 166 St. John St., belonging to Auguste Lavertu and managed by him as a business dealing in television apparatus, said land measuring eighty feet in width in front along St. John St., by sixty-six feet in depth, along Des Écoles St., known and designated in the official plan and Book of Reference of the

plan et livre de renvois officiels du cadastre du quartier est de la ville de Drummondville comme étant une partie du lot 284 (deux cent quatre-vingt-quatre); le lopin de terre dont il s'agit étant borné en front au nord-ouest par la rue St-Jean, en profondeur, au sud-est par une partie du lot 285 du même cadastre, du côté sud-ouest par la rue Des Écoles, et du côté nord-est par le résidu dudit lot 284 appartenant à Léo Languérand, partie (284).

Seront vendus au bureau du shérif d'Arthabaska, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de FÉVRIER 1961 à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite suivant le jugement rendu par la Cour Supérieure, du district d'Arthabaska, le 22 juin 1960, et suivant les dispositions des articles 55, et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure civile.

Conditions: « comptant ».

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement 2½%, conformément à la loi.

Charge: Cette vente est faite à charge de respecter le bail consenti le 25 juin 1957 par Dame Olive Languérand à Auguste Lavertu à l'exception du privilège d'achat consenti dans le même contrat, bail passé devant Me Jacques Beaudoin, notaire à Drummondville, sous le numéro 2707 de ses minutes.

Pour autres renseignements et cahiers des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Drummondville, ce 11e jour de janvier 1961.

Le Syndic,

56293-3-2-o JACQUES RENÉ DE COTRET.

René & Félix Blanchette

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 433F, (Division de faillite). Dans l'affaire de faillite de René & Félix Blanchette, cédant-autorisé, et Jacques René de Cotret, syndic.

Avis de vente

Avis public est par les présentes donné que, le 15 mars 1961, à 10.00 heures de l'avant-midi, au bureau du shérif à Arthabaska, seront vendus, par encan public, les immeubles ci-après décrits, selon les conditions ci-après énumérés:

« Un lopin de terre de la contenance de trois arpents de largeur, à prendre sur les deux tiers sud-est du lot dix-huit du sixième rang dudit cadastre, à la distance de douze arpents depuis le chemin de front entre les 5ième et 6ième rangs du canton de Wickham, le long de la route (entre les 5e et 6e) rangs, borné comme suit: côté sud-est par ladite route et de tous les côtées par J. Gauthier, ce lopin de terre fait aussi partie tel que décrit du lot portant le numéro trois cent vingt-neuf A (ptie 329A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham:

Un lopin de terre, de forme irrégulière, situé dans le sixième rang du canton de Wickham, distrait du lot numéro trois cent vingt-neuf a, aux plan et livre de renvoi du cadastre précité, borné comme suit: à un bout par J. Gauthier, à l'autre bout par le même du côté sud, partie par l'acquéreur et partie par une route mesurant ledit morceau de terre environ neuf arpents et demi de large et ayant une largeur à l'extrémité nord-est de quatre arpents et demi moins neuf pieds: et à

cadaster of the eastern section of the city of Drummondville as being a part of lot 284 (two hundred and eighty-four); the lot of land in question is bounded in front on the north-west by St. John St., in depth, on the south-east by a part of lot 285 in the same cadaster, on the south-west side by Des Écoles St., and on the north-east side by the remainder of said lot 284 belonging to Léo Languérand (P. 284).

To be sold at the office of the Sheriff of Arthabaska, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of FEBRUARY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made in conformity with a judgement passed by the Superior Court, in the district of Arthabaska, on June 22, 1960, and in accordance with sections 55 and those following of the 1949 Bankruptcy Act, in order to give this sale legal effect in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: "Cash".

Besides the price of acquisition, the purchaser must pay Government dues of 2½% according to law.

Charge: This sale is made so as to respect the lease consented to on June 25, 1957 by Dame Olive Languérand to Auguste Lavertu with the exception of the privilege of purchase consented to in the same contract, lease passed before Me Jacques Beaudoin, notary at Drummondville, under the number 2707 of his minutes.

For other information and list of charges apply to the undersigned.

Dated at Drummondville, this 11th day of January, 1961.

JACQUES RENÉ DE COTRET'

56293-3-2 *Trustee.*

René & Félix Blanchette

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, (Bankruptcy division) No. 433F. Superior Court In the matter of the bankruptcy of René & Félix Blanchette, authorized assignee, and Jacques René de Cotret, trustee.

Notice of sale

Public notice is hereby given that on March 15th, 1961, at 10.00 o'clock in the forenoon, at the office of the sheriff at Arthabaksa, will be sold, by public auction, the immoveables hereinafter described, according to the conditions as below numerated:

"A strip of land containing three arpents in width, to be taken on the southeast two/thirds of lot eighteen of the sixth range of the said cadaster, at a distance of twelve arpents from the front road between the 5th and 6th ranges of the township of Wickham, along the road (between the 5th and 6th ranges, bounded as follows: on the southeast side by the said route and on all sides by J. Gauthier, this strip of land also forms part as described of the lot bearing number three hundred and twenty-nine A (Pt. 329A) on the official plan and in the book of reference of the township of Wickham:

A strip of land of irregular form situated in the sixth range of the township of Wickham, withdrawn from lot number three hundred and twenty-nine a, on the plan and in the book of reference above mentioned, bounded as follows: at one end by J. Gauthier, at the other end, by the same on the south side, partly by the purchaser and partly by a road measuring the said piece of land about nine arpents and one/half in width and having a width at the northeast

l'extrémité sud ouest, une largeur de trois arpents et un quart (ptie 329A).

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre précité comme étant le lot numéro trois cent vingt-neuf (329).

avec bâtisses et dépendances y dessus construites, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparantes et occultes attachées audit immeuble et en particulier, la sertitude établie pour et en faveur de la Southern Canada Power, enregistrée sous le N° 123460 à la division d'enregistrement pour le comté de Drummond.

Effect: Cette vente est faite suivant jugement rendu par la Cour Supérieure, siégeant en faillite, à Drummondville, district d'Arthabaska, le 11 décembre 1960, selon les dispositions des articles 55 et suivants de la loi de faillite de 1949, afin de donner à ladite vente, l'effet du décret selon le texte du Code de Procédure Civile.

Condition: Le prix de cette vente adjugée au plus haut enchérisseur solvable sera effectué au comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement, soit 2½%, selon les exigences de la loi.

Pour autres renseignements et détail des charges, s'adresser au soussigné.

Drummondville, ce 20 janvier 1961.

Le Syndic,
JACQUES RENÉ DE COTRET.

480, rue St-Jean,
Drummondville, P. Qué. 56507-5-2-o

extremity of four arpents and one/half less nine feet: and on the southwest extremity, a width of three arpents and one/quarter (Pt. 329A).

A farm known and designated on the plan and in the reference book of the above mentioned cadaster as being lot number three hundred and twenty-nine (329).

with buildings and dependencies thereon erected as the whole is to be found presently, with the active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the said immoveable and especially, the servitude established for and in favor of the Southern Canada Power, registered under No. 123460 to the registry division for the county of Drummond.

Effect: This sale is made in accordance to judgement rendered by the Superior Court, sitting in bankruptcy, at Drummondville, district of Arthabaska, on December 11, 1960, according to the provisions of articles 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of the decree in accordance with the text of the Code of Civil Procedure.

Condition: The price of this sale, adjudicated to the highest solvent bidder, shall be effected on a cash basis.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay government rights, that is 2½%, in accordance with the requirements of the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Drummondville, January 20, 1961.

JACQUES RENÉ DE COTRET,
Trustee.

480, St-Jean Street,
Drummondville, P. Que. 56507-5-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Gaspé-Est

Avis public est par le présent donné par le soussigné J. E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après désignés, y compris les bâtisses dessus construites, seront vendus à l'enchère publique, au lieu ou le Conseil de comté tient ses sessions, au palais de justice à Percé, JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires, à moins que ces taxes et les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Gaspé-East

Public notice is hereby given by the undersigned, J. E. LeBoutillier, secretary-treasurer of the aforesaid municipality that the immoveables hereinafter described, including the buildings thereon erected, shall be sold by auction at the place where the County Council holds its sittings, in the Court House at Percé, on THURSDAY, the NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes, unless these taxes and the costs incurred be paid before the sale, namely:

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Municipalité — Municipality	Taxes munic. — Municipal taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Bourdages, Polydore	74-142	1	Pabos	Chandler		$253.74	$253.74
Comeau, Albert	77-A-26						
	77 B-21	1	"	"		51.89	51.89
Cyr, Antoine	77-D-82	1	"	"		96.63	96.63
Degarie, Robert	84-11 pt.	1	"	"		28.36	28.36
Degarie, Robert	69-A-6	1	"	"		409.25	409.25
Grenier, Herménégilde	74.92	1	"	"		75.45	75.45
Guénette, Alphonse	80-B-11-1	1	"	"		127.98	127.98
Hunt, Clifton	104-B pt.	1	"	"		92.05	92.05
Langlais, Dorima	79-A 10, 79 A-12	1	"	"		184.61	184.61
Montmagny, Joseph	77-B-39-9	1	"	"		96.43	96.43
Kearney, Mme-Mrs Frank	Pt. 34	1	Pabos	Pabos	$14.00	41.25	55.25
Pabos Race Track	39	1	"	"	23.00		23.00
Leblanc, Xavier		2	Pabos	Com. sco. Pa.	12.30	71.57	83.87
Méthod, Gérard		2	"	"	72.60	18.95	91.55
Broom, Alfred		2	"	"	21.66	89.10	110.76
Huard, Rodolphe			"	"	6.00	72.95	78.95
Méthot, Émile		2	"	"	15.00	95.60	110.60
Méthot, Geo. Albert		2	"	"	7.50	40.53	48.03
Giroux, Ovide		2	"	"	15.29	78.45	93.74
Cyr, Simon	356	2	Gr. Riv.	Gr. Riv.	13.03	196.31	209.34

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Municipalité — Municipality	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Duguay, Succ.-Est. Narcisse	Pt. 17	1	Gr. Riv.	Gr. Riv. Sco.	$12.76	$46.64	$59.40
Hautcoeur, Joachim	Pt. 40	1	"	"	15.00	112.65	127.65
Leblanc, Olivier	Pt. 352	2	"	"	24.50	101.14	125.64
Leblanc, Antoine	Pt. 352	2	"	"	4.90	29.04	33.94
Lelièvre, Succ.-Est. Claudius et-a d Robin, J. & W.	Pt. 351	2	"	"	5.26	70.87	76.13
Méthod, Émile et-and Robin, J. & W.	Pt. 351	2	"	"	22.42	129.25	151.67
Garrett Succ.-Est. W. et-and Célestin Lambert	Pt. 37	1	"	"	10.50	18.13	28.63
Boutin, Jean B.	66	1	"	"	29.03	109.58	138.61
	368	2	"	"			
Carbrey, Rupert	74-1, 74-2	1	"	"	102.14	403.85	505.99
	304-371-540	2	"	"	10.51	13.46	26.97
Trépanier, Hector	52.4		"	"	5.69	66.00	71.69
Trépanier, Mme-Mrs Hector	52.3	1	"	"	17.92	92.00	109.92
Wagner, Succ.-Est. Ferd.	69.5	1	"	"	3.00	23.62	26.62
Boudreau, Clément	Pt. 481	2	"	"	12.00	291.00	303.00
Bisson, Lionel *et alias*	Pt. 219	1	"	"	10.00	84.80	94.80
Dubé, Armand A.	Pt. 187	1	"	"	12.50	82.08	94.58
Lelièvre, Georges	Pt. 182	1	"	"		7.34	7.34
Lebreux, Léonard	Pt. 184	1	"	"	20.25	81.70	101.95
Moreau, Ovila	Pt. 455	2	"	"	9.00	67.31	76.31
Moreau, Augustin	Pt. 278	2	"	"		126.00	126.00
Diotte, Ernest	Pt. 160	1	"	"	12.53	81.50	94.03
Bertrand, François	18-B	1	Pabos				
Normandeau, Succ.-Est. T. et-and Wilfrid Normandeau	9-A	2	"	"	10.55	129.82	140.37
Cyr, Joachim	Pt. 880	2	Percé	Ste Th.	9.75	32.50	42.25
O'Brien, Willie	146	1	"	Cap d'E.	4.00	11.50	15.50
Cloutier, Émile	710-714	2	"	"	45.80	263.85	309.65
Cloutier, Pierre	706	2	"	"		120.50	120.50
Bourget, Léonard	1109	4	"	Val d'Es.		64.43	64.43
Bourget, Léonard	1157	5	"	"		242.50	242.50
Grenier, Dominique	9	5	Rameau	"		143.74	143.74
Turcotte, Albert	1090	4	Percé	"		170.92	170.92
Collin, Jean	1112	4	"	"		79.13	79.13
Birmingham, Élias et-and Edouard Bourget	Pt. 274	1	"	Percé sco.		203.00	203.00
Cahil, Earl	322	1	"	"		161.00	161.00
Gaul, Mme-Mrs Camille B.	Pt. 401-Pt. 403	1	"	"		283.00	283.00
Cahill, Gerald	Pt. 408	1	"	"		115.00	115.00
Donohue, Thomas	Pt. 428	1	"	"		144.00	144.00
Tommi, Mme-Mrs Alberto	Pt. 495	1	"	"		155.20	155.20
Simoneau Raphaël	532	1	"	"		84.20	84.20
Gagné, Jean-Marie	Pt. 566, 552	1	"	"		97.96	97.96
Gaul, Léonard	376-377	1	"	"		84.00	84.00
Proulx, Lionel	Pt. 637	2	"	"		91.41	91.41
Leblanc, Walter	Pt. 666	2	"	"		69.80	69.80
Leblanc, Ernest	663	2	"	"		161.00	161.00
Arbour, Basile	590	1	"	"		260.00	260.00
Boulanger, Succ.-Est. Basile	583	1	"	"		92.00	92.00
Desprès, Michel	578	1	"	"		70.10	70.10
Dorion, Ambroise	Pt. 588	1	"	"		61.00	61.00
Dorion, Alphonse	Pt. 588	1	"	"		36.80	36.80
Deraiche, Oscar	603	1	"	"		60.72	60.72
Deraiche, Rodolphe	601	1	"	"		73.60	73.60
Jean, Joseph	273	1	"	"		478.40	478.40
Jean, Frank	574-575	1	"	"		184.00	184.00
Succ.-Est. Alf. Simard	592	1	"	"		46.00	46.00
Gérard, Succ.-Est. Edom.	Pt. 39	1 N.	Malbay	Barachois	13.79		13.79
Syvret, James	Pt. 40	1 N.	"	"	2.63		2.63
Maloney, Succ.-Est. Joseph	Pt. 6	2 N.					
	27-25, 27-34	1 N.	"	"	4.65	157.17	161.80
	27-33-A	1 N.	"	"	4.11	94.57	98.68
Rehel, Oswald	Pt. 33	1 N.	"	"		34.56	34.56
Chicoine, Francis	Pt. 38	1 N.	"	"		117.08	117.08
Tapp, James	Pt. 29	1 N.	"	"			
Mitchell, Christopher	Pt. 27-26	R.N.M. 1 N.				119.43	119.43
Gérard, Frederick	10-B, 26-B	5 Town					
	10-B, 26-B	6 Town					
	10-B, 26-B	7 Town					
	10-B, 26-B	8 Town					
	18	4 Doug.	Douglas	Douglas	4.65	79.38	89.03
Hipson, Walter	G 1	1 B. B.					
	42	1 B. B.	"	"	34.64	248.32	282.96
	34	2 B. B.	"	"	10.54	221.93	232.47
Quinn, James	7	1 B. B.					
Maloney, Gilles	12	2 Doug.					
	16-B	2 Doug.				141.33	141.33
	1	4 Doug.					
Groney, Grant	12-C	1 Doug.				83.66	83.66
Rooney, Grant	3	3 Doug.					
Rooney, Maynard	18-A	3 Doug.					
" "	13	4 Doug.	Douglas	Douglas	12.36	67.89	80.25
Kennedy, Mme-Mrs Cecil	17	3 Doug.	"	"	30.74	98.62	129.36
Miller, Austin B.	Pt. 19-C	1	York	York	12.76	165.19	177.95

Noms — Names	No du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Municipalité — Municipality	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Savidant, Kenneth	Pt. 15B	1	York	York	$ 5.50	$ 21.09	$ 26.59
Patterson, Mrs-Mme Ernest	Pt. 4	2	"	"	5.50	153.18	158.68
Williamson, Cap S.G.	Pt. 1	N	"	"	3.93	11.34	15.27
Bouchard, Raymond	2	R.O.	B. G.N.	Syd.	5.70		5.70
Jacques, Arthur	7	2 S.	Syd.	Syd.	14.07	106.31	120.38
Gagné, Joseph	9	O. ch.	Fox B. GN.	Syd.		42.30	42.30
Adams, Harvey	25-26	1 Syd.		Syd.		150.62	150.62
Cassivi, Succ.-Est. Wm.	10	1	G.B.N.	G.B.N.	45.28	142.82	188.10
Handy, Andrew	11	1	"	"		95.40	95.40
Rabey, David	42-A	2	"	"		20.40	20.40
Blanchette, Ovila	15	2	Cap. R.	Cap. R.	35.65	122.50	158.15
Quinton, Baptiste	40	1	"	"	5.53	106.49	112.02
Eve, Valmond	16	1	"	"	6.97	81.00	87.97
Aubut, Eldège	119-1	Sud. R.	Fox	Riv. au R.	23.83	273.80	297.63
Bernatches, Roger	318-A	1 O.	"	"	29.37	52.87	82.24
Bouchard, Raymond	184-3	N. Riv.	"	"	33.03	161.65	194.68
Dufresne, Samuel	233-1	N. Riv.	"	"	22.69	179.99	202.68
Dunn, Oliva	297-7	1-O.	"	"	53.71		53.71
Dumaresq, Lionel	Pt. 132-2	S. Riv.	"	"	10.88	88.00	98.88
Dumaresq, Romuald	135-1	Sud R.	"	"	13.08	41.58	54.66
English, Hervey	84-3	Sud R.	"	"	8.42	44.92	53.34
Gauthier, Tomas	552-3	Sud R.	"	"	15.45	67.59	83.04
Henley, Philippe	119-5	Sud R.	"	"	13.97	130.84	144.81
Huet, Germain	69-2	Sud R.	"	"	60.38	118.55	178.93
Laflamme, Médard	60-3	Sud R.	"	"	49.50	139.51	189.01
Noël, Hervé	193-2	N. Riv.	"	"	16.42	22.10	38.52
Synotte, Léopold	573-3	N. Riv.					
" "	172-2	N. Riv.	"	"	8.23	100.23	108.46
Côté, Narcisse	437-1	1	St. M.	St. Maurice E.		28.50	28.50
Côté, Ferdinand	437-1	1	"	"		21.00	21.00
Tapp, Gérard	427-4	1	"	"	2.70	27.00	29.70
Élément, Aldéric	417-6	1	"	"	5.10	10.50	15.60
Bonenfant, Jean-B.	3-34	2	"	"	21.80	29.00	50.80

Donné à Percé, ce septième jour de janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J. E. LEBOUTILLIER.

56455-4-2-o

Given at Percé, this seventh day of January 1961.

J. E. LEBOUTILLIER,
Secretary-Treasurer.

56455-4-2-o

Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus

Avis public est par les présentes donné, par José C. Limoges, secrétaire-trésorier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus, par enchère publique, pour non paiement de taxes, en la salle municipale de la Ville de Sainte-Rose, 216 boul. Sainte-Rose, Sainte-Rose P.Q., JEUDI le NEUF MARS mil neuf soixante et un (9 mars 1961) à DIX heures de l'avant-midi (10.00 a.m.), à moins que les taxes scolaires et municipales mentionnées ci-après, dues aux municipalités ci-après nommées, plus les frais et intérêts encourus ne soient payés avant la vente.

Interurban Corporation of Ile Jésus

Public notice is hereby given by José C. Limoges, secretary-treasurer that the real estates mentioned below, will be sold by public auction, for unpaid taxes, at the city hall of town of Sainte-Rose, 216 boul. Sainte-Rose, Sainte-Rose P.Q., THURSDAY, MARCH the NINTH, one thousand nine hundred and sixty-one (March 9, 1961) at TEN o'clock in the forenoon (10.00 a.m.), unless municipal and school taxes mentioned below, plus fees and interest be paid before the sale.

Municipalité scolaire de la corporation de Saint-Théophile de Laval-Ouest
Schooll municipality of the corporation of Saint-Théophile of Laval West
Municipalité de ville Laval-Ouest — Municipality of town of Laval West

Propriétaires — Owners	Numéros officiels — Official numbers	Taxes scol. — School taxes	Taxes Munic. — Mun. taxes	Divers — Misc.	Total
Benoit, Armand	P. 173	$223.12		$ 10.10	$ 233.22
Succ.-Est. Arthur Bell	175, 94	15.93	$ 7.88	3.10	26.91
"	175, P. 89 à-to P. 93	8.95		3.10	12.05
"	181, 57 à-to 60	109.36		5.10	114.46
Barker, M. R.	181, 55	140.80		6.10	146.90
Casgrain, Benoit	174, 126, 127	93.87		5.10	98.97
Corbeil, Rod	180, 523	179.68	42.60	8.10	230.38
Croll, Reuben	175, 5 P. 7	248.75	168.75	12.10	429.60
Succ.-Est. Mme-Mrs. H. Deschamps	185, 76 à-to 80	455.93	315.36	20.10	791.39
Rioux-Ethier, Dame Anna	185, 55 à-to 59	402.67	230.17	21.00	653.84
"	185, 60 à-to 63	73.48	63.07	5.10	141.65
"	185, P. 87 à-to P. 90	1,323,91	739.16	60.10	2,123.17
Di Salvo, Henri	182, 500	593.61	132.40	10.10	736.11
Gaffaney, Edw. G	185, 43 à-to 45	136.44	54.38	7.10	197.92

Municipalité scolaire de la corporation de Saint-Théophile de Laval Ouest (*suite*)
School municipality of the corporation of Saint-Théophile of Laval West (*continued*)
Municipalité de ville Laval Ouest (*suite*) — Municipality of town of Laval West (*continued*)

Propriétaires — Owners	Numéros officiels — Official numbers	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Divers — Misc.	Total
Girard, Jos.	175, 509	$ 6.37	$ 1.40	$ 2.10	$ 9.87
Miller, A. S.	187, 444	25.37	.....	3.10	28.47
Kerman, Doug.	P. 182	215.93	180.65	10.10	416.53
Leitner, Fr.	187, 405	111.00	.....	6.10	117.10
Massad, Georges	186, 305 à-to 309	321.72	139.44	15.10	476.26
Nesrallah, Théo.	179, 339 à-to 346	849.64	955.70	40.10	1,845.44
Normandin, Rosaire	182, 49 à-to 53	400.06	246.95	20.10	677.11
Goyer, Arthur	185, 86, 87	300.50	.....	10.10	310.60
Rosenberg, D. H	P. 174	97.67	.....	5.10	310.60
Piché, Denis	173, 141 à-to 145	100.25	188.62	5.10	293.97
"	173, 146, 147	87.93	44.50	5.10	137.53
"	173, 148, 149	108.50	67.74	5.10	181.34
Williams, Angers D.	173, 258 à-to 260	243.44	113.50	12.10	379.14
Frascarelli, Nicolas	182, 193 à-to 195	415.23	198.30	10.10	623.63
" Vincenzo	182, 152, 153	414.94	314.17	10.10	739.21
Jonas, M. Gabriel	187, 444	25.37	23.32	3.10	51.79
Pépin, Roméo	177, 59 à-to 62	497.02	106.25	20.10	623.37

Municipalité scolaire de Saint-Théophile de Laval Ouest — Ville de Fabreville
School municipality of Saint-Théophile of Laval West — Town of Fabreville

Besenjo, Mme-Mrs. Charlotte	172, 509, 510	$ 22.64	$ 74.07	$ 5.10	$ 101.81
Boyer, Mme-Mrs. M. E.	172, 436, 437	2.54	42.73	5.10	50.37
Wantier, Georges	167, 124	1.15	.....	1.10	2.25
Caron, Armand	172, 14	90.79	109.87	6.10	206.76
Corbeil, Mme-Mrs. Éveline	155, 10	51.72	336.90	12.10	
"	155, 11	21.88	.....	.....	
"	155, 12, 13	33.41	.....	.....	456.01
Boisvert, Gérard	172, 372, 373	12.82	104.70	10.10	127.62
Décarie, Mme-Mrs. Marie Pennenbridge	172, 205 à-to 209	2.44	.....	1.10	3.54
Kramer, M. Heinz	158, 19, 20 P. 21, 159, 18, 19 P. 20	16.15	.....	2.10	18.35
Porskel, M. Horst	158, P. 21, 22, 23, 159, 18, 19, P. 20	16.15	6.25	2.10	24.50
Delisle, Madame-Mrs. B.	170, 21	58.56	153.65	7.10	219.31
Gascon, M.	172, 565, 566	26.54	.....	3.10	29.64
Zonneveld, W.	172, 494, 495	82.40	130.70	7.10	220.20
Grenier, Jacques	171, 5	50.57	28.80	3.10	82.47
Handfield, Richard	172, 268, 269	56.30	135.59	8.10	199.99
Handfield, Mme-Mrs. Thérèse	172, 270	8.11	55.19	3.10	64.59
Joannette, Richard	167, 64, 65	72.40	.....	4.10	76.50
Gosselin, Madame-Mrs. R.	170, 154	55.33	56.11	4.10	115.54
Levore, Peter	172, 136, 137	88.22	44.56	5.10	137.88
Nadon, Raymond	163, 136	94.57	.....	5.10	99.67
Martel, Marcel	170, 146	46.85	21.84	4.10	72.79
Papineau, Mme-Mrs. Berthe	167, 106	42.57	30.67	4.10	77.34
Paquin, Mme-Mrs. Lucille	P. 171	1.20	.....	1.10	2.30
Roy, Mme-Mrs. Louis	170, 52, 53	4.85	26.13	3.10	34.08
Hamulets, Stephen	167, 21 à-to 24	340.23	50.70	10.10	401.03
Tremblay, J.-A.	168, 40	20.22	.....	2.10	22.32
Leroux, Raymond	167, 31, 32	3.06	.....	1.10	4.16

En foi de quoi, j'ai signé à Sainte-Rose, comté de Laval, ce dix-huitième jour de janvier, mil neuf cent soixante et un.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSÉ C. LIMOGES.

56410-4-2-o

In faith of which I signed at Sainte-Rose, county of Laval, this eighteenth day of January, nineteen hundred and sixty-one.

JOSÉ C. LIMOGES,
Secretary-Treasurer.

56410-4-2-o

Municipalité du comté de Charlevoix-Est

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Louis-Philippe Lapointe, de Clermont, secrétaire-trésorier, que les propriétés ci-après décrites, y compris les bâtisses dessus érigées, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle de l'édifice municipal de Clermont, JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS 1961, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes non payées mentionnées dans l'état ci-dessous, en plus des frais qui ont ou peuvent être encourus, à moins que lesdites taxes et frais soient payés antérieurement.

Municipality of the county of Charlevoix-East

Public notice is hereby given by the undersigned Louis-Philippe Lapointe, of Clermont, secretary-treasurer, that the properties hereinafter described, including the buildings thereon erected, shall be sold at public auction, in the hall of the municipal building of Clermont THURSDAY, the NINTH day of MARCH, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid, taxes mentioned in the statement hereinunder, plus the costs incurred or that may be incurred, unless the said taxes and costs are paid prior to the sale.

Municipalité du village de Clermont — Municipality of the village of Clermont

Noms — Names	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Philippe Bhérer, Saint-Fidèle	$ 5.30	$ 10.40	$ 15.70

Une certaine terre située en la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, du côté sud-ouest de la rivière, contenant trois arpents et une perche de front partant de la profondeur de ladite terre à aller jusqu'au chemin public actuel, et du chemin public environ deux arpents de front à aller à la rivière, cette dernière partie comprenant tout le terrain qui peut se trouver enclavé entre la terre de Henri Bilodeau au nord et le cours du gros Ruisseau des Fresnes, borné, ladite terre, en front par la rivière Malbaie, et en arrière, à la profondeur, à Johny Tremblay, d'un côté, au nord, à Henri Bilodeau, et de l'autre côté, au sud, à Ernest Tremblay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ladite terre étant et composant les lots numéros 619-620 et la partie avoisinant la rivière des lots numéros 618 et 617 des plans et livre de renvoi officiels pour le cadastre de Saint-Étienne de La Malbaie.

A certain farm situated in the parish of Saint-Étienne de La Malbaie, on the southwest side of the river, containing three arpents and one rod in frontage starting from the depth of the said farm going to the present public highway, and from the public highway about two arpents in frontage as far as the river, the latter part comprising all the lot of land which may be found wedged in between the farm of Henri Bilodeau on the north and the water-course of the "gros Ruisseau des Fresnes" bounded, the said farm, in front by the Malbaie River, and in rear, on the depth, by Johnny Tremblay, on one side on the north, by by Henri Bilodeau, and on the other side, on the south, by Ernest Tremblay, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said farm being and composing lots numbers 619-620 and the part in the neighborhood of the river of the lots 618 and 617 on the official plan and in the book of reference for the cadaster of Saint-Etienne de La Malbaie.

Méderic Néron, Clermont. & Texaco Canada Ltd		73.10	73.10

Le lot 613-1, du cadastre de La Malbaie.

Lot 613-1, of the cadaster of La Malbaie.

Raoul Tremblay, RR. No. 1, La Malbaie		1.35	1.35

Un certain lopin de terre situé en la paroisse de Clermont, en le rang de Fraserville, pouvant mesurer deux arpents de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir de la terre d'Antonio Fortin, au sud-ouest, à aller au chemin de camion, à la profondeur, au nord-est, la largeur étant plus ou moins, sans garantie de mesure précise, étant et composant ledit lopin de terre une partie du lot de terre numéro 454 sur les plans et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie; le tout sans bâtisse et borné comme suit, savoir: en front, au sud-ouest, à la terre d'Antonio Fortin; à la profondeur, au nord-est, au chemin de camions tenant d'un côté, au sud-est, à la terre de l'acquéreur; tenant d'un côté, au nord-ouest, à la terre d'Edgar Tremblay (Napoléon), cependant le vendeur n'assume aucune garantie quelconque sur cette partie du lopin de terre compris entre la décharge du lac Jacob et le chemin de camion. A distraire la partie cédée Narcisse Simard.

A certain strip of land situated in the parish of Clermont, in the Fraserville Range, which could measure two arpents in width on all the depth there may be starting from the farm of Antonio Fortin, on the southwest, as far as the trucking road, by the depth, on the northeast, the width being more or less, without guarantee of precise measurement, being composing the said strip of land a part of the lot of land number 454 on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Étienne de La Malbaie; the whole without building and bounded as follows, to wit: in front, on the southwest, by the farm of Antonio Fortin; by the depth, on the northeast, by the trucking road touching on one side, on the southeast, the land of the purchaser; touching on one side, on the northwest the farm of Edgar Tremblay (Napoléon); however, the vendor assumes no guarantee whatsoever on that part of the strip of land comprised between the discharge of Lake Jacob and the trucking road. To withdraw that part ceded to Narcisse Simard.

Municipalité de Saint-Aimé des Lacs — Municipality of Saint-Aimé des Lacs

Edgar Boies, & Municipal Acc. Corp. Ltd, Saint-Aimé des Lacs	$ 10.48	$ 57.00	6 67.48

Les lots trois cent cinq et trois cent quatre-vingt-dix (305 et 390) au cadastre officiel pour le canton de Sales, à distraire les emplacements vendus.

Lots three hundred and five and three hundred and ninety (305 and 390) on the official cadaster for the township of Sales, to withdraw the emplacements sold.

Rodolphe Simard et-and Marc Angers, Syndics-Trustees, Saint-Aimé des Lacs	4.30	24.50	28.80

Marc Anger, syndics, est propriétaire de ce ci-dessous décrit en vertu d'une cession de biens de la faillite J. Vincent Duguay:

Un emplacement sis dans la paroisse Saint-Aimé des Lacs, étant et composant partie du lot numéro trois cent cinquante et un (P. 351) au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Agnès, rang un (1) des Lacs, mesurant en largeur soixante-dix pieds (70′) sur soixante-quinze pieds (75′) de profondeur, à partir du lac Nairn, le tout mesure anglaise et borné comme suit: au nord-est, au Lac Nairn; des autres côtés, à partir du lot 351 (Philippe Simard), ensemble avec bâtisses dessus construites.

Marc Anger, trustee, is owner of that which is below described under the assignment of property in the bankruptcy of J. Vincent Duguay:

An emplacement situated in the parish of Saint-Aimé des Lacs, being and composing part of lot number three hundred and fifty-one (P. 351) on the official cadaster for the parish of Sainte-Agnès, range one (1) of the Lakes, measuring in width seventy feet (70′) by seventy-five feet (75′) in depth, starting from Lake Nairn, the whole English measure and bounded as follows: on the northeast, by Lake Nairn; on the other sides, by part of lot 351 (Philippe Simard), together with buildings thereon erected.

Municipalité de Saint-Fidèle — Municipality of Saint-Fidèle

Adrien Tremblay et-and Lucien Carré, Saint-Siméon		$ 49.00	$ 49.00

Les lots 1-3, 5, 7-9-13-15-17-19-16-18 et 20 au cadastre pour la paroisse de Saint-Fidèle; à distraire des lots 1-3-16-18 et 20 les emplacements vendus.

Lots 1-3, 5, 7-9-13-15-17-19-16-18 and 20 on the cadaster for the parish of Saint-Fidèle; to withdraw lots 1-3-16-18 and 20 the emplacements sold.

Albert Bergeron, La Malbaie		43.00	43.00

Lots 446 et 463 au cadastre de Saint-Fidèle. Albert Savard dit Bergeron est propriétaire, en vertu du testament de son oncle Napoléon Bergeron, du lot 446 mais à distraire les parties vendues, et de la juste moitié indivise de 463, à distraire les emplacements vendus.

Lots 446 and 463 of the cadaster of Saint-Fidèle, Albert Savard dit Bergeron is owner, under the will of his uncle Napoléon Bergeron, of lot 446 but to withdraw the parts sold, and from the exact undivided half of 463, to withdraw the emplacements sold.

La ville de La Malbaie — Town of La Malbaie

Noms — Names	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Succession-Estate Daniel Morin, Dame Daniel Morin, La Malbaie		$421.00	$ 421.00
Une partie des lots numéros cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit et cinquante-neuf (56, 57, 58, 59) de la subdivision officielle d'une partie du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt (P. 580) au cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie. L'immeuble vendu est de grandeur indéterminée, mais compris dans les bornes suivantes: au nord-est, à l'avenue Nairn portant le No 580-63; vers l'est, au chemin public actuel; vers le sud-ouest, par partie au terrain de M. Philippe Guérin suivant la ligne actuelle de division et pour partie au terrain de Joseph Gagnon, Georges Gagnon et Joseph Simard; vers le sud-est, à la ligne de profondeur, soit la ligne nord-ouest de la propriété de M. Philippe Guérin et au nord-ouest au terrain du Ministère de la Voirie de cette Province tel qu'acquis de M. J. Chs. Rochette.			A part of lots numbers fifty-six, fifty-seven, fifty-eight and fifty-nine (56, 57, 58, 59) of the official subdivision of a part of the original lot number five hundred and eighty (P. 580) on the official cadaster of the parish of La Malbaie. The immoveable sold is of indeterminate size, but comprised within the following boundaries; on the northeast, by Nairn Avenue bearing No. 580-63; on the east, by the present public road; on the southwest, by part of the land of Mr. Philippe Guérin following the present dividing line and partly by the land of Joseph Gagnon, Georges Gagnon, and Joseph Simard; on the southeast, by the depth line, i.e., the northwest line of the property of Mr. Philippe Guérin and on the northwest by the land of the Department of Roads of this Province as acquired from Mr. J. Chs. Rochette.
Mme-Mrs. Richard Asselin, La Malbaie		149.60	149.60
Le lot numéro quinze (15) de la subdivision officielle d'une partie du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt (580) au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, en le comté de Charlevoix, sauf et à en distraire toutefois la partie nord-ouest d'icelui formant une lisière de huit (8) pieds anglais de largeur par toute la profondeur dudit lot, et bornée comme suit ladite lisière; en front au nord-est au chemin public; à la profondeur au sud-ouest à partie du lot No 580-21; tenant d'un côté au nord-ouest au lot No 580-14, la propriété des représentants Herménégilde Martel, et de l'autre côté au sud-est à la partie restante dudit lot No 580-15, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.			Lot number fifteen (15) of the official subdivision of a part of the original lot number five hundred and eighty (580) on the official cadaster for the parish of La Malbaie, in the county of Charlevoix, save and to withdraw, however, the northwest part of that forming a strip of eight (8) English feet in width by the whole of the depth of the said lot, and bounded as follows the said strip: in front on the northeast by the public road; on the depth on the southwest by part of lot No. 580-21; touching on one side on the northwest by the lot 580-14, property of representatives Herménégilde Martel, and on the other side on the southeast by that part remaining of the said lot No. 580-15, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Municipalité de Rivière Malbaie — Municipality of Rivière Malbaie

Daniel Maltais, Grand-Fond, La Malbaie		$ 7.13	$ 7.13
Un terrain situé en le cinquième rang, paroisse de La Malbaie, au nord-ouest du chemin public, de forme irrégulière, mesurant en largeur, le long du chemin public, cent vingt pieds (120'), la mesure étant prise à partir de la ligne de Adjutor Harvey, courant sud, et en profondeur cent treize pieds (113'), c'est-à-dire tout le terrain qu'il peut y avoir entre le chemin public et la rivière Comporté et borné comme suit: au nord-est, à Adjutor Harvey; au sud, au chemin public; au sud-ouest à Arthur Tremblay; au nord-ouest à la rivière Comporté, étant et composant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Fidèle, ensemble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.			A lot of land situated in the fifth range, parish of La Malbaie, on the northwest of the public road, or irregular form, measuring in width, along the public road, one hundred and twenty feet (120'), the measure being taken from the line of Adjutor Harvey, running south, and in depth one hundred and thirteen feet (113'), that is all the land there may be between the public road and the river Comporté and bounded as follows: on the northeast, by Adjutor Harvey; on the south, by the public road; on the southwest by Arthur Tremblay; on northwest by the River Comporté, being and composing part of lot number five hundred and eighty-eight (588) of the official cadaster for the parish of Saint-Fidèle, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Municipalité de Saint-Étienne de La Malbaie — Municipality of Saint-Étienne de La Malbaie

Jean Bergeron, (Alcide), Pointe au Pic	$145.60		$ 145.60
Un certain terrain ou lopin de terre sis en la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, comté de Charlevoix, faisant et composant partie du lot de terre sept cent cinquante-six (P. 756) au cadastre officiel pour la paroisse Saint-Étienne de La Malbaie, de grandeur indéterminée, mais compris, délimité et borné comme suit: En front, vers le nord-est, à la partie du même lot No 756 appartenant aux représentants de Georges Villeneuve; à la profondeur, vers le sud-ouest, au chemin actuel du Boulevard; tenant d'un côté, vers le nord-ouest, à partie du lot 755 du même cadastre appartenant aux représentants de Mina L. Grosvenor; et d'autre côté, vers le sud-est à la route dite Saint-Antoine, le tout suivant les lignes ou clôtures actuelles de division ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.			A certain lot or strip of land situated in the parish of Saint-Étienne de La Malbaie, county of Charlevoix, forming and composing part of lot of land seven hundred and fifty-six (P. 756) of the official cadaster for the parish of Saint-Étienne de La Malbaie, of undeterminate size but comprised delimited and bounded as follows: in front, on the northeast, to the part of the same lot No. 756 belonging to the representatives of Georges Villeneuve; on the depth, on the southwest, by the present road of the Boulevard; touching on one side, on the northwest, by part of lot 755 of the same cadaster belonging to representatives of Mina L. Grosvenor; and on the other side, on the southeast, by road dite Sainte-Antoine, the whole according to the lines or present fences of division together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
Ligori Thibeault, et-and Mme-Mrs. A. Gauthier, RR. No. 1, Pointe au Pic	2.60	5.26	7.86
Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie, en le rang Saint-Charles, contenant un demi-arpent carré de terre, en bas du chemin public, dudit rang, borné ledit emplacement en front vers le nord-est et d'un côté vers le nord-ouest au terrain restant à la donatrice, en arrière, à la profondeur, au			An emplacement situated in the parish of Saint-Étienne de La Malbaie, in range Saint-Charles, containing a square half/arpent of land, at the lower part of the public road, of the said range, bounded the said emplacement in front on the northeast and on one side on the northwest by the land remaining to the donor,

chemin public, dudit rang, et d'autre côté, au sud-est, au lot No 694 appartenant à Jos. Lavoie, ledit emplacement faisant partie du lot de terre numéro (693) six cent quatre-vingt-treize du cadastre officiel de La Malbaie.

in rear, by the depth, by the public road, of the said range, and on the other side, on the southeast, by lot No. 694 belonging to Jos. Lavoie, the said emplacement forming part of lot of land number (693) six hundred and ninety-three of the official cadaster of La Malbaie.

Donné à Clermont, ce septième jour du mois de janvier l'an mil neuf cent soixante et un (1961).

Le Secrétaire-trésorier,
L. P. LAPOINTE.

56420-4-2-o

Given at Clermont, this seventh day of the month of January, one thousand nine hundred and sixty-one (1961).

L. P. LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

56420-4-2

Municipalité du comté de Deux-Montagnes

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 21 et 28 janvier 1961, veuillez noter la correction suivante.

Paroisse de Saint-Eustache

Propriétaire inconnu — Lots 23-28-31, lire lots 37-28 à 31.

56321-x-o

Municipality of the county of Two Mountains

In the notice of the sale for taxes from the aforementioned municipality published in the *Quebec Official Gazette*, on the 21 and 28 of January, 1961, kindly note the following correction.

Parish of Saint-Eustache

Owner unknown — Lots 23-28-31, read lots 37-28 to 31.

56321-x

Municipalité du comté de Gatineau

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 21 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Corporation municipale de Sicotte

Pages 356 et 522:
Gagnon, Eugène — Lots 36, 37, 38, 39, 40, lire: rang 3 Lytton.

Corporation municipale d'Aylwin

Pages 364 et 530:
Wilson, Lorne — Lots 41, 42, lire: Lots P. 41, P. 42.

Municipalité de Hincks

Pages 368 et 534:
D'Aoust, Charles — Lot 34, lire: Lot P. 34.
De plus, cet avis devrait comporter également la propriété suivante, omise lors de la publication.

Corporation municipale de Montcerf

Pages 354 et 520:
Après la succession Leduc, lire:
Lacroix, René, Lot 55, rang 3, Taxes: munic.: $23.37; scolaires: $60.08. Total: $83.45.

56322-x-o

Municipality of the county of Gatineau

Erratum

In the notice of sale for taxes for the above mentioned municipality, published in the *Quebec Official Gazette*, on January 21 and 28, 1961, kindly note the following corrections:

Municipal corporation of Sicotte

Pages 356 and 522:
Gagnon, Eugène — Lots 36, 37, 38, 39, 40, read: range 3 Lytton.

Municipal corporation of Aylwin

Pages 364 and 530:
Wilson, Lorne — Lots 41, 42, read: Lots Pt. 41, Pt. 42.

Municipality of Hincks

Pages 368 and 534:
D'Aoust, Charles — Lot 34, read: Lot Pt. 34.
Moreover, this notice should also take in the following property, omitted at time of publication.

Municipal corporation of Montcerf

Pages 354 and 520:
After the Leduc Estate, read:
Lacroix, René, lot 55, range 3. Taxes munic.: $23.37; school: $60.08. Total: $83.45.

56322-x

Municipalité du comté de Matane

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 21 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Municipalité du village de Price

Aboussafy, Suzanne, version française,— 4-82-6-26 du cadastre officiel divisé, lire: 4-82 et 6-26 du cadastre officiel revisé. Version anglaise, lire: 4-82 and 6-26.

Municipality of the county of Matane

Erratum

In the notice of sale for taxes from the aforementioned municipality published in the *Quebec Official Gazette*, on the 21 and 28 of January, 1961, kindly note the following corrections:

Municipality of the village of Price

Aboussafy, Suzanne, French version,— 4-82-6-26 of the official divided cadaster, read: 4-82 and 6-26 of the revised official cadaster. English version, read: 4-82 and 6-26.

Municipalité de la paroisse de Saint-Luc

Thibault, Claude — No 16, lire No 15.

Municipalité de la paroisse
de Saint-Octave-de-Métis

Les héritiers de Michel Cloutier, soit: Robert-Michel Cloutier, Louisette, Jeannette, Raymonde, Claudette, Marcel, Lisette, Jean-Paul et Francine Cloutier — Après la description des lots P. 602 et P. 603, lire: Taxes municipales: $2.90; scolaires: $3.61. Total: $6.51. Après la description des quatre autres terrains, lire: Taxes municipales: $32.05; scolaires: $79.31. Total: $111.36.

Armande Sergerie — Lire: Taxes municipales: $35.57; scolaires: $192.50. Total: $228.07.

56351-x

Municipalité du comté de Compton

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 14 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Canton de Lingwick

Denis Jacques — Lot 16, rang A, lire: 16B, rang A.

Succ. Effie Mackinnon — Lot 5, rang A, lire: La ½ sud ouest du lot 5B, rang A.

Canton Newport

Roger Burwash — La ½ est du lot 17, rang 4, lire: La ½ est du lot 17C, rang 4.

Village de Sawyerville

Albert McDowell — Ptie 3B, rang 3, lire: Ptie 3B, rang 2.

56520-o

Municipalité du comté de Shefford

Corrections

Amendement pour corriger erreurs et omissions à la liste des propriétés mises en vente pour taxes publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 14 et 28 janvier 1961.

Municipalité du canton d'Ely ptie ouest
(Erreur)

Brien, Pierre, lots 843 et 906 — doit lire: Brin, Pierre, le ¼ sud du lot 843, la ½ nord du lot 905.

Brien, Omer, lots 751-752-786-911-912 — doit lire: Brin, Omer, le 1/3 sud du lot 851, la ½ sud du lot 786, la ½ sud du lot 912, le lot 852, le lot 911, moins le coin sud-ouest vendu à la commission scolaire du canton d'Ely.

Blanchette, Léonard — (omission) Ptie du lot 840. Taxes municipales: $18.10; taxes scolaires: $23.10. Total: $41.20 plus les frais encourus.

Municipalité du canton de Shefford

Bernard, René, Ptie du lot 1102 — doit être rayé de la liste (erreur).

Succession Régina Lajoie Petit (omission), lots 719 P. 736-717, moins servitude pour source d'eau.

Municipality of the parish of Saint-Luc

Thibault, Claude — No. 16, read No. 15.

Municipality of the parish
of Saint-Octave-de-Métis

The heirs of Michel Cloutier, that is: Robert-Michel Cloutier, Louisette, Jeannette, Raymonde, Claudette, Marcel, Lisette, Jean-Paul and Francine Cloutier — After the description of lots P. 602 and P. 603, read: Taxes municipal: $2.90; school: $3.61. Total: $6.51. After the description of the four other terrains, read: Taxes municipal: $32.05; school: $79.31. Total: $111.36.

Armande Sergerie — Read: Taxes municipal: $35.57; school: $192.50. Total: $228.07.

56351-x

Municipality of the county of Compton

Erratum

In the notice of sale for taxes from the aforementioned municipality published in the *Quebec Official Gazette* on the 14 and 28 of January, 1961, kindly note the following corrections:

Township of Lingwick

Denis Jacques — Lot 16, range A, read: 16B, range A.

Est. Effie Mackinnon — Lot 5, range A, read: The southwest ½ of lot 5B, range A.

Township of Newport

Roger Burwash — The east ½ of lot 17, range 4, read: The east ½ of lot 17C, range 4.

Village of Sawyerville

Albert McDowell — Part 3B, range 3, read: Part 3B, range 2.

56520

Municipality of the county of Shefford

Corrections

Amendment to correct errors and omissions on the list of properties put up for sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette*, editions of January 14 and 28, 1961.

Municipality of the township of Ely, west part
(Error)

Brien, Pierre, lots 843 and 906 — should read: Brin, Pierre, the south ¼ of lot 843, the north ½ of lot 905.

Brien, Omer, lots 751-752-786-911-912 — should read: Brin, Omer, the south 1/3 of lot 851, the south ½ of lot 786, the south ½ of lot 912, lot 852, lot 911, less the southwest corner sold to the school commission of the township of Ely.

Blanchette, Léonard — (omission) Pt. of lot 840. Municipal taxes: $18.10; school taxes: $23.10. Total: $41.20 plus costs incurred.

Municipality of the township of Shefford

Bernard, René — Pt. of lot 1102, shouls be stricken from the list (error).

Estate Régina Lajoie Petit (omission), lots 719 Pt. 736-717, less servitude for spring (water).

Certifié conforme aux instructions reçues et tel qu'il appert aux régistres du Bureau d'Enrégistrement.

Donné à Waterloo, ce 28ième jour de janvier 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
56522-o J. A. RENAUD.

Municipalité du comté de Témiscamingue

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 21 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues

Champagne, André — Lot 45, rang 2, lire: Lot P. 45, rang 5.

Municipalité de Saint-Placide-de-Béarn

Beauchemin, Joseph & Fi's — 91 acres, sauf employé d'écoles, lire: 91 acres, sauf emplacement d'écoles.
56523-o

Certified in accordance with instructions received and as it appears on the registers at the Registry Office.

Given at Waterloo, this 28th day of January, 1961.

(Seal) J. A. RENAUD,
56522 *Secretary-Treasurer.*

Municipality of the county of Témiscamingue

Erratum

In the notice of sale for taxes for the above mentioned municipality published in the *Quebec Official Gazette* on January 21 and 28, 1961, kindly note the following corrections:

Municipality of Saint-Bruno-de-Guigues

Champagne, André — Lot 45, range 2, read: Lot Pt. 45, range 5.

Municipality of Saint-Placide-de-Béarn

Beauchemin, Joseph & Fils — 91 acres, except school employee, read: 91 acres, except school emplacement.
56523

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de l'Échiquier du Canada, N° 128,992.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements: et DANS L'AFFAIRE DE DONATION LAVALLÉE, de la ville de Malartic, province de Québec, négociant.

Avis de vente

Un certain lopin de terre ou emplacement étant la subdivision numéro 157 du bloc numéro 46 des plans et livres de renvoi officiels, canton Cadillac.

Borné en front, au nord-est par le lot N° 46-233 (une rue) au sud-est, par le lot N° 46-156, au sud-ouest, par le lot N° 46-179, au nord-ouest, par le lot N° 46-180 (une rue) mesurant soixante pieds (60 pi.) de largeur par cent pieds (100 pi.) de profondeur, formant une superficie de six mille pieds carrés (6000 pi. c.) moins cent trente-quatre pieds carrés (134 pi. c.) pour la courbe du coin nord-est.

Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cadillac JEUDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à ONZE (11) heures de l'avant-midi, heure normale.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. GAUTHIER.
Amos, le 5 janvier 1961. 56250-2-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

The Echequer Court of Canada, No. 128,992.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments: and IN THE MATTER OF DONATIEN LAVALLÉE, of the town of Malartic, Province of Quebec, tradesman.

Notice of sale

A certain strip of land or emplacement being subdivision number 157 og block number 46 on the official plan and in the book of reference, township of Cadillac.

Bounded in front on the north east by lot No. 46-233 (a street) on the south east by lot No. 46-156, on the south west by lot No. 46-179, on the north west by lot No. 46-180 (a street) measuring sixty feet (60 ft) in width by one hundred feet (100 ft) in depth forming an area of six thousand square feet (6000 sq. ft), less one hundred and thirty-four square feet (134 sq. ft) for curvature of the north east corner.

The whole with buildings, circumstances and dependencies erected thereon.

To be sold at the parochial church door of Cadillac, THURSDAY, FEBRUARY SIXTEENTH, 1961, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, standard time.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Amos, January 5, 1961. 56250-2-2

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de l'Échiquier du Canada, N° 128,992. } DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements: et DANS L'AFFAIRE DE DONATIEN LAVALLÉE, de la ville de Malartic, province de Québec, négociant.

Avis de vente

Un certain emplacement situé dans le canton de Dubuisson, connu et désigné comme étant le lot quatorze (14) rang B, avec toutes bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

Une lisière de terrain de forme irrégulière et située dans la municipalité du canton Dubuisson non organisé et prise à même le lot 14 rang B du cadastre officiel du canton Dubuisson, division d'enregistrement d'Abitibi est.

Cette lisière de terrain mesure une longueur moyenne de 882 pieds par une largeur de 18 pieds dans sa ligne est et 20 pieds dans sa ligne ouest; Étant bornée au nord-est par l'ancienne route, à l'est par le lot 15, au sud-ouest par le résidu du lot 14 et à l'ouest par le lot 13.

Cette lisière de terrain contient une superficie de 16,758 pieds carrés équivalent à trois mille huit cent quarante-sept dix millièmes d'acres plus ou moins. Superficie 16,758 pi. car. ou 0.3847 acre.

À distraire de ce lot:

Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec à la partie ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Dubuisson, sous le N° quatorze (ptie O. 14) rang B, mesurant, ladite partie de terrain deux cent huit pieds (208′) de largeur, de l'est à l'ouest, par deux mille cent quarante-cinq pieds (2145′) de longueur dans sa ligne ouest et mille neuf cent quatre-vingts pieds (1980′) dans sa ligne est, borné comme suit: au nord, en front, par le Chemin de Malartic-Val d'Or, à l'est par une ligne parallèle à la ligne ouest dudit lot, passant à deux cent huit pieds de cette dernière, au sud par une ligne droite étant le prolongement de la ligne séparative des rangs huit et neur dudit canton Dubuisson,et à l'ouest par le lot numéro treize du même rang, le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. (Vente au Directeur des Terres aux anciens combattants)

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Dubuisson, MARDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à ONZE (11) heures de l'avant-midi, heure normale.

Le Shérif,
J.-A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, le 5 janvier 1961.

56251-2-2-o

Province of Quebec
District of Abitibi

The Exchequer Court of Canada, No. 128,992. } IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments and IN THE MATTER OF DONATIEN LAVALLÉE, of the town of Malartic, Province of Quebec, tradesman.

Notice of sale

A certain emplacement situated in the township of Dubuisson, known and designated as being lot fourteen (14) range B, with all the buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

A strip of land of irregular form and situated in the municipality of the township of Dubuisson as yet non-organized and taken from lot 14 range B of the official cadaster of the township of Dubuisson, regitration division of Abitibi East.

Tl is strip of land measures a medium length of 882 feet by a width of 18 feet in its east line and 20 feet in its west line; being bounded on the northeast by the old road on the east by lot 15, on the southwest by the residue of lot 14 and on the west by lot 13.

This strip of land contains an area of 16,758 square feet equal to three thousand eight hundred and forty-seven ten thousandths of acres more or less. Area 16,758 square feet or 0.3847 acre.

To withdraw from this lot:

A certain part of land situated in the Province of Quebec on the west part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Dubuisson, under No. fourteen (Pt. W. 14) range B, measuring the said part of land two hundred and eight feet (208′) in width, from east to west, by two thousand one hundred and forty-five feet (2145′) in length in its westerly line and one thousand nine hundred and eighty feet (1980′) in its easterly line, bounded as follows: on the north, in front, by the Malartic-Val d'Or Road, on the east, by a line parallel to the westerly line of the said lot, passing at two hundred and eight feet from the latter, on the south, by a straight line being the extension of the dividing line of ranges eight and nine of the said township of Dubuisson, and on the west, by lot number thirteen of the same range, the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. (Sale to Director of Veterans' Land).

To be sold at the parochial church door of Dubuisson, TUESDAY, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, standard time.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, January 5, 1961.

56251-2-2

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de l'Échiquier du Canada, N° 128,992. } DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU et amendements: et DANS L'AFFAIRE DE DONATIEN LAVALLÉE, de la ville de Malartic, province de Québec, négociant.

Avis de vente

Un certain emplacement situé en la ville de Malartic, connu comme étant le lot numéro 171

Province of Quebec
District of Abitibi

The Exchequer Court of Canada, No. 128,992. } IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments: and IN THE MATTER OF DONATIEN LAVALLÉE, of the town of Malartic, Province of Quebec, tradesman.

Notice of sale

A certain emplacement situated in the town of Malartic, known as being lot number 171 of

de la subdivision du bloc trois (3) canton Fournière.

Faisant partie du bloc N° 3 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-est par le N° 177 (une ruelle) vers le sud-ouest par le N° 225 (une rue) vers le sud-est par le N° 170, vers le nord-ouest par le N° 172, mesurant une largeur de cinquante pieds sur une profondeur de cent pieds, comprenant une superficie cinq mille pieds carrés, mesure anglaise (5000).

Un certain emplacement situé dans la ville de Malartic connu comme étant le lot numéro 170 de la subdivision du bloc trois (3) canton Fournière.

Faisant partie du bloc N° 3 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-est par le N° 177 (une ruelle) vers le sud-ouest par le No 225 (une rue), vers le sud-est par une partie du bloc N° 3 de l'arpentage primitif, vers le nord-ouest par le N° 171, mesurant une largeur de cinquante pieds sur une profondeur de cent pieds, comprenant une superficie de cinq mille pieds carrés, mesure anglaise (5000).

Un certain emplacement situé dans la ville de Malartic connu comme étant le lot numéro 63 de la subdivision du bloc seize (16) canton Fournière.

Borné au nord par le N° 16-64, à l'est par le N° 16-66 (une ruelle) au sud par le N° 16-62, à l'ouest par le N° 16-150 (rue Royale) mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, contenant en superficie cinq mille pieds carrés, mesure anglaise (5000).

Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-dessus construits.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Malartic JEUDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DIX heures (10) de l'avant-midi, heure normale.

Le Shérif,
J.-A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, le 5 janvier 1961.

56252-2-2-o

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour de l'Échiquier du Canada, N° 128,992.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements; et DANS L'AFFAIRE DE DONATIEN LAVALLÉE, de la ville de Malartic, province de Québec, négociant.

Avis de vente

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 257 de la subdivision du lot originaire numéro 34 (34-257 pties).

Le lot 34-257 se décrit comme suit: de figure irrégulière borné vers le nord par le lot 34-403, une rue, vers l'est par le lot 34-258, vers le sud et l'ouest par le lot 34-405 une rue (boulevard) mesurant soixante-treize pieds et quatre-vingt-dix centièmes dans sa limite nord, quatre-vingt-douze pieds et trente-six centièmes (92.36′) dans sa limite est, cent dix pieds et vingt centièmes (110.20′) dans sa limite sud-ouest; les coins nord-ouest dudit lot est limité par un arc de cercle de dix pieds de rayon: la tangente correspondante aurait vingt-cinq pieds et quarante-quatre centièmes (25.44′) de longueur: les présentes dimensions diffèrent quelque peu du cadastre qui seront bientôt corrigées par un travail qui est présentement en cours. À distraire cependant dudit lot une parcelle de terrain de vingt-neuf pieds (29′) de largeur et cinquante-deux pieds et soixante-six centièmes (52.66′) de longueur située parallèlement aux limites nord et

the subdivision of block three (3) township of Fournière.

Being part of block No. 3 of the primitive survey, bounded towards the north-east by No. 177 (a lane) towards the south-west by No. 225 (a street) towards the south east by No. 170, towards the north west by No. 172, measuring a width of fifty feet by a depth of one hundred feet, containing an area of five thousands square feet, English measure (5000).

A certain emplacement situated in the town of Malartic known as being lot number 170 of the subdivision of block three (3) township of Fournière.

Being part of bloc No. 3 of the primitive survey, bounded towards the north-east by No. 177 (a lane) towards the south-west by No. 225 (a street) towards the south-east by a part of block No. 3 of the primitive survey, towards the north-west by No. 171 measuring a width of fifty feet by a depth of one hundred feet, containing an area of five thousand square feet, English measure (5000).

A certain emplacement situated in the town of Malartic known as being lot number 63 of the subdivision of block sixteen (16) township of Fournière.

Bounded on the north by No. 16-64, on the east, by No. 16-66 (a lane) on the south by No. 16-62, on the west, by No. 16-150 (Royale Street) measuring fifty feet, in front by one hundred feet in depth, containing in area five thousand square feet (English measure (5000).

The whole with buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Malartic, THURSDAY, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock (10) in the forenoon, standard time.

J.-A. GAUTHIER.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, January 5, 1961.

56252-2-2

Province of Quebec — District of Abitibi

The Exchequer Court of Canada, No. 128,992.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments and IN THE MATTER OF DONATIEN LAVALLÉE, of the town of Malartic, Province of Quebec, tradesman.

Notice of sale

The immoveable known and designated as being lot number 257 of the subdivision of the original lot number 34 (34-257 pts.)

Lot 34-257 is described as follows: or irregular figure bounded on the north by lot 34-403, a street, on the east, by lot 34-258, on the south and on the west by lot 34-405 a street (boulevard) measuring seventy-three feet and ninety-one/ hundreths in its northerly limit, ninety-two feet and thirty-six one/hundreths (92.36′)in its easterly limit, one hundred and ten feet and twenty one/ hundreths (110.20′) in its southwesterly limit; the northwesterly corners of the said lot is limited by the arc of a circle with a ten-feet radius: the corresponding tangent would have twenty-five feet and forty-four one/ hundreths (25.44′) in length: the present dimensions differ somewhat from the cadaster which shall soon be corrected by work presently underway. To withdraw, however, from the said lot a parcel of land of twenty-nine (29′) feet in width and fifty-two feet and sixty-six one/ hundreths (52.66′) in length, situated on the parallel limits

est du lot 34-257 et dont le coin nord-est est situé sur la limite nord du lot 34-257 et à deux pieds et quarante-deux centièmes (2.42′) du coin nord-est du lot 34-257.

Une partie du lot 258 de la subdivision du lot originaire 34 (34-258).

Étant une partie du lot 24-258, de forme irrégulière borné vers le nord par ce qui reste du lot 34-258, vers l'est par le lot 34-259, vers le sud et sud-ouest par le lot 34-405 une rue (boulevard) vers l'ouest par le lot 34,257. La présente partie du lot 34-258 comprend la partie sud du lot 34-258 et sera limitée dans sa ligne nord par une ligne devant être tracée de façon à ce qu'il reste un espace de sept pieds de largeur entre l'arrière de la bâtisse, étant connu aujourd'hui comme l'emplacement de la Commission des liqueurs, et la partie du lot 34,258 présentement vendue à monsieur Lavallée. La présente partie décrite du lot 34-258 et vendue à monsieur Lavallée aura donc les dimensions suivantes: cinquante pieds (50′) dans sa limite nord; soixante-sept pieds et dix-sept centièmes (67.17′) plus au moins dans sa limite est: soixante-huit pieds et vingt-sept centièmes (68.27′) dans sa limite sud-ouest; vingt pieds et soixante-huit centièmes (20.68′) plus ou moins dans sa limite ouest. Les présentes dimensions sont calculé d'après les dimensions du lot 34-258 montré au plan ci-annexée et diffèrent quelque peu des dimensions officielles.

Ces dimensions de la partie du lot 34-257 et 258 sont vendues à monsieur Lavallée sont tirées d'une description technique préparée par monsieur Victorien Sylvestre, A.G., de Bourlamaque, en date du 23 septembre 1954, dont une copie est demeurée ci-annexée après avoir été signée pour identification *ne varetur* par les parties à cet acte en présence du notaire soussigné, est demeurée également ci-annexé après avoir été pareillement identifié une copie de plan préparé par M. Sylvestre, le 25 septembre 1954.

Par la partie de terrain limitée par une ligne bleue concerné le terrain qui fait l'objet de la présente vente. Avec les bâtisses construites, sur les parties des lots 34-257 et 34-258 ci-dessus décrites, comme vendues à monsieur Lavallée, circonstances et dépendances. Sans exception ni réserve.

Un emplacement situé à Val d'Or faisant parti du lot de terre connu comme étant le lot numéro 257 de la subdivision du lot originaire du numéro 34.

Un emplacement situé à Val d'Or, faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro 257 de la subdivision du lot originaire N° 34, aux plan et livres de renvoi officiels pour le Canton Bourlamaque, mesurant vingt-neuf (29) pieds de largeur et cinquante-deux et soixante-six centièmes (52.66′) de longueur et situé parallèlement aux limites nord et est dudit lot 34-257 et dont le coin nord-est est situé sur la limite nord du lot 34-257 et à deux pieds et quarante-deux centièmes du coin nord-est du lot 34-257, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

La partie ouest d'un lot de terrain situé à Val d'Or, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro 14 (14-2).

La partie ouest d'un lot de terrain situé à Val d'Or, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision du lot originaire quatorze (14-2) aux plan et livre de renvoi officiels du

north and east of lot 34-257 and of which the northeast corner is situated on the northerly limit of lot 34-257 and at two feet and at two feet and forty-two one/hundreths (2.42′) of the northeasterly corner of lot 34-257.

A part of lot 258 of the subdivision of original lot 34 (34-258).

Being a part of lot 24-258, of irregular form, bounded on the north by that which remains of lot 34-258, on the east, by lot 34-259, on the south and on the southwest by lot 34-405 a street (boulevard) on the west, by lot 34,257. The present part of lot 34-258 comprises the southerly part of lot 34-258 and shall be limited in its northerly line by a line which is to be traced so that there remains a space of seven feet in width between the rear of the building, being today known as the emplacement of the Liquor Commission, and of part of lot 34,258, presently sold to Mr. Lavallée. The present part of lot 34-258 and sold to Mr. Lavallée will then have the following dimensions: fifty feet (50′) in its northerly limit; sixty-seven feet and seventeen one/hundreths (67.17′) more or less in its easterly limit: seventy-eight feet and twenty-seven one/hundreths (68.27′) in its southwest limit; twenty feet and sixty-eight one/hundreths (20.68′) more or less in its westerly limit. The present dimensions are calculated from the dimensions of lot 34-258 shown on the plan hereto annexed and differs somewhat from the official dimensions.

These dimensions of the part of lot 34-257 and 258 sold to Mr. Lavallée are drawn from a technical description prepared by Mr. Victorien Sylvestre, surveyor, of Bourlamaque, dated September 23, 1954, of which a copy has remained annexed after having been signed for identification *ne varetur* by the parties to this deed in the presence of the undersigned notary, has also remained hereto annexed after having been identified as well a copy of the plan prepared by Mr. Sylvestre, on September 25, 1954.

By the part of land limited by a blue line concerning the land which forms the object of the present sale. With the buildings thereon erected, on the parts of lots 34-257 and 34-258 here above described, as sold to Mr. Lavallée, circumstances and dependencies. Without exception nor reserve.

An emplacement situated at Val d'Or forming part of lot of land known as being lot number 257 of the subdivision of the original lot number 34.

An emplacement situated at Val d'Or, forming part of lot of land known and designated as being lot number 257 of the subdivision of original lot No. 34, on the official plan and book of reference for the township of Bourlamaque, measuring twenty-nine (29) feet in width and fifty-two and sixty-six one/hundreths (52.66′) feet in length and situated in parallel with the northerly and easterly limits of the said lot 34-257 and of which the northeast corner is situated on the northerly limit of lot 34-257 and at two feet and forty-two one/hundreths of the northeast corner of lot 34-257, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, without exception nor reserve.

The west part of a lot of land situated at Val d'Or, known and assignated under number two of the subdivision of the original lot number 14 (14-2).

The west part of a lot of land situated at Val d'Or, known and designated under number two of the subdivision of the original lot number fourteen (14-2) of the official plan and book of

canton de Bourlamaque, ladite partie mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par cent dix (110) pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée comme suit: Au nord, par une rue numéro 14-86, du côté est, par le résidu dudit lot N° 14-2, du côté ouest par le lot No 14-3, du côté sud, par le terrain numéro 14-42.

Le lot de terrain situé à Val d'Or, connu et désigné comme étant le lot numéro trois de la subdivision du lot originaire numéro quatorze (14-3) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bourlamaque, avec la bâtisse érigée sur ledit emplacement, circonstances et dépendances.

Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur de Val d'Or, MARDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure normale.

Le Shérif,
J.-A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, le 5 janvier 1961.

56253-2-2-o

reference for the township of Bourlamaque, measuring the said part twenty-five (25) feet in width by one hundred and ten (110) feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: on the north, by street number 14-86, on the east side by the residue of said lot No. 14-2, on the west side by lot number 14-3, on the south side by land number 14-42.

The lot of land situated at Val d'Or, known and designated as being lot number three of the subdivision of the original lot number fourteen (14-3) on the official plan and book of reference for the township of Bourlamaque, with the building erected on said emplacement circumstance and dependencies.

The whole with buildings, circumstances and dependencies erected.

To be sold at the door of the parish church of St-Sauveur de Val d'Or, TUESDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock (10) in the forenoon, regular time.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, January 5, 1961.

56253-2-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 14958. { DAME ALBINA CHENNETTE, ménagère, d'Upton, district de St-Hyacinthe, veuve de Pierre Bienvenue, en son vivant du même lieu, demanderesse; *vs* DAME ÉVA BOISVERT, défenderesse et Me PAUL H. MOISAN, notaire de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, curateur au délaissement.

« Un lot ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Grantham, comté de Drummond, comme étant la partie nord-est de la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit du lot numéro cent quarante-neuf mesurant cinquante pieds de profondeur, situé à l'angle de la rue St-Damase, et de la seizième avenue, paroisse de St-Jean-Baptiste, avec toutes les bâtisses y dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste de Drummondville, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 3 janvier 1961.

56238-2-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 14958. { DAME ALBINA CHENNETTE, housewife, of Upton, district of St. Hyacinthe, widow of Pierre Bienvenue, in his lifetime of the same place, plaintiff; *vs* DAME ÉVA BOISVERT, defendant, and Me PAUL H. MOISAN, notary of the city of Drummondville, district of Arthabaska, curator to the surrender.

"A lot or emplacement known and designated in the official plan and book of reference for the township of Grantham, county of Drummond, as being the northeast part of the subdivision number three hundred and ninety-eight of lot number one hundred and forty-nine, measuring fifty feet in depth, situated at the corner of St-Damase and sixteenth avenue, in the parish of St-Jean-Baptiste, with all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Jean-Baptiste de Drummondville, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, January 3, 1961.

56238-2-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 9808. { ROSARIO LAJOIE, bourgeois, résidant et domicilié au No 202 de la rue Dufferin, en la cité de Granby, district de Bedford, demandeur, *vs* GÉRARD COUTURE, commerçant, résidant et domicilié au No civique 29 de la rue Denison, en la cité de Granby, district de Bedford, tant personnellement qu'en ses qualités de tuteur à son frère mineur Yvon Couture, issu du mariage de Joseph Arthur Couture, et de Marie Hermina Belval, tous deux décédés, et ANDRÉ COUTURE, journalier,

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 9808. { ROSARIO LAJOIE, gentleman, residing and domiciled at No. 202 Dufferin Street, in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff, *vs* GÉRARD COUTURE, tradesman, residing and domiciled at civic No. 29, Denison Street, in the city of Granby, district of Bedford, as much personally as in his quality as tutor to his minor brother, Yvon Couture, from the marriage of Joseph Arthur Couture, and of Marie Hermina Belval, both deceased, and ANDRÉ COUTURE, laborer, residing and do-

résidant et domicilié au No 29 de la rue Denison, en la cité de Granby, district de Bedford, défendeurs.

« Un certain terrain sis et situé sur le côté nord-est, de la rue Denison, en la cité de Granby, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du canton, maintenant cité de Granby, comme étant le lot sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent neuf (609-7) avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison à deux (2) étages, à un seul logement portant le numéro civique, 29 rue Denison, Granby. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le NEUVIÈME jour de MARS 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, Qué.,
ce 30 janvier 1961.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.
56508-5-2-o

miciled at No. 29 Denison Street, in the city of Granby, district of Bedford, defendants.

"A certain lot of land situated on the north-east side of Denison Street, in the city of Granby, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township, presently city of Granby, as being lot seven of the official subdivision of the original lot number six hundred and nine (609-7) with all the buildings thereon erected and particularly a two storey house (2), one enement, bearing civic number 29 Denison Street, Granby."

To be sold at the parochial church door of Ste-Famille de Granby, in the county of Shefford, district of Bedford, on the NINTH day of MARCH, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que.,
January 30, 1961.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.
56508-5-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 9705. NEDAN CONCRETE LTD., corps politique dûment incorporé et ayant sa principale place d'affaires à Ottawa, province d'Ontario, numéro 279 rue Arlington, demanderesse, *vs* HERBERT KEITH STEPHENS, autrefois domicilié à 28 Lakeview Drive, Hull-Sud, district de Hull et maintenant de Kingston, province d'Ontario, défendeur.

« Le lot numéro seize-A-un-trois-un (16-A-1-3-1) du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hull, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Médard, à Deschesnes, district de Hull, le DIXIÈME jour de MARS 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 24 janvier 1961.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
56495-5-2-o

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8666. MARIE-PAULE BEAULIEU, veuve non remariée de Guy Allaire, marchande publique, domiciliée à Notre-Dame du Laus, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de « JOSEPH ALLAIRE ENRG. », demanderesse, *vs* RÉAL LAROCQUE, de Masson dit district, défendeur.

« Un lopin de terre connu et désigné comme étant partie du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro treize-A, du deuxième rang du cadastre officiel du canton de Buckingham (Ptie. 13-a-1, rg. 2) mesurant 60 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée au sud par le chemin public, au nord et à l'ouest par partie du même lot, propriété de Fidèle Aldège Larose ou représentants, et à l'est par la propriété de Allan Cook ou représentants, avec bâtisses.

À distraire toutefois la partie vendue par ledit Réal Larocque, à la Corporation du village de Masson, suivant vente sous seing privé du 9 décembre 1957, enregistré le 11 décembre 1957, numéro 81769, ladite lisière ainsi vendue à la

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 9705. NEDAN CONCRETE LTD., a body politic duly incorporated and having its head office at Ottawa, Province of Ontario, number 279 Arlington Street, plaintiff, *vs* HERBERT KEITH STEPHENS, heretofore domiciled at 28 Lakeview Drive, Hull-South, district of Hull and presently of Kingston, Province of Ontario, defendant.

"Lot number sixteen-A-one-three-one (16-A-1-3-1) of the first range, on the official plan and in the book of reference for the township of Hull, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Médard, at Deschesnes, district of Hull, on the TENTH day of MARCH, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, this 24th of January, 1961.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
56495-5-2

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8666. MARIE-PAULE BEAULIEU, unremarried widow of Guy Allaire, public merchant, domiciled at Notre-Dame du Laus, district of Hull, and carrying on business there under the style and name of "JOSEPH ALLAIRE ENRG.", plaintiff, *vs* RÉAL LAROCQUE, of Masson said district, defendant.

"A strip of land known and designated as being part of lot number one of the official subdivision of lot number thirteen-A, of the second range of the official cadaster of the township of Buckingham, (Pt. 13-a-1, range 2) measuring 60 feet in width by 100 feet in depth, English measure, more or less; bounded on the south by the public road, on the north and on the west by part of the same lot, property of Fidèle Aldège Larose or representatives, and on the east by the property of Allan Cook or representatives, with buildings.

To withdraw, however, that part sold by the said Réal Larocque, to the Corporation of the Village of Masson, according to sale under private seal of December 9, 1957, registered on December 11, 1957, number 81769, the said strip thus

Corporation, mesurant 7.8" de profondeur dans sa ligne sud, mais telle profondeur n'étant que de 3.4" dans sa ligne nord, par une largeur de 60 pieds, formant 400.9 pi. ca. en superficie ».

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame des Neiges, à Masson, district de Hull, le ONZIÈME jour de MARS 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 24 janvier 1961. 56496-5-2-o

sold to the Corporation, measuring 7.8" in depth in its southerly line, but such depth being but 3.4" within the north line, by a width of 60 feet, forming 400.9 square feet in area".

To be sold at the church door of Notre-Dame des Neiges, at Masson, district of Hull, on the ELEVENTH day of MARCH, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, this 24th day of January, 1961. 56496-5-2

JOLIETTE

Province de Québec — District de Joliette

Cour Supérieure, N° 15 726. { LUDGER CHARBONNEAU, rentier, domicilié et demeurant à Saint-Félix de Valois, district de Joliette, demandeur *contre* LUCIEN COUTU, demeurant à Saint-Félix de Valois, district de Joliette, défendeur.

1° « Un terrain faisant partie du lot numéro trois cent soixante-deux (P. 362) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Félix de Valois, et borné comme suit: vers le sud par la partie dudit N° 362 vendue par M. Georges Dalcourt à la corporation municipale du village de Saint-Félix de Valois, et par la partie dudit lot N° 362 mesure en tout quatre arpents et demi, vers le nord par la partie du susdit lot N° 362 appartenant à Joseph Lareault Limitée, où ledit terrain mesure aussi quatre arpents et demi, vers le sud-ouest par le N° 383 et vers le nord-est, par le lot N° 360.

2° « Un terrain faisant partie du lot numéro trois cent soixante-trois (P. 363) auxdits plan et livre de renvoi officiels, et borné comme suit: en avant vers le sud par l'emplacement de M. Eugène Thibault (P. 363) où il mesure quatre cent quarante-cinq pieds; de là par l'emplacement de M. Fortunat Champagne (P. 363) où il mesure cinquante pieds, de là par l'ancien chemin jusqu'au numéro trois cent soixante-deux, vers le nord-est par ledit N° 362, vers le sud-ouest par une partie de l'emplacement de Dame Anna Brunelle, veuve d'Henri Dalcourt, fils, où il mesure cent trente pieds et vers le nord-ouest, par la partie dudit N° 363 appartenant à Jos Lareault Limitée, à l'endroit déterminé par une clôture, avec maison et deux garages privés.

À distraire de l'immeuble en second lieu décrit:

a) Un emplacement vendu par Dame Philomène Généreux, veuve d'Henri Dalcourt, père, à Lucien Parent, suivant acte devant Mtre J.-H. Lavallée, le 21 août 1948, et enregistré au bureau d'enrégistrement de Joliette, sous le N° 83571 et appartenant à J. Edmond Desmeules.

b) Un emplacement vendu par ladite Philomène Généreux audit J. Edmond Desmeules suivant acte devant Mtre J.-H. Lavallée, notaire, le 30 décembre 1950, enregistré sous le N° 88947. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Valois, le JEUDI, SEIZIÈME jour du mois de FÉVRIER de l'année 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Roland Perrault.

Bureau du Shérif,
Joliette, 5 janvier 1961. 56241-2-2-o

JOLIETTE

Province of Quebec — District of Joliette

Superior Court, No. 15 726. { LUDGER CHARBONNEAU, annuitant, domiciled and residing at Saint-Félix de Valois, district of Joliette, plaintiff *against* LUCIEN COUTU, residing at Saint-Félix de Valois, district of Joliette, defendant.

1. "A lot of land forming part of lot number three hundred and sixty-two (P. 362) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Félix de Valois, and bounded as follows: on the south by that part of the said No. 362 sold by Mr. Georges Dalcourt to the municipal corporation of the village of Saint-Félix de Valois, and by the part of said lot No. 362 measuring in all four arpents and one/half, on the north by the part of the said lot No. 362 belonging to Joseph Lareault Limitée, where the said lot of land measures also four and one/half arpents, on the southwest by the No. 383 and on the northeast, by lot No. 360.

2. "A lot of land forming part of lot number three hundred and sixty-three (P. 363) on the said official plan and in the book of reference, and bounded as follows: in front on the south by the emplacement of Mr. Eugène Thibault (P. 363) where it measures four hundred and forty-five feet, thence by the emplacement of Mr. Fortunat Champagne (P. 363) where it measures fifty feet, thence, by the old road to number three hundred and sixty-two, on the northeast by lot No. 362, on the southwest by a part of the emplacement of Dame Anna Brunelle, widow of Henri Dalcourt, son, where it measures one hundred and thirty feet and on the northwest, by the part of the said No. 363 belonging to Jos. Lareault Limitée, at the place determined by a fence, with house and two privage garages.

To withdraw from the immoveable described in the second place:

a) An emplacement sold by Dame Philomène Généreux, widow of Henri Dalcourt, father, to Lucien Parent, according to deed before Mtre J.-H. Lavallée, on August 21, 1948, and registered at the registry office of Joliette, under No. 83571 and belonging to J. Edmond Desmeules.

b) An emplacement sold by the said Philomène Généreux to the said J. Edmond Desmeules according to deed before Mtrs J.-H. Lavallée, on December 30, 1950, registered under N°. 88947."

To be sold at the parochial church door of Saint-Félix de Valois, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of FEBRURAY of the year 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Roland Perrault,
Sheriff of Joliette.

Sheriff's Office,
Joliette, January 5, 1961. 56241-2-2

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, N° 103-727. { ROLAND PICARD, opérateur, 554, rue Bagot, Québec, demandeur, *contre*

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 103-727. { ROLAND PICARD, operator, 554 Bagot St., Quebec, plaintiff, *versus* OLIER

OLIER BERTRAND, de Saint-Donat, comté de Montcalm, défendeur.

« Un emplacement situé à Saint-Donat, dans le troisième rang du canton Luccier, figurant au cadre officiel du canton Lussier sous le numéro cinquante-six de la re-subdivision du lot un de la subdivision du lot originaire numéro trente (30-1-56). Cet errain mesure soixante pieds (60′) de largeur sur cent dix pieds (110′) de profondeur, mesure anglaise, et a une superficie de six mille cinq cent cinquante-deux pieds carrés (6,552 P.C.) mesure anglaise. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Donat, comté de Montcalm, le VENDREDI, DIX-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER de l'année 1961, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 10 janvier 1961. 56285-2-2-o

BERTRAND, of Saint-Donat, county of Montcalm, defendant.

"An emplacement at Saint-Donat, on the third range of the township of Lussier, known in the official cadaster of the township of Lussier under the number fifty-six of the re-subdivision of lot one of the subdivision of original lot number thirty (30-1-56). This land measures sixty feet (60′) in width by one hundred and ten feet (110′) in depth, English measure, and has an area of six thousand five hundred and fifty-two square feet (6,552 sq. ft.) English measure.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Donat, county of Montcalm, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of the month of FEBRUARY in the year 1961, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, January 10, 1961. 56285-2-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 4155. ROBERT BOMBENON, demandeur, *vs* ÉDOUARD DIONNE, défendeur.

« Un terrain ou emplacement mesurant le long du chemin de front entre les rangs cinq et six une largeur de cinquante pieds, par une profondeur de cent pieds, ledit terrain borné au sud-ouest au chemin de front, au nord-ouest à une rue, au nord-est et au sud-est à Omer Casistat; lequel terrain fait partie du lot numéro soixante-trois (63 ptie) du cadastre officiel du canton Estcourt, dans le sixième rang, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, le VINGT et UNIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
le 3 janvier 1961. 56242-2-2-o

[Première insertion le 14 janvier 1961]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 4155. ROBERT BOMBENON, plaintiff, *vs* ÉDOUARD DIONNE, defendant.

"A terrain or emplacement measuring, along the road in front between ranges five and six, fifty feet in width, by one hundred feet in depth; said terrain bounded on the southwest by the road in front, on the northwest by a street, on the northeast and on the southeast by the land of Omer Casistat; which land forms a part of lot number sixty-three (P. 63) in the official cadaster of the township of Estcourt, on the sixty range, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Rivière-Bleue, county of Temiscouata, on the TWENTY-FIRST day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
January 3, 1961. 56242-2-2

[First insertion: January 14, 1961]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 513 764. CANADIAN ASBESTOS COMPANY, demanderesse, *vs* PHILIPPE VALLIÈRES, faisant affaires seul sous la raison sociale de « Valley Insulation Enrg. », défendeur.

« Un lot de terre désigné sous le numéro quatre-cent quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du lot originaire quatre-vingt-onze (91-491) borné vers le nord-ouest par le lot numéro 91-475, (rue) vers le nord-est par le lot numéro 91-492, vers le sud-est par le lot numéro 92-424, vers le sud-ouest par le lot numéro 491-490, mesurant en largeur trente et un pieds (31) en profondeur dans la ligne nord-est trente-neuf pieds et neuf pouces (39′9″) dans la ligne sud-ouestt rente-neuf pieds et huit pouces (39′8″) et contenant en superficie douze cent trente-deux pieds (1232) mesure anglaise.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 513 764. CANADIAN ASBESTOS COMPANY, plaintiff, *vs* PHILIPPE VALLIÈRES, carrying on business alone under the style of "Valley Insulation Enrg.", defendant.

"A lot of land designated under number four hundred and ninety-one of the official subdivision of the original lot ninety-one (91-491) bounded on the northwest by lot number 91-475, (street) on the northeast by lot number 91-492, on the southeast by lot number 92-424, on the southwest by lot number 491-490, measuring in width thirty-one feet (31) in depth in the northeast line thirty-nine feet and nine inches (39′9″) in the southwest line thirty-nine feet and eight inches (39′8″) and containing in area twelve hundred and thirty-two feet (1232) English measure.

« Un lot de terre désigné sous le numéro quatre-cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot originaire quatre-vingt-onze (91-492) borné vers le nord-ouest par le lot numéro 91-475 (rue), vers le nord-est par le lot numéro 91-493, vers le sud-est par le lot numéro 92-425, vers le sud-ouest par le lot numéro 91-491; mesurant en largeur trente et un pieds (31) en profondeur dans la ligne nord-est trente-neuf pieds et onze pouces (39'11") dans la ligne sud-ouest trente-neuf pieds et neuf pouces (39'9") et contenant en superficie douze cent trente-six pieds (1236) mesure anglaise.

« Un lot de terre désigné sous le numéro quatre cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-424), borné vers le nord-ouest par le lot numéro 91-491, vers le nord-est par le lot numéro 92-425, vers le sud-est par le lot numéro 92-440, vers le sud-ouest par le lot numéro 92-423, mesurant en largeur trente et un pieds (31) en profondeur dans la ligne nord-est quarante-trois pieds et trois pouces (43'3") dans la ligne sud-ouest quarante-trois pieds et quatre pouces (43'4") contenant en superficie treize cent quarante et un pieds (1341) mesure anglaise.

« Un lot de terre désigné sous le numéro quatre cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-425) borné vers le nord-ouest par le lot numéro 91-492, vers le nord-est par le lot numéro 92-426, vers le sud-est par le lot numéro 92-439, vers le sud-ouest par le lot numéro 92-424, mesurant en largeur trente et un pieds (31) en profondeur dans la ligne nord-est quarante-trois pieds et un pouce (43'1") dans la ligne sud-ouest quarante-trois pieds et trois pouces (43'3") contenant en superficie treize cent trente-sept pieds (1337) mesure anglaise.»

Tous ces lots étant du cadastre de la Paroisse de St-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, dans la paroisse de Sacré-Coeur de Ville de Jacques-Cartier.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents, servitudes y attachées, et les constructions dessus érigées.

Au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, pour être vendus le SEIZIÈME jour du mois de FÉVRIER 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, le 10 janvier 1961. 56286-2-2-o

"A lot of land designated under number four hundred and ninety-two of the subdivision of the original lot ninety-one (91-492) bounded on the northwest by lot number 91-475 (street), on the northeast by lot number 91-493, on the southeast by lot number 92-425, on the southwest by lot number 91-491; measuring in width thirty-one (31) feet in depth in the northeast line thirty-nine feet and eleven inches (39'11") in the southwest line thirty-nine feet and nine inches (39'9") and containing in area twelve hundred and thirty-six feet (1236) English measure.

"A lot of land designated under the number four hundred and twenty-four of the subdivision of the original lot number ninety-two (92-424) bounded on the northwest by lot number 91-491, on the northeast by lot number 92-425, on the southeast by lot number 92-440, on the southwest, by lot number 92-423, measuring in width thirty-one feet (31) in depth in the northeast line forty-three feet and three inches (43'3") in the south-west line forty-three feet and four inches (43'4") containing in area thirteen hundred and forty-one feet (1341) English measure.

"A lot of land designated under number four hundred and twenty-five of the subdivision of the original lot number ninety-two (92-425) bounded on the northwest by lot number 91-492, on the northeast by lot number 92-426, on the southeast by lot number 92-439, on the southwest by lot number 92-424, measuring in width thirty-one feet (31) in depth in the northeast line forty-three feet and one inch (43'1") in the southwest line forty-three feet and three inches (43'3") containing an area of thirteen hundred and thirty-seven (1337) feet English measure".

All these lots being from the cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil, county of Chambly, in the parish of Sacré-Coeur of the town of Jacques-Cartier.

As the whole is to be found presently with all rights thereto inherent, servitudes attached and the constructions thereon erected.

At the Registration Office of the county of Chambly, at Longueuil, to be sold on the SIXTEENTH day of the month of FEBRUARY 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, January 10, 1961. 56286-2-2

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 15-277. MAGASIN DES CULTIVATEURS LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur, *vs* M. LUCIEN ROBERGE, de Manseau, comté et district de Nicolet, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de St-Joseph de Blandford, de la contenance de six arpents de largeur plus ou moins sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public passant dans le dixième rang de Lévrard, jusqu'au huitième rang de Lévrard, soit trente-sept arpents, et connue et désignée sous les lots numéros huit cent trois (803) huit cent quatre (804) et comme étant la

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15-277. MAGASIN DES CULTIVATEURS LTÉE, body legally constituted having its head office in Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff, *vs* Mr. LUCIEN ROBERGE, of Manseau, county and district of Nicolet, defendant.

"A farm situated in the parish of St. Joseph of Blandford, measuring six arpents in width more or less by the depth from the public road passing over the tenth range of Lévrard, as far as the eighth range of Lévrard, that is, thirty-seven arpents, and known and designated under the lot numbers eight hundred and three (803), eight hundred and four (804) and as being the north-

partie nord-ouest, située au nord-ouest dudit chemin public de chacun des lots numéros huit cent soixante-trois (P.N.O. 863) et huit cent soixante-quatre (P.N.O. 864) aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet (Div. N° 1) pour la paroisse de St-Pierre-les-Becquets, comprenant partie de celle de St-Joseph de Blandford, et bornée en front au sud-est par ledit chemin public passant dans le dixième rang, en profondeur au nord-ouest par le huitième rang, d'un côté au sud-ouest par le terrain de Armand et Euclide Blanchette et de l'autre côté au nord-est par celui de Lionel Lemay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Manseau, comté de Nicolet, le HUITIÈME jour de MARS (1961) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTONIO BLONDIN.

Bureau du Shérif,
Nicolet, 28 janvier 1961.
56509-5-2-o

west part, situated to the north-west of said public road of each of the lots number eight hundred and sixty-three (N.W.P. 863) and eight hundred and sixty-four (N.W.P. 864) in the official plan and book of reference of the county of Nicolet (Div. No. I) in the parish of St-Pierre-les-Becquets, comprising part of that of St. Joseph of Blandford, and bounded in front on the south-east by said public road passing over the tenth range, in depth on the north-west by the eighth range, on one side on the south-west by the land of Armand and Euclide Blanchette and on the other side on the north-east by that of Lionel Lemay, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the parochial church of Manseau, county of Nicolet, on the EIGHTH day of MARCH (1961), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, January 28, 1961.
56509-5-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 15-331.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* ISIDORE BOISVERT, cultivateur, domicilié à St-David, comté d'Yamaska, défendeur.

1° « Une terre située en la paroisse de St-David, concession Vivian, de la contenance de cinq arpents, huit perches et neuf pieds de largeur par seize arpents de profondeur; connue et désignée au cadastre officiel d'enregistrement pour ladite paroisse de St-David comme étant les lots numéros huit cent quarante et un et huit cent quarante-deux (841 et 842);

2° « Une autre terre en les mêmes paroisses concession, de quatre arpents et demi de largeur par treize arpents de profondeur, plus ou moins; connue et désignée au susdit cadastre officiel pour ladite paroisse de St-David comme étant les numéros huit cent quarante-cinq et huit cent quarante-six (845 et 846);

3° « Une autre terre en la même paroisse, concession Arthur, de un arpent et demi de largeur par treize arpents de profondeur, plus ou moins; tenant d'un côté à Albert Brouillard (J. Bte Brouillard), et de l'autre côté, ouest, à Roger Nadeau (Phi. Nadeau), en avant au chemin de front de ladite concession, et en arrière, au cordon des terres de la concession Caroline; connue et désignée au susdit cadastre d'enregistrement pour ladite paroisse de St-David comme étant la partie centre du lot numéro huit cent cinquante-huit (Ptie C. N° 858); (la partie est, de un arpent de largeur appartenant dudit Albert Brouillard, et la partie ouest de un demi arpent de largeur appartenant audit Roger Nadeau).

Avec les bâtisses sur lesdits immeubles. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-David, comté d'Yamaska, le QUINZIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 28 décembre 1960.
56243-2-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 15-331.

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ISIDORE BOISVERT, farmer, domiciled at St-David, county of Yamaska, defendant.

1. "A farm situated in the parish of St-David, Vivian concession, having an area of five arpents, eight rods and nine feet in width by sixteen arpents in depth; known and designated in the official registry cadaster for said parish of St-David as being lots number eight hundred and forty-one and eight hundred and forty-two (841 and 842);

2. "Another farm in the same parish and same concession, measuring four and one-half arpents in width by thirteen arpents in depth, more or less; known and designated in the above-mentioned official cadaster for said parish of St-David as being the numbers eight hundred and forty-five and eight hundred and forty-six (845 and 846);

3. "Another farm in the same parish, Arthur concession, measuring one and one-half arpents in width by thirteen arpents in depth, more or less; bordering on one side on the land of Albert Brouillard (J. Bte Brouillard), and on the other side, on the west, on the land of Roger Nadeau (Phi. Nadeau), in front on the road in front of said concession, and in the back, on the border of the farms on Caroline concession; known and designated in the above-mentioned registry cadaster for said parish of St-David as being the center part of lot number eight hundred and fifty-eight (C. P. No. 858); (the east part, one arpent in width belonging to the said Albert Brouillard, and the west part, one-half arpent in width belonging to the said Roger Nadeau).

"With the buildings on the said immoveables."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-David, county of Yamaska, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, December 28, 1960.
56243-2-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 25,013. { CHRISTOPHE BÉRUBÉ, marchand, domicilié dans les ville et district de Rimouski, et opérant sous la raison sociale de « Ferronnerie Bérubé Enr » demandeur *vs* OVIDE BOUCHER, contracteur, domicilié à Notre-Dame du Sacré-Coeur, dans le district de Rimouski, défendeur.

Partie du numéro trente-neuf (P. 39) au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, mesurant cent dix-huit pieds de front au nord-est et au sud-ouest sur la profondeur qu'il y a à partir de la rue projetée au nord-est et le ruisseau au sud-ouest, mesure anglaise, borné au nord-ouest par ledit Ovide Boucher à cent vingt-et-un pieds au sud-est de la route nationale, au nord-est par la rue en formation, au sud-est par Ovide Boucher et au sud-ouest par le ruisseau qui s'y trouve, ledit terrain étant connu comme étant le numéro deux du plan privé dudit Ovide Boucher, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendance, à charge d'une rente foncière de $84.00 par année à L. P. Pineault.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, le HUITIÈME jour de MARS, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 30 janvier 1961. 56510-5-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, Mont-Joli, No 6899. { HERVÉ FORTIN, marchand, du lieu appelé Price, district de Rimouski, demandeur *vs* WILFRID CORBIN, manœuvre du lieu appelé Price, district de Rimouski, défendeur.

Partie du lot No soixante-douze (P. 72) de la subdivision du lot D, rang A, canton Cabot, suivant le cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Octave de Métis, revisé pour le village de Price, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, borné au nord à Yvon Imbeault, au sud à Ls-Marie Charest, à l'est à Ls-Marie Charest et à l'ouest à la rue Saint-Charles, à charge d'une rente foncière de $18.75 par année à Ls-Marie Charest.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi de Price, le NEUVIÈME jour de MARS 1961, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 30 janvier 1961. 56511-5-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 25,013. { CHRISTOPHE BÉRUBÉ, merchant, domiciled in the town and district of Rimouski, and operating under the style of "Ferronnerie Bérubé Enr" plaintiff *vs* OVIDE BOUCHER, contractor, domiciled at Notre-Dame du Sacré-Coeur, in the district of Rimouski, defendant.

Part of number thirty-nine (Pt. 39) on the official cadaster of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, measuring one hundred and eighteen feet in front on the northeast and on the southwest on the depth there is starting from the projected street on the northeast and the brook on the southwest, English measure, bounded on the northwest by the said Ovide Boucher by one hundred and twenty-one feet on the southeast from the national highway, on the northeast by the street being formed, on the southeast by Ovide Boucher and on the southwest by the brook which is to be found there, the said land being known as number two on the private plan of the said Ovide Boucher, with the house and all other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, encumbered by a ground rent of $84.00 per year to L. P. Pineault.

To be sold at the church door of the parish church of Notre-Dame du Sacré-Coeur, on the EIGHTH day of MARCH, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, January 30, 1961. 56510-5-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, Mont-Joli, No. 6899. { HERVÉ FORTIN, merchant, of a place called Price, district of Rimouski, plaintiff *vs* WILFRID CORBIN, laborer of a place called Price, district of Rimrouski, defendant.

Part of lot No. seventy-two (Pt. 72) of the subdivision of lot D, range A, township of Cabot, according to the official cadaster for the parish of Saint-Octave de Métis, revised for the village of Price, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded on the north by Yvon Imbeault, on the south by Ls-Marie Charest, on the east by Ls-Marie Charest and on the west, by Saint-Charles Street, encumbered by a ground rent of $18.75 per year to Ls-Marie Charest.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Rémi de Price, on the NINTH day of MARCH, 1961, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, January 30, 1961. 56511-5-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 24,421. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et in-

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 24,421. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate

corporé ayant son siège social à Québec, demanderesse, *vs* FERNAND ST-PIERRE, cultivateur domicilié à Péribonka, comté de Roberval, défendeur.

Avis de vente

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux (22) du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalmas, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Péribonka, comté de Roberval, le NEUVIÈME (9) jour de MARS 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 28 janvier 1961. 56497-5-2-o
[Première insertion: samedi le 4 février 1961]

having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* FERNAND ST-PIERRE, farmer domiciled at Peribonka, county of Roberval, defendant.

Notice of sale

"The lot of land known and designated under the number twenty-two (22) on the fourth range, in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Dalmas, containing one hundred acres in area, more or less, with buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies."

To be sold at the door of the church of the parish of Peribonka, county of Roberval, on the NINTH (9) day of MARCH, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, January 28, 1961. 56497-5-2
[First insertion: Saturday, February 4, 1961]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 20,540. { LA COMPAGNIE DE LAVAL LTÉE, corps politique légalement incorporé, ayant sa place d'affaires, à 6695, Upper Lachine Road, Montréal, demanderesse; *vs* LAURÉAT GAGNON, Bon Désiré, comté de Saguenay, défendeur;

Avis de vente

« Une certaine terre pouvant mesurer un arpent et demi de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, étant et composant les lots de terre numéros trente-quatre-C et trente-quatre-C (34-C et 34-C) en haut et en bas du chemin maritime dans le rang 11 du canton des Bergeronnes, au cadastre officiel dudit canton Bergeronnes;

« Un emplacement de forme triangulaire situé en haut du chemin maritime pouvant mesurer un demi arpent de hauteur, plus ou moins, faisant partie des lots numéros trente-cinq et trente-six (pties 35 et 36) du rang 11 au susdit cadastre, borné à ses trois côtés comme suit: en avant au sud, au chemin maritime; vers le nord-ouest, à l'immeuble décrit au terrain de Édouard Gauthier, vers l'est, au lot de terre immédiatement et ci-dessus décrit, ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

« Un autre morceau de terre situé en bas du chemin maritime pouvant mesurer cinq arpents de largeur par dix arpents de profondeur, plus ou moins, étant et composant les lots de terre numéros trente-quatre-A trente-quatre-B et trente-quatre-D (34-A, 34-B, 34-D) des rangs 1 et 11 dudit cadastre des Bergeronnes;

« Un autre morceau de terre, de forme irrégulière, situé dans le rang est du canton Bergeronnes, compris dans les limites, suivantes: savoir: d'un côté au sud, au lot No 7, appartenant à Omer Gagnon, de l'autre côté, au nord, à Alex. Lessard, au bout de la profondeur, aux sinuosités d'un canal courant du nord au sud, enfin, en front, au sud, au lot No 26 étant une réserve forestière; ledit morceau de terre pouvant mesurer treize arpents et demi de largeur sur quatorze arpents de profondeur, étant et composant les parties est des lots de terre numéros huit-B, neuf-A, neuf-

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 20,540. { LA COMPAGNIE DE LAVAL LTÉE, a body politic legally incorporated, having its place of business at 6695, Upper Lachine Road, Montreal, plaintiff, *vs* LAURÉAT GAGNON, Bon Désire, county of Saguenay, defendant;

Notice of sale

"A certain farm which may measure an arpent and one/half in width by twenty-eight arpents in depth, more or less, being and composing lots of land numbers thirty-four-C and thirty-four-C (34-C and 34-C) from top to bottom of the maritime road in range 11 of the township of Bergeronnes, on the official cadaster of the said township of Bergeronnes;

"An emplacement of triangular form situated above the maritime road, which may measure a half/arpent in height, more or less, forming part of lots numbers thirty-five and thirty-six (Pts. 35 and 36) of range 11, on the above said cadaster, bounded on its three sides as follows: in front on the south, by the Maritime Road; on the northwest, by the immoveable described on the lot of Édouard Gauthier, on the east, by the lot of land immediately above described, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

"Another lot of land situated at the bottom of the maritime road which may measure five arpents in width by ten arpents in depth, more or less, being and composing lots of land numbers thirty-four-A, thirty-four-B and thirty-four-D (34-A, 34-B, 34-D) of ranges 1 and 11 of the said cadaster of the Bergeronnes;

"Another lot of land, of irregular form, situated in the east range of the township Bergeronnes, comprised within the following limits: to wit: on one side on the south, by lot No. 7, belonging to Omer Gagnon, on the other side, on the north, by Alex. Lessard, at the end of the depth, by the meanderings of a canal running from north to south, finally, in front, on the south, by lot No. 26, being a forestry reserve; the said lot of land which may measure thirteen arpents and one/half in width by fourteen arpents in depth, being and composing the east parts of lots of

B et dix (8-B, 9-A, 9-B, 10) dudit rang sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes;

« Un autre terrain faisant partie du lot numéro trente sept (ptie 37) du rang deux du canton des Bergeronnes, au cadastre officiel de ce canton, borné au sud au chemin maritime, à l'est partie au terrain de Henri Hervieux, et partie au terrain de Édouard Gauthier, au nord et à l'ouest au terrain de Albert Simard, tel qu'actuellement clôturé ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Grandes-Bergeronnes, comté de Saguenay, MARDI le SEPTIÈME jour de MARS, mil neuf cent soixante et un à DEUX heures de l'après-midi, heure de l'Atlantic.

Le Shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 31 janvier 1961. 56538-5-2-o

land numbers eight-B, nine-A, nine-B and ten (8-B, 9-A, 9-B, 10) of the said range on the official plan and in the book of reference for the township of Bergeronnes;

"Another lot of land forming part of lot number thirty-seven (Pt. 37) of range two of the township of Bergeronnes, on the official cadaster of this township, bounded on the south by the maritime road, on the east, partly by the lot of Henri Hervieux, and partly by the lot of Édouard Gauthier, on the north and on the west, by the lot of Albert Simard, as presently fenced-in."

To be sold at the parochial church door of Grandes-Bergeronnes, county of Saguenay, TUESDAY, the SEVENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-one, at TWO o'clock in the forenoon, Atlantic Time.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, January 31, 1961. 56538-5-2

SAINT-FRANÇOIS

District de Saint-François

Cour Supérieure, District de Québec, N° 105 958.

LES PRÉVOYANTS DU CANADA FONDS DE PENSION, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* LUC BOLDUC, 128 rue Webb, Asbestos, défendeur, et INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, 1320, Boulevard Graham, Montréal, et PHILIPPE ROY, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, mis-en-cause.

« Le lot N° deux cent soixante-dix de la subdivision officielle du lot primitif N° quatre-vingt (80-270) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos. Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé, Asbestos, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures p.m.

Le Député-Shérif,
J.-M. GRÉGOIRE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 7 janvier 1961. 56244-2-2-o

SAINT-FRANCIS

District of Saint-Francis

Superior Court, District of Quebec, No. 105 958.

LES PRÉVOYANTS DU CANADA FONDS DE PENSION, corporation legally constituted, having its corporate seat in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* LUC BOLDUC, 128 Webb street, Asbestos, defendant, and INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, 1320 Boulevard Graham, Montreal, and PHILIPPE ROY, in his quality of registrar for the registry division of the county of Richmond, mis-en-cause.

"Lot No. two hundred and seventy of the official subdivision of original lot No. eighty (80-270) upon the official plan and book of reference for the town of Asbestos. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Aimé, Asbestos, the SIXTEENTH day of FEBRUARY 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-M. GRÉGOIRE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this January 7th 1961. 56244-2-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 31689.

HENRI CHARBONNEAU, commerçant, domicilié à Saint-Sauveur des Monts, district de Terrebonne, Province de Québec, demandeur, *vs* LES HÉRITIERS DE FEU EDGAR GAGNON, de son vivant domicilié à Morin Heights, dans le district de terrebonne, défendeurs.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés;

1° Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-sept (P. N° 37) dans la troisième rang du canton Morin, au plan et livre de renvoi officiels dudit canton dans le comté d'Argenteuil; mesurant ledit emplacement cent cinquante pieds (150′) en front sur la

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 31689.

HENRI CHARBONNEAU, trader, domiciled at Saint-Sauveur des Monts, district of Terrebonne, province of Quebec, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF THE LATE EDGAR GAGNON, in his lifetime domiciled at Morin Heights, in the district of Terrebonne, defendants.

Notice of sale

The immoveable hereunder designated;

1. An emplacement known and designated as forming part of lot number thirty-seven (P. No. 37) in the third range of the Morin township, on the official plan and book of reference of the said township in the county of Argenteuil; the said emplacement measuring one hundred and fifty

montée ou chemin de Morin Heights et cent pieds (100′) de profondeur sur le chemin de base ou chemin Saint-Alphonse; borné au nord-ouest par le chemin Saint-Alphonse; au sud-est par le chemin de Morin Heights au nord-ouest par l'emplacement en deuxième lieu décrit et au nord-est par le résidu du lot appartenant à William Watchorn ou représentants.

À distraire toutefois de cet emplacement, un emplacement vendu par Dame Fabiola St-Jacques à Hélène St-Jacques par acte devant Me Charlemagne Lussier, notaire, le cinq mars mil neuf cent quarante et un, enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil sous le N° 53,160 cet emplacement mesurant cent douze pieds (112′) sur le chemin de Morin Heights par cent pieds (100′) de profondeur, moins une lisière de vingt-cinq pieds (25′) indiquée à un plan annexé à l'original N° 1,434 du notaire soussigné.

Avec maison dessus érigée.

2° Un emplacement situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-sept (P. N° 37) dans le troisième rang du canton Morin, aux susdits plan et livre de renvoi officiels.

Mesurant ledit emplacement dix-sept pieds (17′) de largeur en avant sur le chemin de front du troisième rang et en arrière sur cent pieds (100′) de profondeur dans les lignes sud-ouest et nord-est, plus ou moins, mesure anglaise.

Ledit emplacement étant borné comme suit; en front au nord-ouest audit chemin de front, en arrière au sud-est et d'un côté au nord-est au reste dudit lot N° 37 appartenant à William Watchorn ou représentants et de l'autre côté au sud-ouest à une autre partie du même lot N° 37 ci-dessus en premier lieu décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de Morin-Heights, comté d'Argenteuil, JEUDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER, 1961 à DEUX heures de l'après-midi (16/2/61 à 2.00 heures p.m.).

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 9 janvier 1961.
56254-2-2-o

feet (150′) in front on the hill or road to Morin Heights and one hundred feet (100′) in depth on the base road or Saint-Alphonse road; bounded to the north-west by the Saint-Alphonse road; to the south-east by the Morin Heights road, to the north-west by the emplacement in second place described and to the north-east by the residue of the lot belonging to William Watchorn or representatives.

To separate however from this emplacement, an emplacement sold by Dame Fabiola St-Jacques to Hélène St-Jacques by deed before Mr. Charlemagne Lussier, notary, on March fifth, nineteen hundred and forty-one, registered at the registrar's office of the county of Argenteuil under No. 53,160, this emplacement measuring one hundred and twelve feet (112′) on the Morin Heights road by one hundred feet (100′) in depth, less a tract of twenty-five feet (25′) marked on a plan annexed to the original No. 1,434 of the undersigned notary.

With building thereon erected.

2. An emplacement in Morin Heights, county of Argenteuil, known and designated as forming part of lot number thirty-seven (P. No. 37) in the third range of Morin township, on the abovesaid official plan and book of reference.

The said emplacement measuring seventeen feet (17′) in width in front on the front road of the third range and in the back by one hundred feet (100′) in depth in the north-east and south-west lines, more or less, english measure.

The said emplacement being bounded as follows: in front to the north-west to the said front road, in the back to the south-east and on one side to the north-east to the remainder of the said lot No. 37 belonging to William Watchorn or representatives and on the other side to the south-west to an other part of the said lot No. 37 hereabove described in the first place.

To be sold at the door of the catholic church of Morin Heights, county of Argenteuil, THURSDAY, the SIXTEENTH day of FEBRUARY 1961 at TWO o'clock in the afternoon (16/2/61 at 2.00 p.m.).

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, January 9, 1961.
56254-2-2

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Rimouski

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes de la municipalité précitée publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 14 et 28 janvier 1961, veuillez noter les corrections suivantes:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Mercellin

Lefrançois, Eugène — lire: lot 27, rang I, canton Ouimet.
Desrosiers, Arthur — lire: lot 19, rang I, canton Ouimet.
Desrosiers, Arthur — lire: lot 20, rang I, canton Ouimet.
56521-o

Cité de Dorval

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Armand DelTorchio, greffier de la cité de Dorval, que les propriétés ci-dessous décrites

Sales for Taxes

Municipality of the county of Rimouski

Erratum

In the notice of sale for taxes from the aforementioned municipality published in the *Quebec Official Gazette*, on the 14 and 28 of January, 1961, kindly note the following corrections:

In the municipality of the parish of Saint-Mercellin

Lefrançois, Eugène — read: lot 27, range I, township of Ouimet.
Desrosiers, Arthur — read: lot 19, range I, township of Ouimet.
Desrosiers, Arthur — read: lot 20, range I, township of Ouimet.
56521

City of Dorval

Public notice is hereby given by the undersigned, Armand DelTorchio, city clerk of the city of Dorval, that the properties hereinafter

seront vendues à l'enchère publique à la salle municipale, No 40 Avenue Martin à Dorval, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent soixante et un (1961) à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

described will be sold by Public Auction at the Municipal Hall, No. 40 Martin Avenue at Dorval, MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of FEBRUARY, nineteen hundred and sixty-one (1961) at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, special, school and other taxes, with interest, as mentioned in the hereinunder statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

Cadastre paroisse de Lachine — Cadastre of the parish of Lachine

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
1	Legault, Laurent	2	280	
		3	261	$147.25
2	Gunn, Gilbert Geo	2	343	434.63
3	Brault, Henri L	3	119	209.24
4	R. & P. Construction Ltd	4		176.73

P. étant une lisière de terrain ayant front sur l'Avenue Herron et mesurant 240.15′ pieds dans la ligne nord, 232′ pieds dans la ligne sud, 149′ pieds dans la ligne est et 210′ pieds dans la ligne ouest et formant une superficie de 41,766′ pieds carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land fronting on Herron Avenue and measuring 240.15′ feet in the north line, 232′ feet in the south line, 149′ feet in the east line and 210′ feet in the west line and forming an area of 41,766′ square feet, more of less.

5	Larouche, Éphrem	4	17-18-19-P.20, P. 21	205.27

17-18-19-P. 20, P. 21, étant une lisière de terrain de forme irrégulière ayant front sur l'Avenue Cardinal et mesurant 77.4′ pieds dans la ligne sud, 168.5′ pieds dans la ligne ouest et 149.1′ pieds dans la ligne est et formant une superficie de 14,410 pieds carrés, plus ou moins.

17-18-19-P. 20, P. 21, being a piece of land of irregular form fronting on Cardinal Avenue, and measuring 77.4′ feet in the south line, 168.5′ feet in the west line and 149.1′ feet in the east line, and forming an area of 14,410 square feet, more or less.

6	Larouche, Éphrem	4	22	9.70
7	Larouche, Éphrem	4	23	9.70
8	Marvinda Corporation	4	P. 114	25.73

P. 114, étant une lisière de terrain ayant front sur l'Avenue Chanteclerc, et mesurant 7′ pieds dans les lignes sud et nord, et 107′ pieds dans les lignes est et ouest, et formant une superficie de 749′ pieds carrés.

P. 114, being a piece of land fronting on Chanteclerc Avenue, and measuring 7′ feet in the south and north lines, and 107′ feet in the east and west lines, and forming an area of 749′ square feet.

9	Poulin, E. *et al*	10	480	146.82
10	Poulin, E. *et al*	10	481	146.82
11	Poulin, E. *et al*	10	482	146.82
12	Poulin, E. *et al*	10	483	146.82
13	Poulin, E. *et al*	10	484	146.82
14	Poulin, E. *et al*	10	485	146.82
15	Poulin, E. *et al*	10	486	146.83
16	Poulin, E. *et al*	10	487	146.83
17	Poulin, E. *et al*	10	488	146.83
18	Poulin, E. *et al*	10	489	146.83
19	Poulin, E. *et al*	10	491	375.30
20	Pine Beach Development Co. Ltd	11	270	82.61
21	Pine Beach Development Co. Ltd	11	277	69.77
22	Pine Beach Development Co. Ltd	11	286	69.82
23	Pine Beach Development Co. Ltd	11	295	69.77
24	Pine Beach Development Co. Ltd	11	304	69.81
25	Pine Beach Development Co. Ltd	11	313	69.77
26	Pine Beach Development Co. Ltd	11	322	69.80
27	Pine Beach Development Co. Ltd	11	331	69.74
28	Pine Beach Development Co. Ltd	11	340	33.90
29	Pine Beach Development Co. Ltd	11	358	69.78
30	Pine Beach Development Co. Ltd	11	367	69.80
31	Pine Beach Development Co. Ltd	11	376	69.79
32	Pine Beach Development Co. Ltd	11	385	69.78
33	Pine Beach Development Co. Ltd	11	394	69.79
34	Pine Beach Development Co. Ltd	11	403	69.78
35	Pine Beach Development Co. Ltd	11	412	61.27
36	Pine Beach Development Co. Ltd	11	421	61.28
37	Pine Beach Development Co. Ltd	11	430	61.27
38	Pine Beach Development Co. Ltd	11	439	61.28
39	Pine Beach Development Co. Ltd	11	448	25.27
40	Pine Beach Development Co. Ltd	11	466	61.26
41	Pine Beach Development Co. Ltd	11	475	61.28
42	Pine Beach Development Co. Ltd	11	484	61.27
43	Pine Beach Development Co. Ltd	11	493	60.94
44	Pine Beach Development Co. Ltd	11	502	61.27
45	Pine Beach Development Co. Ltd	11	511	60.88
46	Pine Beach Development Co. Ltd	11	664	18.67
47	Pine Beach Development Co. Ltd	11	665	23.77
48	Pine Beach Development Co. Ltd	11	666	18.67
49	Pine Beach Development Co. Ltd	11	667	23.77
50	Pine Beach Development Co. Ltd	11	668	18.67
51	Pine Beach Development Co. Ltd	11	669	23.77

Cadastre paroisse de Lachine (*suite*) — Cadastre of the parish of Lachine (*continued*)

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cad.	Subd.	Taxes totales et intérêts — Total taxes plus interests
52	Pine Beach Development Co. Ltd	11	670	$ 18.67
53	Pine Beach Development Co. Ltd	11	671	18.67
54	Pine Beach Development Co. Ltd	11	672	24.63
55	Pine Beach Development Co. Ltd	11	673	18.67
56	Pine Beach Development Co. Ltd	11	674	24.63
57	Pine Beach Development Co. Ltd	11	675	19.53
58	Pine Beach Development Co. Ltd	11	676	24.63
59	Pine Beach Development Co. Ltd	11	677	12.73
60	Pine Beach Development Co. Ltd	11	678	16.14
61	Pine Beach Development Co. Ltd	11	679	12.73
62	Pine Beach Development Co. Ltd	11	680	12.73
63	Pine Beach Development Co. Ltd	11	681	15.28
64	Pine Beach Development Co. Ltd	11	682	12.73
65	Pine Beach Development Co. Ltd	11	683	15.28
66	Pine Beach Development Co. Ltd	11	684	12.73
67	Pine Beach Development Co. Ltd	11	685	15.33
68	Burger, Mlle-Miss Teresa	16		103.63

P., étant une lisière de terrain de forme irrégulière ayant front sur le Chemin Bord du Lac, mesurant 29.4′ pieds dans la ligne sud, 22.7′ pieds dans la ligne nord et 106.57′ pieds dans la ligne ouest, et ayant une superficie de 2,816′ pieds carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land of irregular form fronting on Lakeshore Drive, measuring 29.4′ feet in the south line, 22.7′ feet in the north line and 106.57′ feet in the west line, and having an area of 2,816′ square feet, more or less.

69	Duval, Georges-Henri	16	43	246.55
70	Duval, Georges-Henri	16	137	119.38
71	Quirouette, Sylvio	867	156-157	852.58
72	Billette, Mme P.	874, 875		845.74

P., étant une lisière de terrain de forme irrégulière, ayant front sur le Chemin Bord du Lac, et mesurant 48′ pieds dans la ligne sud, 41′ pieds dans la ligne nord, 297′ pieds dans la ligne est et 280′ pieds dans la ligne ouest, et formant une superficie de 13,792′ pieds carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land of irregular form fronting on Lakeshore Drive, and measuring 48′ feet in the south line, 41′ feet in the north line, 297′ feet in the east line and 280′ feet in the west line, and forming an area of 13,792′ square feet, more or less.

73	Meloche, Succ.-Est. Jean-Baptiste, F. Alphonse et-Marie-Antoine	1044		4.62
74	Meloche, Succ.-Est. Jean-Baptiste, F. Alphonse et-and Marie-Antoine	1045		43.93

Cadastre paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the parish of Pointe-Claire

75	Milton Kreitzman in Trust	83		$772.45

P., étant une lisière de terrain ayant front sur le Chemin Saint-Rémi, et formant une superficie de 98.28 arpents carrés, plus ou moins.

P., being a piece of land fronting on Saint-Remi Road and forming an area of 98.28′ square arpents, more or less.

Cadastre paroisse de Saint-Laurent — Cadastre of the parish of Saint-Laurent

76	Lafontaine, Mme-Mrs. N	526	41	$ 7.25
77	Lafontaine, Mme-Mrs. N	526	42	7.25
78	Rollin, C.	526	43	7.25
79	Leblanc, A.	526	139	10.54
80	Rioux, Daniel	526	140	10.54
81	Bourbonnière, Succ.-Est. D	526	141	10.54
82	Vranchk, J.	526	142	10.54
83	Desjardins, Succ.-Est. A	526	143	10.54
84	Canada Land & Co	526	144	10.54
85	Coudry, Succ.-Est. A.	526	145	10.54
86	Lamoureux, S.	526	146	10.55
87	Lamoureux, S.	526	147	10.55
88	Bondy, Mlle-Miss Julia	526	159	7.87
89	Meunier, Camille	526	170	7.87
90	Meunier, Camille	526	171	7.88
91	Godier, E.	526	181	7.88
92	Godier, E.	526	182	7.88
93	Godier, E.	526	183	7.88
94	Godier, E.	526	184	7.87
95	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R.	526	185	7.88
96	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R.	526	186	7.88
97	Deslongchamps-Allard, Mme-Mrs. R.	526	187	7.88
98	Brown, Arthur	526	188	7.88
99	Brown, Arthur	526	189	7.88
100	Brown, Arthur	526	190	7.88
101	Brown, Arthur	526	191	7.88
102	Brown, Arthur	526	192	7.88
103	Brosseau, T.	526	194	8.82
104	Brosseau, T.	526	195	8.83
105	Sirois, Mme-Mrs. J.	526	335	5.58
106	Sirois, Mme-Mrs. J.	526	336	5.58
107	Sirois, Mme-Mrs. J.	526	337	5.59
108	Sirois, Mme-Mrs. J.	526	338	5.59

Les immeubles susdits sont tous des cadastres des paroisses de Lachine, Pointe-Claire et Saint-Laurent et situés dans la cité de Dorval.

Donné en la cité de Dorval, ce trentième jour du mois de janvier, mil neuf cent soixante et un (1961).

Le Greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

56506-5-2-o

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parishes of Lachine, Pointe Claire and Saint-Laurent and situated in the city of Dorval.

Given at Dorval, this thirtieth day of the month of January, nineteen hundred and sixty-one (1961).

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.

56506-5-2-o

Ville de Saint-Elzéar

(Comté de Laval)

Avis public, est par les présente donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la Ville de Saint-Elzéar, que les propriétés et les lots ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique au bureau du conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 1351 boulevard des Laurentides, MERCREDI le PREMIER jour de MARS 1961, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Town of Saint-Elzéar

(County of Laval)

Public notice is hereby given by the undersigned, the secretary-treasurer of the town of Saint-Elzéar that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the office of the municipal council in the Town Hall of the aforesaid municipality, at 1351 boulevard des Laurentides WEDNESDAY, the FIRST day of MARCH, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interest, plus the cost sale, unless the taxes, interest and costs be payed before the sale:

Nom des propriétaires — Name of proprietors	No du cadastre — Cadastral No.	Superficie — Area	Montant dû — Amount due	Bâtisse érigée — Building erected
Arnold, Fran's	650-145	8067 pi. car.-sq. ft.	$ 8.59	
Aster, Sam	308-359 à-to 362	8700 pi. car.-sq. ft.	7.39	
Belisle, Albert	650-107-80 et-and P. 71 et-and 656-107-P. 81 et-and P. 71	8493 pi. car.-sq. ft.	593.77	x
Brenczuk, Dimitro	308-62 à-to 65	8548 pi. car.-sq. ft.	7.39	
Bel Vadir Realities	652-20-20	7200 pi. car.-sq. ft.	10.23	
Caron, Réjean	650-152	10995 pi. car.-sq. ft.	38.72	
Csagoly, Paul	308-149 à-to 154	13050 pi. car.-sq. ft.	39.71	
Faracovi, Greziella	308-P. 16, 17, 18 et-and 19	7479 pi. car.-sq. ft.	23.31	
Furo, G.	649-88	7200 pi. car.-sq. ft.	7.67	
Gendron, Mme-Mrs. Richer	661-622 à-to 624	7425 pi. car.-sq. ft.	7.64	
Gutman, Gisèle Sinay	303-1, 2 et-and 3	19286 pi. car.-sq. ft.	51.47	
Gutman, Gisèle Sinay	309-45 à-to 49	30166 pi. car.-sq. ft.	84.86	
Gutman, Gisèle Sinay	661-726 et-and 727	11428 pi. car.-sq. ft.	24.09	
Guilio, Lise	308-13, 14, 15 et-and P. 16	7479 pi. car.-sq. ft.	6.48	
Grinchyj, Stanislaw	308-157 à-to 160	8700 pi. car.-sq. ft.	36.46	
Grinchyj, Stanislaw	308-258 et-and 259	4350 pi. car.-sq. ft.	3.71	
Hercy, Isador	308-186 à-to 195	21750 pi. car.-sq. ft.	18.55	
Hercy, Isador	308-200 à-to 204	10875 pi. car.-sq. ft.	9.28	
Hercy, Isador	308-211 à-to 215	10875 pi. car.-sq. ft.	9.27	
Montreal Land & Housing Corp.	308-284 et-and 285	4350 pi. car.-sq. ft.	3.71	
Montreal Land & Housing Corp.	308-100 et-and 101	4274 pi. car.-sq. ft.	34.31	
Montreal Land & Housing Corp.	634-81 et-and 82	5696 pi. car.-sq. ft.	4.83	
Morin, Philippe	649-97	6750 pi. car.-sq. ft.	7.18	
Morin, Philippe	650-39 et-and 40	14999 pi. car.-sq. ft.	15.99	
Ledoux, Roger	661-112 à-to 114	7500 pi. car.-sq. ft.	15.50	
Pageau, Gérard	308-166 et-and 167	4350 pi. car.-sq. ft.	13.66	
Parassini, Alcardo	661-526 à-to 528	7164 pi. car.-sq. ft.	7.25	
Roma Garden Inc	650-175	9450 pi. car.-sq. ft.	20.29	
Rothman, Ida Aster	308-32 à-to 34	8934 pi. car.-sq. ft.	7.67	
Scaraffi, Francesco	650-109	10995 pi. car.-sq. ft.	11.72	
Shulenburg, Hurst	308-207 à-to 209	8409 pi. car.-sq. ft.	26.21	
Shulz, Mme-Mrs. B. de Brentarie	657-105	7557 pi. car.-sq. ft.	293.54	x
Tauber, Benjamin	661-389 à-to 396	19600 pi. car.-sq. ft.	19.32	
Wynarczuk, Stephan	634-142 et-and 143	4350 pi. car.-sq. ft.	13.26	

Les immeubles susdits sont du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose et de la paroisse de Saint-Martin, et situés dans la Ville de Saint-Elzéar.

La vente et le retrait des immeubles est faite en vertu de la Loi des cités et villes de la province de Québec.

Donné à Ville de Saint-Elzéar, ce trentième jour de janvier 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND GIROUX.

56545-5-2-o

The aforesaid immoveables are all of the original cadastre of the parishes of Sainte-Rose and of Saint-Martin, and are situated in the town of Saint-Elzéar.

The sale and withdrawal of the immoveables properties are made in accordance with the Cities and Towns Act of the Province of Quebec.

Given at the town of Saint-Elzéar, this thirtieth day of January, 1961.

FERNAND GIROUX,
Secretary-Treasurer.

56545-5-2

INDEX Nº 5

Action en séparation de biens — *Action for Separation as to Property*

Buck *vs* Comis 689

Arrêtés en Conseil — *Orders in Council*

21 — Annulation de règlements soustrayant au piquetage en claims miniers le territoire du Nouveau-Québec et autres territoires 686
21 — Annulment of regulations withdrawing from staking into mining claims the territory of New Quebec and other territories 686
131 — Soustraction au piquetage en claims miniers de terrains situés à proximité des lignes séparatives des territoires du Nouveau-Québec et du Labrador 688
131 — Withdrawal from staking into mining claims lands located in the proximity of the dividing lines of the territories of New Quebec and Labrador 688
202 — Régie des loyers 689
202 — Regulation of rentals 689

Avis divers — *Miscellaneous Notices*

Association des Chimistes Professionnels du Québec (Nouveaux membres) 692
Association des Employés de Meubles Grenier Furniture Inc. (Constitution) 698
Association des Professeurs de l'Ile Jésus Est (Constitution) 696
Association of Professional Chemists of Quebec (New members) 692
Baptist Church-Extension Board of the Province of Quebec Incorporated (The) (Directeurs — Directors) 698
Centre Espagnol Culturel et Récréatif (Directeurs — Directeurs) 692
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Monique (Fondation — Foundation) 696
Consolidated Plywood Corporation (Directeurs — Directors) 690
Cultivateurs Unis de Rochebaucourt (Les) (Fondation — Foundation) 690
Diana Products Inc. (Directors) 693
Domremy Montreal Inc. (Directeurs — Directors) 690
Duplan Dyeing Co. Ltd. (Directeurs — Directors) 691
Greystone Curling Club Inc. (Règlement — By-law) 694
Hôpital Général de St-Lambert (Règlement — By-law 5) 697
Hôpital Général de St-Lambert (Règlement — By-law 6) 698
Miss Montreal (Dorval) Ltd. (Dist. de l'actif — Dist. of assets) 698
Montarville Investment Corporation (Directeurs — Directors) 691
Montreal Dog Obedience Training Club Inc. (Règlements — By-laws) 695
Montreal International Theatre (By-law) 695
National Rendering Corp. (Directeurs — Directors) 692
Notre-Dame, munic. (Erection) 695
Nugget Knit Inc. (Directeurs — Directors) 693
Oeuvre des Terrains de Jeux de Stoke (Nom changé — Name changed) 696
Palma Real Estate Ltd. (Directeurs — Directors) 697
Produits Diana Inc. (Directeurs) 693
Riverton Development Inc. (Directeurs — Directors) 691
St. Andrew's Youth Centre (Règlements — By-laws) 693
St. Martin Industrial Park Inc. (Directeurs — Directors) 693
Syndicat Régional des Professeurs Catholiques de Magog (Nom changé — Name changed). 694
Syndicat de Travail de Barville (Fondation — Foundation) 692
Théâtre International de Montréal (Le) (Règlement) 695
Transocean Machine Company Inc. (Directeurs — Directors) 697

Chartes — *Charters*
Abandon de — *Surrender of*

Ajax Investments Limited 699
Champs St. Eustache Ltée 698
Miss Montreal (Dorval) Ltd. 693
O'Connel & Pregent Inc. 700
Pinehurst Inn & Country Club Inc. 693
Portage Island (Chibougamau) Mines Limited 699
United Debenture Investment Corporation 1936 693

Compagnie dissoute — *Company Dissolved*

Sicard (Jos.) Construction Ltée 713

Demandes à la législature — *Applications to Legislature*

Collège des chiropraticiens de la province de Québec 683
Compagnie de Publication de La Presse, Limitée (La) 700
Corporation de Montréal Métropolitain (La) 682
Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec (Les). 685
Équitable Compagnie d'Assurances Générales (L') 685
Equitable General Insurance Company (The) 685
Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec Inc. (The) 685
Immeubles Dolgis Ltée (Les) 700
Jacques-Cartier, cité — city 684
Montreal Metropolitan Corporation (The) 682
Johnston, Donald James 685
Pointe des Cascades (La), village 685
Poliquin, Dame Robert 683
Québec, cité — city 681
Quebec College of Chiropractors 683
Sourp Hagop Armenian Church 684
St-Michel, cité — city 700
Université de Trois-Rivières 684
University of Trois-Rivières 684

DÉPARTEMENTS — *DEPARTMENTS*
Agriculture — *Agriculture*

Société Coopérative Agricole Ste-Anne-des-Monts 701
Société Coopérative Agricole de Tingwick 701

Instruction publique — ***Education***
Municipalité scolaire de — *School Municipality of*

Buckingham Diss. (Demande — Application) ... 701
Cap-d'Espoir (Demande — Application) 701
Côte St-Gabriel (Demande — Application) ... 706
Cross-Point (Demande — Application). 702
Dunany et Gore (Demande — Application) ... 702
Dunany, Gore et St. Andrew's East (Demande — Application) ... 102
Granby, canton — township (Demande — Application) ... 701
Harrington No 2 (Demande — Application) ... 702
Inverness (Demande — Application) ... 706
Lingwick (Demande — Application) ... 703
Litchfield-Lower (Demande — Application) ... 703
Melbourne, canton — township et-and village (Demande — Application) ... 703
Montcalm (Demande — Application) ... 703
Mulgrave et-and Derry Diss. (Demande — Application) ... 703
Otis (Accordée-Granted) ... 707
St-Alphonse-de-Lytton (Demande — Application) ... 704
Ste-Angélique (Prot.) (Demande — Application) ... 704
St-Charles-de-Caplan (Demande — Application) ... 704
St-Jean-Chrysostôme No 2 Diss. (Demande — Application) ... 705
St-Louis-de-Gonzague Diss. (Demande — Application) ... 705
St-Pierre-de-Wakefield (Accordée-Granted) ... 706
St-René (Demande — Application) ... 705
St-Urbain-Premier (Demande — Application) ... 705
Val St-Jean (Demande — Application). 705
Wendower et Simpson Diss. (Demande-Application) ... 706

Terres et Forêts — ***Lands and Forest***
Service du Cadastre — *Cadastral Branch*

Ancienne-Lorette, paroisse — parish ... 707
Charlesbourg, paroisse — parish ... 707
Drummondville, ville — town ... 707
Falardeau, canton — township ... 707
Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, paroisse — parish ... 708
St-Félix du Cap Rouge ... 708

Travail — ***Labour***
Industrie ou métiers de — *Industry or Trades of*

Alimentation en gros, Québec (Modification) ... 708
Barbers and hairdressers, region of Victoriaville (Amendment) ... 709
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Victoriaville (Modification) ... 709
Construction, Drummond (Modification — Amendment) ... 709
Food Products manufacturing and wholesale (Amendment) ... 708

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Institut Notre-Dame de Roc-Amadour. 710
Jalbert (R. & O.) Limitée ... 679
Jobidon (Philippe H.), Immeubles Inc. 677
Mégantic Tire Service Inc ... 675
Naud Électrique Limitée ... 675
Notre-Dame Snack Bar Inc ... 676
New Frontenac Garage Inc ... 676
Nouveau Garage Frontenac Inc ... 676
Pan-American Investments Ltd ... 676
Park Avenue Imports Co. Ltd ... 677
Peintures Bertrand Paints Inc ... 677
Pinkerton Holdings Limited ... 678
Pollack Investments Inc ... 678
Pollamalg Inc ... 678
Publications Drubec Inc. (Les) ... 674
Restaurant Caprice Inc ... 679
Salons de Coiffure Josette Inc. (Les) ... 675
Savard Frère Chibougamau Ltée ... 679
Séminaire Saint-Vincent-de-Paul ... 710
Teen Boutique Incorporated (The) ... 680
Truck Body Center Ltd ... 680
Uni-Print Inc ... 680
Vitrerie Canadienne Inc ... 681

Ministère des Finances — ***Department of Finance***

Assurances — ***Insurance***

Farmers & Merchants Trust Co. Ltd. ... 710

Nominations — ***Appointments***

Conseils en loi de la Reine ... 711
Queen's Counsels ... 711

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Commercial Automation Ltd. ... 713
De Luxe Brands Ltd. ... 712
Domremy Montreal Inc. ... 711
Entreprises de Construction de Québec Ltée (Les) ... 712
Montarville Investment Corporation ... 711
Odysse Holdings Ltd ... 712
Quality House Furniture Stores Ltd. ... 712
Rotobloc Inc. ... 713
Silver Foods Limited ... 694
Smith Surplus Stores Inc. ... 694

Soumissions — ***Tenders***

Hauterive, ville — town ... 717
Jacques-Cartier, cité — city ... 719
La Sarre, comm. scol.— School comm. ... 718
Notre-Dame-Auxiliatrice, comm. scol. School comm. ... 713
Rosemère, comm. scol. cath.— Cath. school comm. ... 715
Roxboro, comm. scol. cath.— Cath. school comm. ... 720
St-David-de-Falardeau, munic. (Correction) ... 716
St-Félix-du-Cap-Rouge, paroisse — parish ... 722
St-Joseph-de-Lanoraie, paroisse — parish ... 723
Témiscamingue, comm. scol. cath. — Cath. school comm. ... 714

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway Company. ... 724

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Blanchette, René & Félix ... 725
Languérand, Edmour ... 724

Taxes — ***Taxes***

Charlevoix-East, county of ... 729
Charlevoix-Est, comté de ... 729
Compton, comté de — county of (Correction) ... 733

Corporation Interurbaine de l'Ile-Jésus. 728
Deux-Montagnes, comté de (Corrections) 732
Dorval, cité — city 747
Gaspé East, county of 726
Gaspé Est, comté de 726
Gatineau, comté de — county of (Corrections) 732
Interurban Corporation of Ile Jésus 728
Matane, comté de — county of (Corrections) 732
Rimouski, comté de — county of (Corrections) 747
Saint-Elzéar, ville — town 750
Shefford, comté de — county of (Corrections) 733
Témiscamingue, comté de — county of (Corrections) 734
Two Mountains, county of (Corrections) 732

SHÉRIFS *SHERIFFS'*

Abitibi *Abitibi*

Income Tax Act *vs* Lavallée (Cadillac). 734
Income Tax Act *vs* Lavallée (Dubuisson) 735
Income Tax Act *vs* Lavallée (Malartic). 735
Income Tax Act *vs* Lavallée (Val d'Or). 736
Loi de l'impôt sur le revenu *vs* Lavallée (Cadillac) 734
Loi de l'impôt sur le revenu *vs* Lavallée (Dubuisson) 735
Loi de l'impôt sur le revenu *vs* Lavallée (Malartic) 735
Loi de l'impôt sur le revenu *vs* Lavallée (Val d'Or) 736

Arthabaska *Arthabaska*

Chenette *vs* Boisvert 738

Bedford *Bedford*

Lajoie *vs* Couture 738

Hull *Hull*

Beaulieu *vs* Larocque 739
Nedan Concrete Ltd *vs* Stephens 739

Joliette *Joliette*

Charbonneau *vs* Coutu 740
Picard *vs* Bertrand 740

Kamouraska *Kamouraska*

Bombenon *vs* Dionne 741

Montréal *Montreal*

Canadian Asbestos Company *vs* Vallières 741

Nicolet *Nicolet*

Magasin des Cultivateurs Ltée *vs* Roberge 742

Richelieu *Richelieu*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Boisvert 743
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Boisvert. 743

Rimouski *Rimouski*

Bérubé *vs* Boucher 744
Fortin *vs* Corbin 744

Roberval *Roberval*

Office du Crédit Agricole du Québec *vs* St-Pierre 744
Quebec Farm Credit Bureau *vs* St-Pierre 744

Saguenay *Saguenay*

La Compagnie de Laval Ltée *vs* Gagnon. 745

Saint-François *Saint Francis*

Prévoyants du Canada Fonds de Pension (Les) *vs* Bolduc 746

Terrebonne *Terrebonne*

Charbonneau *vs* Héritiers de — Heirs of Edgar Gagnon 746